

Dimitrije Tucović

Serbie et Albanie

[Srbija i Arbanija]

(réédité en fac-similé par *Arbeitsgruppe Marxismus Wien* Mai 1999)

traduit du serbe par Gérard Billy
2023

Table des matières

Préface	p.3
I. APERÇUS SUR LA VIE DES ALBANAIS	
1. <i>Pays d'origine et expansion géographique</i>	p.4
2. <i>Organisation tribale et vendetta</i>	p.8
3. <i>Économie</i>	p.13
4. <i>Le peuple albanais : caractère et vie intellectuelle</i>	p.17
II. L'AUTONOMIE DE L'ALBANIE	
1. <i>Aux origines du mouvement pour l'autonomie</i>	p.23
2. <i>Nord et sud : Guègues et Tosques</i>	p.28
3. <i>Perspectives d'avenir</i>	p.32
III. L'ADRIATIQUE COMME ENJEU DES CONFLITS	
1. <i>La Mer Adriatique et la Question d'Orient</i>	p.37
2. <i>L'Autriche-Hongrie et l'Italie</i>	p.39
3. <i>L'Adriatique et les Balkans</i>	p.42
IV SERBIE ET ALBANIE	
1. <i>L'expansionnisme de notre propre bourgeoisie</i>	p.46
2. <i>Accéder à la mer</i>	p.50
3. <i>Le cuisant échec de la politique de conquêtes territoriales</i> ...	p.56
4. <i>L'occupation militaire de l'Albanie</i>	p.60
5. <i>Guerres coloniales</i>	p.65
6. <i>Bilan final de la politique de la bourgeoisie</i>	p.69
<i>Note des éditeurs des Œuvres Choisies [Izabrana Dela 1980]</i>	p.76
<i>Cartes</i>	p.77-82

Serbie et Albanie

Contribution à une critique de la politique de conquêtes militaires menée par la bourgeoisie serbe

Préface

Si nous avons entrepris une étude un peu fouillée de la question albanaise, c'est plus pour répondre à des nécessités pratiques, que par pur intérêt théorique. La politique albanaise de notre gouvernement s'est conclue par un désastre qui nous coûte très cher. Et ce qui nous attend va nous demander des sacrifices encore plus douloureux.

La politique pratiquée par le gouvernement serbe envers le peuple albanais a créé à la frontière occidentale de la Serbie une situation telle qu'il est difficile d'imaginer revenir à des relations paisibles dans un avenir proche. En même temps, cette politique a poussé l'Albanie dans les bras des deux grandes puissances qui s'intéressent le plus aux Balkans occidentaux, et que ce soit l'un ou l'autre de ces deux États capitalistes qui voie son influence augmenter dans la péninsule balkanique, celle-ci représente un danger sérieux tant pour la Serbie que pour le développement normal de tous les peuples balkaniques.

Pour répondre à la question qui nous est posée en pratique, il fallait se pencher sur la situation en Albanie. Cela était d'autant plus nécessaire que d'une part, en se livrant à une compétition calamiteuse à qui soutiendrait le plus fermement une politique conçue et exécutée dans des conditions désastreuses, notre presse n'a cessé de diffuser mois après mois, année après année, une représentation tendancieuse du peuple albanais, et que, d'autre part, le gouvernement lui-même a tenté de justifier l'invasion de l'Albanie en mettant en avant des arguments du même tonneau.

Une information plus exacte sur la situation et les conflits d'intérêts marquant cette région des Balkans devrait aider à mieux comprendre ce qu'il en est et à instaurer de meilleures relations entre les peuples serbe et albanais. Elle est particulièrement nécessaire au prolétariat, car c'est à lui qu'il incombe au premier chef de s'opposer de la façon la plus résolue à la politique de conquêtes militaires de la bourgeoisie et des possédants, et de montrer ainsi sur une question pratique d'actualité combien est positive et porteuse de solutions l'action de la social-démocratie dans les Balkans en faveur de l'amitié, de l'alliance et de l'unité la plus poussée possible de tous les peuples balkaniques.

Si cette brochure pouvait contribuer au progrès de cette tâche historique des partis social-démocrates des Balkans, elle aurait rempli le modeste rôle que nous lui assignons.

Belgrade, 1^{er} janvier 1914

I APERÇUS SUR LA VIE DES ALBANAIS

1. Pays d'origine et expansion géographique

Le pays albanais d'origine est pour l'essentiel un entrelacs de très hautes montagnes séparant de la Mer Adriatique les cuvettes fertiles de la Vieille Serbie et de la Macédoine. Il descend vers la mer en suivant le littoral, de Shkodër au nord jusqu'au sud, vers les régions de peuplement grec. Mais cette zone côtière relativement allongée n'est pas seulement étroite, elle est aussi marécageuse et paludique. Les milieux les plus favorables à la vie se trouvent dans les vallées du Drin, du Mati, du Seman, du Shkumbi et du Devolli, avec leurs évasements sporadiques. Mais c'est la région des défilés montagneux avec leurs petits ports fluviaux et leurs étroites trouées qui est aujourd'hui encore le vrai pays des tribus albanaises, lesquelles veillent à préserver leur antique système de relations et de coutumes.

Ce territoire montagneux a été dans le passé traversé par de très importantes voies de communication du monde civilisé, parmi lesquelles se distinguent particulièrement, au sud, la *Via Egnatia* : Dürres, Elbasan, Struga, Ohrid, Bitola, puis Salonique et Constantinople, et au nord, la *Via di Zenta* qui, partant de Shkodër, remontait la vallée du Drin en direction de Prizren et continuait vers le cœur de la péninsule balkanique. Vestiges témoignant de l'importance économique et culturelle de cette ancienne route et de ses carrefours, on peut encore aujourd'hui voir des fortifications, même si elles sont pour la plupart en ruines, et des ponts monumentaux, encore bien conservés. L'Albanie en est pleine. Mais ces routes sont maintenant retournées à l'état sauvage. Des petits sentiers presque disparus et dont certains segments sont difficiles à franchir, en font tout juste encore soupçonner la trace. Mais un peu plus loin, sur la droite et sur la gauche, la vie est tellement primitive qu'on est en droit de se demander si la culture véhiculée le long de ces voies ne s'était pas arrêtée aux premières crêtes karstiques qu'elles ne franchissaient qu'à grand-peine. Dans le récit qu'un voyageur a fait, il y a seulement quelques années, de son périple dans le nord de l'Albanie, ne raconte-t-il pas avoir tiré des coups de feu en l'air avec son pistolet pour marquer sa fierté d'avoir été le premier Européen à poser le pied sur le mont Kunora et à avoir vu les lacs de Lura ? On aurait cru entendre exulter un explorateur de l'Afrique Centrale.

L'histoire de ces régions est indissolublement liée à celle de la Mer Adriatique. Tant que celle-ci, comme nous le verrons, a été un canal important par lequel transitaient les échanges entre l'occident et l'orient, la rive adriatique a été le lieu d'une vie économique intense. On relève des traces de cette activité économique et commerciale dans les villes albanaises du littoral et dans quelques anciennes mines. Le déplacement des échanges commerciaux de la Mer Méditerranée vers l'Océan Atlantique, dont nous parlerons plus longuement dans le 3^e chapitre, s'est répercuté dans toute la péninsule

balkanique, dont l'Albanie. Au fil du temps, on voit décliner l'importance des ports de la Mer Adriatique pour les échanges commerciaux avec Constantinople et l'orient, donc aussi celle des routes passant par l'Albanie, et suite à une multitude de changements politiques et économiques, les échanges intérieurs de la péninsule commencent à se déporter de plus en plus vers Salonique au sud et l'Europe Centrale au nord. C'est vers Salonique aussi que se tourne le commerce de toutes les villes situées sur le Drin, de Korçë à Peć, dans lesquelles continue à vivre une vieille génération d'artisans et de commerçants qui autrefois travaillaient exclusivement avec Dürres, Krujë et Shkodër.

C'est ainsi que l'isolement naturel du pays albanais s'est vu aggravé par sa mise à l'écart quasi-totale des voies de communication et d'échange culturel, et la Turquie, qui d'ordinaire veillait sans faiblesse à la sécurité des communications, était ici fort contente de pouvoir tenir ces tribus à distance et de les laisser, livrées à elles-mêmes, se piller et s'exterminer mutuellement.

La furie des vendettas n'empêchait pas la population d'augmenter, et dans les hauteurs comme au fond des gorges montagneuses, les méthodes traditionnelles de travail n'assuraient plus la subsistance. Les Albanais cherchèrent alors une issue à ces difficultés, et comme toujours dans l'histoire de toutes les migrations, ils se dirigèrent vers les contrées où les conditions de vie étaient naturellement plus faciles, c'est-à-dire vers les cuvettes fertiles de la Vieille Serbie et de la Macédoine. Ils furent du reste aussi orientés de ce côté par l'apparition d'un axe de circulation nouveau, liée au fait que les villes situées de ce côté-ci du Drin, ravitaillées en marchandises ayant transité par Skoplje, Bitola et Salonique, étaient devenues des marchés fréquentés même par les tribus vivant au cœur de l'Albanie.

On a beaucoup écrit chez nous sur la percée des Albanais vers l'est, en raison des répercussions de celle-ci sur les communautés serbes qui étaient établies dans les provinces turques du nord-ouest. C'est aujourd'hui encore un sujet qui fait la une des publications chauvines quand il s'agit d'attiser dans le peuple serbe la haine des Arnauts et de leur « sauvagerie » en passant sous silence les violences bestiales commises par l'armée serbe. Combien de larmes n'a-t-on pas versées sur le Kosovo historique submergé par les Arnauts ! Ceux-ci ayant continué leur progression et s'étant installés le long de l'ancienne frontière serbe, ils se retrouvèrent très nombreux dans les districts nouvellement libérés, dont ils furent malheureusement chassés, avec pour résultat de renforcer d'autant la présence albanaise dans la région frontalière. Ils sont descendus aussi en Macédoine en s'enfonçant dans la cuvette de Tetovo, et arrivés sur le Vardar, ils se sont installés tout autour de Skopje.

Nous ne pouvons ici examiner la question de savoir dans quelle mesure la diminution de l'élément serbe dans ces contrées est, soit le résultat direct de l'expansion albanaise, soit la conséquence du mouvement général qui a entraîné le peuple serbe du sud vers le nord. Il est absolument certain que

le peuplement de la Šumadija a été le fait de l'émigration venue du sud-ouest. Il est historiquement établi que la population serbe a suivi en masse le mouvement de retrait des troupes autrichiennes quand, aux XVII^e et XVIII^e siècles, celles-ci ont été contraintes de mettre fin à leurs incursions en direction du sud. Après tout, d'où sont-ils venus, les Serbes de la vieille Voïvodine, qui les y a amenés et pourquoi ? Si l'on voulait remettre toutes ces questions, et bien d'autres encore, sur le tapis, alors la *sanglante vendetta* prêchée par la Serbie des possédants contre les Albanais et *mise* aujourd'hui *en œuvre*, trouverait moins de justifications que celle dont l'évocation glace d'effroi le dénommé Balkanicus¹ comme le docteur Vladan². Et si même il était établi que l'élément serbe a carrément été refoulé par l'élément albanais, est-ce que ce serait le premier cas dans l'histoire où le déferlement de tribus disposant, à côté d'autres atouts éventuels, d'une organisation plus solide, aurait contraint un peuple à lui céder la place ? Est-ce que les peuples slaves n'ont pas chassé les habitants primitifs de ces territoires en usant de méthodes peu propres à susciter l'indulgence de l'historien ? Est-ce que, finalement, les Turcs ne les ont pas refoulés, eux et d'autres peuples assujettis, et est-ce que la Serbie officielle ne voit pas aujourd'hui en eux, malgré cela, ses amis préférés dans les nouvelles provinces ?

Les Albanais se sont répandus vers l'est aux dépens des Slaves, la chose est avérée. Mais si on examine comment et pourquoi cela s'est passé ainsi, on voit pâlir encore davantage les justifications d'une attitude revancharde. Avant toute autre considération, par quels moyens les Albanais ont-ils pris possession de ces territoires : en *refoulant* la population ou en *s'y fondant* ? Sur quel terrain avaient-ils l'avantage ? Bien entendu, rien ne leur permettait d'absorber, de s'assimiler l'élément étranger, car ils étaient culturellement inférieurs à tous leurs voisins, même aux Monténégrins. Le professeur Cvijić a trouvé en tout au Kosovo 140 maisons de construction albanaise ! Les Albanais se sont donc installés dans les lieux que d'autres avaient abandonnés de gré ou de force, dont les anciens habitants étaient partis, que ce soit de leur plein gré ou parce qu'ils en avaient été chassés. Il n'y a aucun doute que, pour une grande part, ces lieux ont été abandonnés parce que devenait insupportable le voisinage de tribus albanaïses primitives, pillardes, incontrôlables, ou même en raison de pressions brutales qu'elles auraient exercées. Voyant leurs biens et leurs vies menacées, empêchés de travailler librement et de disposer du produit de leur travail, les premiers habitants se sont trouvés contraints de quitter leurs foyers.

D'un autre côté, la fréquence des migrations est une caractéristique de la vie en Turquie de façon générale, et pas seulement dans les régions frontalières voisines des Albanais. *C'est le système*

1 Stojan Potić avait publié en 1913 à Belgrade sous le pseudonyme de Balkanicus un livre intitulé *Le problème albanais, la Serbie et l'Autriche-Hongrie*. (NdE)

2 Il s'agit de Vladan Đorđević, dont D. Tucović soumit le livre *Les Albanais et les Grandes Puissances 1913*, Belgrade, à une sévère critique principielle. (NdE)

économique du beylicat qui les rend si faciles et si courantes. L'élevage était chez les Albanais à la base de leur grande mobilité et de leurs habitudes de nomadisme, et de la même façon, le système féodal de propriété foncière était la raison principale qui déterminait les anciens occupants à émigrer. Ils n'étaient pas attachés à leurs foyers par le lien le plus solide que l'on connaisse dans la vie sociale, à savoir la propriété. L'étude de cette question nous conduit ainsi inmanquablement à la conviction que la « sauvagerie » des Albanais ne fournit en aucun cas une explication satisfaisante du processus qui leur a permis de se rendre maîtres du pays ni de leur percée vers l'est. Ce qui est à la base de celui-ci, c'est bien plutôt le système économique qui a été jusqu'à nos jours le substrat réel de la vie en Turquie dans tous ses aspects.

Dans la mesure où d'autres causes entrent en ligne de compte, comme par exemple le sentiment d'insécurité et la force brute, celles-ci étaient liées au système politique turc, à l'anarchie générale dans l'administration et à l'absence de statut protecteur pour la raïa (les sujets chrétiens). Le régime turc détournait les yeux quand les Albanais commettaient violences et brutalités contre les chrétiens, mais il était sans pitié quand leurs agissements portaient atteinte aux intérêts des possédants. Les Albanais n'étaient pas les seuls peuples dans cette situation. Il en était de même des Kurdes, voisins des Arméniens.

En progressant vers l'est, l'élément albanais ne s'est pas seulement fortement mélangé à la population serbe, il est devenu quasi dominant dans quelques régions comme la Métochie et Peć, qui avaient quelques siècles auparavant été le centre politique et religieux du peuple serbe sous domination turque. Les plus beaux monuments de la culture médiévale serbe se trouvent aujourd'hui au beau milieu d'une population presque exclusivement albanaise. Cette cohabitation de monuments antiques et de personnes bien vivantes, qui a donné tant de fil à retordre à la conférence de Londres quand il s'est agi de définir la frontière séparant l'Albanie de la Serbie, est le résultat d'une histoire qui a fait se croiser deux mouvements culturels et démographiques allant dans deux sens différents : le premier, le plus ancien, datant de l'époque des liens commerciaux entretenus par l'État serbe médiéval avec la Mer Adriatique a entraîné un mouvement du peuple serbe vers le littoral, et on trouve dans toute l'Albanie septentrionale les marqueurs maintenant muets de cette avancée ; le deuxième, plus récent, s'est enclenché suite au retrait du peuple serbe en direction du nord-est, s'enfonçant de plus en plus dans l'intérieur et vers la frontière du nord. L'élément albanais a suivi en marchant sur ses pas.

Dans un premier temps, la supériorité politique et culturelle du peuple serbe a prévalu, mais ensuite c'est l'arriération et l'isolement du peuple albanais qui l'ont emporté, l'organisation tribale y ayant conservé toute sa vigueur. Non seulement la Turquie n'a rien fait pour tirer les Albanais de leur isolement, pris aucune mesure culturelle pour tenter de les unifier, mais son système politique, de par

sa nature, préservait l'archaïsme albanais, tout comme il freinait toute espèce de développement. Et maintenant que le régime turc a disparu de la scène, il est d'autant plus nécessaire de répéter avec force que les possédants des micro-États balkaniques qui lui ont succédé se sont engagés, non dans une voie conforme au principe scientifique selon lequel *les mutations dans les institutions et les conditions de vie font que les gens eux-mêmes changent*, mais dans l'application d'une maxime barbare, que même la Turquie n'avait pas mise en œuvre à pareille échelle, et qui *mise bien plus sur les cimetières et les potences que sur l'instauration de nouvelles institutions pour éduquer les peuples*.

2. Organisation tribale et vendetta

La percée albanaise vers l'est est un phénomène historique d'une grande portée. Elle a marqué le destin du peuple serbe dans toute la région bordant la frontière méridionale de la Vieille Serbie. Elle a créé la zone-tampon albanaise dont on peut raisonnablement admettre qu'elle a contribué à faire barrage à la propagation vers le sud de notre révolution de 1804, mais dont il est sûr qu'elle a bloqué toute espèce d'influence que la Serbie libérée aurait pu exercer sur les masses opprimées de Turquie.

Mais cette avancée des Albanais vers l'est amène à s'interroger sur la vigueur effective de l'organisation tribale dans leur vie sociale. Elle prouve en effet indirectement que celle-ci a *cessé d'être vivante* et que, *n'étant plus en capacité de subvenir aux besoins fondamentaux de ses membres*, elle ne structure plus leur existence.

Dans l'Albanie du nord, la vie sociale se déroule encore dans le cadre des tribus, lesquelles, selon le Frère Mihačević³, sont au nombre de vingt sept. En réalité, du fait des déplacements et de l'émigration, les tribus sont en bien des cas *dispersées*, mais les *liens du sang* demeurent vivaces. Il y a par exemple des Krasniqi dans la région de Prizren, au Kosovo, sur le mont Ostrozub, dans les districts de Đakovica, Peć et Berane, de Malësi, etc.⁴ Bien que dans toutes ces régions, les Krasniqi continuent à porter un nom qui témoigne de leur appartenance à la tribu, bien que tous ces fragments épars se considèrent comme *membres d'une même communauté* ou comme des Arnauts de Kükes, il est tout à fait naturel que l'éloignement de leur base tribale primitive distende les liens avec celle-ci et mette progressivement en veilleuse les traditions et les anciennes coutumes. Si ces nouveaux arrivants se retrouvent dans des régions marquées par d'autres influences culturelles ou dans lesquelles c'est l'État qui impose sa loi, comme c'est le cas dans la vallée du Vardar, très vite, les liens avec la tribu, les coutumes, la vendetta, etc ... cèdent la place à la loi générale et à un mode de

3 cf. Fr. Lovro Mihačević *En parcourant l'Albanie, impressions de voyage*, pp. 21-24 (DT)

4 cf. *À propos des Arnauts*. Lettre de M.Č. « Borba », 1912, n°15

vie nouveau. L'étranger qui voyage dans ces contrées aura du mal, en observant leurs façons de travailler, leurs méthodes agricoles et leur fonctionnement économique, à faire la distinction entre les nouveaux arrivés et les habitants slaves du cru.

Dans les tribus restées dans leurs foyers d'origine, l'organisation tribale continue à représenter en totalité ou pour l'essentiel une force sociale vivante. Encore de nos jours, dans certaines tribus, ce sont les anciens qui, en s'appuyant sur quelques hommes respectés d'âge mûr, tiennent les commandes des affaires de la communauté. La justice continue à être organisée sur le mode tribal, que ce soit sous la forme de la *plećnija*, assemblée de douze anciens désignés au cas par cas pour juger les litiges les plus importants, ou sous celle de *tribunaux des sages* ou de *juges élus* pour des cas spécifiques. L'élection de ces mandataires tribaux, de même que la gestion des autres affaires communes, est du ressort d'*assemblées du peuple* dont les décisions sont sans appel. Mais la manifestation la plus caractéristique de la vie tribale des Albanais est la persistance de la *vendetta*, dont, comme le dit Engels dans une belle formule, notre peine de mort n'est que la forme civilisée. « *Chaque individu s'en remettait, pour sa sécurité personnelle, à la protection de la gens, et il pouvait le faire; celui qui l'offensait, offensait la gens tout entière. C'est de ces liens du sang dans la gens que résultait l'obligation de la vendetta, reconnue sans réserves par les Iroquois. Si un étranger à la gens tuait un de ses membres, toute la gens de la victime était tenue de venger ce meurtre. D'abord, on cherchait une conciliation; la gens du meurtrier tenait conseil et faisait des propositions d'arrangement au Conseil de la gens de la victime, lui offrant la plupart du temps l'expression de ses regrets et des présents considérables. Si on les agréait, l'affaire était liquidée. Dans le cas contraire, la gens offensée nommait un ou plusieurs vengeurs, qui avaient l'obligation de poursuivre et de mettre à mort le meurtrier.* »⁵

Quel que soit le degré d'autorité dont disposent actuellement ces institutions auprès des membres des tribus, et quelle que soit la place occupée par les traditions anciennes, il est indubitable que les tribus continuent de nos jours à être *dans leurs rapports réciproques des corps politiques autonomes*.

5 F. Engels *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Éditions Sociales 1975, p.40 [NdT]
Voici ce qu'écrivait Mihačević sur la vendetta chez les Albanais : « Il ne peut y avoir de droit à l'oubli dans la vendetta, qu'on le veuille ou non, il faut en passer par là... Pour y échapper au moins un certain temps, l'auteur du meurtre est obligé de quitter sa maison et d'aller s'installer ailleurs. Mais les parents de la victime n'ont pas seulement le droit de tuer le meurtrier lui-même, mais aussi tout individu masculin appartenant à sa maison ou à sa famille par alliance, sans que cela ne mette fin à l'obligation de tuer le meurtrier. *Étant donné qu'une vendetta en engendre une autre à son tour, il s'ensuit que, le sang ne cessant de couler et les meurtres de se succéder, des familles entières finissent par s'éteindre faute de présence masculine. Une vendetta dure jusqu'à cinq, dix, vingt, et quelquefois plus de cinquante ans.* » On peut échapper à la vendetta, soit en *payant une réparation*, soit en *obtenant le pardon*. Des représentants des deux parties, douze ou plus, tiennent conseil dans la maison du meurtrier et débattent de ce qui s'est passé. Si on parvient à un accord, le meurtrier est introduit les yeux bandés et les mains liées, puis on appelle l'offensé pour qu'il accorde son pardon, celui-ci le lui signifiant en lui enlevant le bandeau et en lui déliant les mains. Une autre méthode de conciliation se passe de la façon suivante : accompagné de deux ou trois amis, le meurtrier se rend à la maison de l'offensé et, les mains liées, s'agenouille devant lui et implore son pardon. En signe de pardon, l'offensé lui délie les mains et le fait entrer dans la maison pour l'y accueillir. (*En parcourant l'Albanie*, p. 103-105) [DT]

De multiples raisons naturelles et sociales, comme la nature du terrain, le mode d'établissement, l'extrême modestie des ressources, les mouvements migratoires, etc., ont fait que ces communautés de sang se combinent, selon les modalités les plus diverses, à des communautés régionales liées par toute une série d'intérêts locaux importants, des communautés de personnes issues de tribus différentes installées dans la même région, comme les *barjak* militaires. Mais par-delà tous ces liens et intérêts, il y a une règle qui perdure : *le monde étranger commence avec ce qui est en-dehors du cadre délimité par la tribu*. C'est ce cadre tribal qui assure aux Albanais le plus haut niveau de protection, car chacun de ses membres a toujours derrière lui la tribu dans son ensemble.

Mais bien que dans l'Albanie du nord, chaque tribu représente vis-à-vis des autres tribus un « État » aux frontières inviolables, bien que la vendetta continue à y jouer un rôle actif, force est de reconnaître que *la base économique de la vie tribale a depuis longtemps disparu aussi chez les Albanais*. Premier point essentiel : la terre n'est plus la propriété commune de la tribu. Elle est partagée, mais le partage s'est arrêté à mi-chemin. Il reste des biens communs : les bois – mais ce n'est pas toujours le cas -, les pâturages, l'eau, etc. Le reste des terres agricoles est propriété des *zadruga* (communautés familiales)⁶, qui sont très développées dans l'Albanie septentrionale. Un exemple de *zadruga* type nous est présenté par Marko Miljanov⁷ avec la « famille indivise » de Jak Matin de **Miridit** qui compte des centaines de personnes dont environ soixante guerriers en armes. La présence de cinq, dix, quinze, vingt adultes dans une maison est un phénomène très fréquent, et en fait normal, chez les Albanais.

Quelles que soient les dimensions de ces *zadruga*, le partage de la terre a fait perdre à l'organisation tribale la base de son unité interne et de son harmonie. Certaines familles ont eu la possibilité de mettre la main, aux dépens des autres, sur la meilleure partie, et la plus étendue, de la terre de la tribu. Et au fur et à mesure que l'économie monétaire se propageait partout à un degré ou à un autre – ce qui était particulièrement dommageable à l'organisation tribale -, les *zadruga* les plus fortes et les plus riches ont pu accroître leur richesse en concentrant la terre, en pratiquant le pillage, l'accaparement, le commerce, et en usant de tous les moyens auxquels l'économie monétaire et la production marchande ouvrent toutes grandes les portes.

Tout comme le passage de la propriété tribale de la terre à la propriété de la *zadruga*, joint au développement de l'économie monétaire, a disloqué les fondements réels de l'unité interne de la tribu, la pénurie de terre et l'exiguïté des *karsts* dans l'Albanie septentrionale ont plongé les tribus dans des batailles permanentes pour l'occupation des territoires. Dans sa meilleure époque, l'organisation tribale a pour conditions de base une production très peu développée et une très faible

6 On trouve aussi les équivalents suivants dans les écrits : *familles patriarcales élargies, ménages multiples* (NdT)

7 cf. *La vie dans la coutume albanaise*, p. 47 [DT]

densité de population sur un espace étendu. Tant que la tribu continue à avoir en réserve suffisamment de terres inoccupées dont il peut tout simplement prendre possession pour les mettre en culture quand sa population augmente, différends et batailles pour la terre n'ont pas de raison d'être, la pénurie de terres n'entraîne pas de conflits récurrents avec les tribus voisines, la propriété privée de la *zadruga* ne représente guère une menace pour l'unité de l'organisation tribale. Sous cet aspect également, l'organisation tribale a perdu son fondement matériel chez les Albanais.

Comment cela s'explique-t-il ? L'organisation tribale a perdu sa base économique, mais cela ne l'a pas empêchée de survivre. Comment est-ce possible ?

Les phénomènes de ce genre n'ont rien d'inhabituel dans l'histoire des sociétés humaines. L'organisation de la société, les figures prises par la vie en commun, suivent les changements économiques, celles-là sont la conséquence de ceux-ci, pas l'inverse. Mais pour ce qui est des modalités et de la rapidité du processus d'adaptation des formes de la vie sociale à celles du travail et de la production, elles dépendent d'une multiplicité de facteurs historiques relevant d'autres registres.

De ce point de vue, ce qui est très caractéristique des tribus albanaises, c'est, d'abord, que l'unique pays où elles ont leurs racines, est la région karstique, montagneuse, aride, de l'Albanie septentrionale, et ensuite, que cette région, en raison de son isolement naturel et de son éloignement de toute voie de communication, est peut-être, en Europe, le bout de terre qui se trouve le plus à l'écart de tout et de tous. Ce cadre a permis aux tribus de préserver leur mode d'existence, mais avec leur expansion numérique, elles se sont de plus en plus retrouvées à l'étroit entre elles, souffrant d'autant plus d'une grave pénurie de terres que les meilleures parcelles dans les limites de la tribu étaient accaparées individuellement, par certains dignitaires bien placés, un *beg*, des *zadruga* opulentes. Cependant, les régions voisines du karst, qu'elles descendent vers le littoral, qu'elles soient au sud ou qu'elles jouxtent les terres fertiles de Macédoine et de la Vieille Serbie à l'est, avaient été captées par de grands *čiftluk* (domaines) dont les abords étaient mis sous la protection de *begs* puissants et sous celle des autorités gouvernementales. À l'intérieur des frontières de la tribu, donc, les individus n'étaient plus assurés de leur existence comme ils l'avaient été auparavant, et chaque tentative faite pour l'asseoir plus solidement en repoussant les limites du domaine de la tribu faisait naître un conflit sérieux avec les tribus voisines et les pouvoirs étatiques. Chacune de ces tentatives n'aboutissait toujours qu'à un seul et même résultat : aviver les frictions et multiplier les ennemis.

Cette anxiété liée à une sorte d'enfermement engendra une nouvelle façon de vivre dans les tribus et dans leurs relations mutuelles. En tout premier lieu, une défiance absolue envers tout un chacun. Tous les voyageurs évoquent la jalousie ombrageuse avec laquelle ces montagnards veillent sur l'intégrité de leur domaine et l'air méfiant et soupçonneux qu'ils affichent envers l'étranger qu'ils

trouvent sur leur chemin, avec au cœur la crainte que celui-ci ne soit venu mettre la main sur un bout de leurs montagnes ! Les conflits surgis à propos des frontières et des pâtures devinrent alors de plus en plus aigus. Les vendettas se multiplient avec tout le voisinage. Pour ces montagnards cernés de tous côtés, le pillage était le seul moyen qui leur restât de s'en sortir. Et *le pillage devint leur moyen d'existence principal* : monter des embuscades, rançonner les voyageurs et les marchands, voler le bétail, le tout accompagné de meurtres succédant aux meurtres, soigneusement organiser des raids en direction du littoral ou dans les terres orientales, grasses et généreuses. Tout cela nous rappelle la situation prévalant dans les tribus grecques au temps de leur déclin, et dont Engels écrit : « *L'ancienne guerre de tribu à tribu dégénère, dès cette époque, en brigandage systématique sur terre et sur mer pour conquérir du bétail, des esclaves, des trésors, donc en source normale de profit; bref, la richesse est prônée et estimée comme bien suprême, et les anciennes règles gentiles sont profanées pour justifier le vol des richesses par la violence* ⁸ ».

Pour quelle raison l'organisation tribale perdure-t-elle encore aujourd'hui ? Depuis que l'ont emporté la propriété privée de la terre et la production marchande qui l'accompagne, les membres des tribus ont été amenés à ne reconnaître comme leur appartenant en propre que leur exploitation privée, la place prise par l'intérêt commun s'est de plus en plus réduite, l'unité interne de la tribu s'est brisée. *À partir de ce moment, les tribus cessent de constituer des collectivités, sauf dans leurs relations avec les autres tribus et avec le monde adjacent, avec lesquels luttes et conflits sont continus.* L'organisation tribale ne repose plus sur une unité interne, mais sur la permanence du danger extérieur, sur l'état constant de tension et sur une continuelle menée sur tous les fronts, une lutte qui est réellement une question de vie ou de mort.

Mais cette communauté tribale, cette vendetta contemporaine, recouvre en fait des conditions de vie qui n'ont plus rien à voir avec ce qu'elles étaient auparavant. À son apogée, la communauté tribale offrait à tous ses membres sécurité et égalité, alors qu'aujourd'hui, il n'y a de vie sûre et correcte qu'en proportion exacte de ce que chacun possède. Si autrefois, tout le monde avait un intérêt égal à aller se battre contre les autres tribus, maintenant, cette lutte va principalement profiter à ceux dont l'existence dans la tribu est assurée, qui ont des troupeaux à mener paître et des terres à cultiver. Autrefois, on se battait pour défendre et mettre en sécurité le territoire de la tribu, mais aujourd'hui, on se bat parce que celui-ci ne suffit plus. Autrefois, la vendetta était un *moyen* de défendre l'intérêt commun, aujourd'hui, elle est *résulte* des frictions continuelles provoquées par l'exiguïté et le manque d'espace vital, par l'absence d'intérêts partagés dans la tribu, par la présence de deux calamités : l'anarchie et la misère. Il y a un chant populaire qui dit : « L'herbe est rare, c'est la bagarre ». C'est ce qui fait que dans bien des cas, la vendetta a cessé d'être une affaire publique

8 F. Engels op.cit. p.48.(NdT)

concernant la *tribu* et a pris la forme la plus dangereuse, la forme *anarchique* d'une lutte de tous contre tous. Il y a des gens qui, à cause d'une dette de sang, passent des années et des années reclus dans une tour percée de meurtrières, comme il y a des familles dans lesquelles aucun mâle adulte ne parvient à survivre.

Voilà l'état déplorable de ces montagnards, un état devant lequel la Turquie – montait bonne garde ! Pour préserver de leurs pillages les contrées fertiles du littoral et de l'est, elle installait des garnisons à la sortie des défilés, bloquait tout passage et leur fermait tout accès aux marchés. Le panorama actuel ressemble donc à ceci : *individuellement, chacun reste bouclé dans sa tour du fait de la vendetta, chaque tribu demeure enfermée en raison de l'état d'hostilité des tribus voisines, et toute l'Albanie septentrionale n'est globalement qu'une vaste prison dont les portes sont gardées par les soldats turcs.*

3 Économie

Le peuple albanais est un peuple purement agro-pastoral, l'élevage représentant leur activité prédominante. Ils tirent leur subsistance du travail de la terre, principalement de l'élevage de bétail.

Tant en ce qui concerne la productivité du travail que la qualité de l'outillage et les méthodes, il y a une grande différence entre les tribus du nord prisonnières de leurs montagnes, et les provinces fertiles colonisées par les Albanais ou encore les régions méridionales, les régions côtières et le lit des rivières Drin, Seman, Devoll, Shkumbin et Mati dans leur cours inférieur. La ligne de démarcation entre elles coïncide précisément avec celle du système féodal des *tchiftlik*⁹. Les *tchiftliks* se sont imposés dans toutes les régions où les conditions naturelles font que le travail agricole y est rentable. On en trouve jusqu'aux débouchés des cols et des gorges de l'Albanie septentrionale, mais ils sont rares au-delà, et ceux qui existent appartiennent ordinairement à des chefs de tribu, à des gens riches ou à des églises et évêchés catholiques.

Corseté par les traditions de la tribu et écrasé par le fardeau des guerres tribales et de la vendetta, le travail des champs a conservé pour l'essentiel les vieilles méthodes et les anciennes coutumes, et il en est resté à un niveau des plus rudimentaires. En traversant l'Albanie, j'ai très souvent vu des charrues en bois ne faisant qu'égratigner le sol, et on peut parcourir des districts entiers sans voir d'autres cultures que le maïs. Apparemment, on y ignore tout du bénéfice qu'on peut tirer de

⁹ Un Tchiftlik (en [turc Çiftlik](#)) était, dans l'Empire ottoman, une grande propriété agricole située à proximité d'une ville ou d'un village. Elle était détenue en toute propriété mais pouvait être partagée en petites métairies qui rémunéraient le propriétaire en lui donnant, le plus souvent, un cinquième de la récolte. ([Tchiftlik — Wikipédia \(wikipedia.org\)](#) [NdT])

l'alternance des cultures. Et si vous demandez pourquoi ils ne sèment pas d'autres céréales que du maïs et si elles pourraient réussir, on vous répond qu'ici c'est la tradition.

Ce qui faisait autrefois la richesse de ces populations, c'était avant tout le bétail. Un bétail constitué de races de qualité très médiocre. Les animaux domestiques les plus répandus chez ces montagnards étaient apparemment les chèvres. Et des bovins, petits, hirsutes, jaunes, sauvages : nous en avons vu des troupeaux entiers dans les montagnes albanaises, en ayant l'impression d'avoir en face de nous les tout premiers descendants de l'espèce disparue des aurochs, les ancêtres de nos bœufs domestiques ! Mais avec le partage de la terre, la pénétration de l'économie monétaire et l'insécurité généralisée, le bétail diminue en nombre de jour en jour. Le bétail est devenu la première marchandise commercialisée, celle avec laquelle un Albanais fait son entrée sur le marché. La vente de bétail lui permet de rassembler l'argent nécessaire à l'achat des céréales, au paiement des intérêts et au règlement des dettes de sang. Et comme, au nord, le Karst est incapable de fournir ne serait-ce que le minimum de céréales approximativement indispensable pour se nourrir, il faut impérativement de l'argent pour tout simplement rester en vie, et c'est principalement en élevant du bétail et en se livrant à des pillages que ces montagnards ont pu éviter de mourir de faim.

À côté de l'insécurité publique et d'une paupérisation généralisée, le coup le plus dur porté à la pratique de l'élevage est venu de la fermeture des débouchés du littoral et des voies d'accès aux régions plus chaudes et au relief plus égal. Accaparant toute la bonne terre, le système beylical n'a laissé aux montagnards que le droit de se massacrer entre tribus pour chaque fond de vallée, chaque montagne, chaque karst, bien que rien de tout cela ne vaille même « dix sous ». Il a même de plus en plus empêché la transhumance du bétail lui-même. Et comme la richesse de l'élevage, dans ces régions abondantes en pâturages mais pauvres en prairies, reposait, comme chez les *Koutso-Valaques* du Pinde et en Macédoine, sur la transhumance hivernale de la montagne vers le littoral et les contrées au climat plus chaud, l'enfermement politique et économique de ces tribus dans leurs karsts et leurs montagnes a ruiné l'élevage qui était leur principale ressource matérielle.

La nécessité absolue de trouver de l'argent, d'un côté, le tarissement des sources permettant de s'en procurer, de l'autre, ont abouti au développement d'un effroyable *système usuraire* qui est sans exemple. Selon les notes consignées par nombre de voyageurs, le taux d'usure oscille entre 40 et 60 %. Les villes sont devenues les centres de ce commerce d'argent. Prélevant des intérêts démesurés, elles accablent de dettes et dépouillent les pays qui les environnent, ces pauvres diables ne cessant de venir déposer en ville les fruits de leur travail et de s'en retourner chez eux les mains vides.

Marko Miljanov, leur meilleur connaisseur, a fait de la grande misère qui régnait dans ces « foyers de liberté » un tableau tout à fait éloquent. Voici ce qu'il écrit à propos de la vie des *Koutchi*, la tribu

monténégrine la plus étroitement apparentée aux tribus albanaises et partageant avec elles exactement le même niveau de culture et les mêmes conditions de vie :

« Les Turcs se sont approprié toutes les terres et les maisons qu'ils possédaient dans la Nahija et la Zeta. Ils leur ont fermé les marchés. Tous ceux qui vivaient autour des Koutchi, musulmans comme chrétiens, leur ont fait la guerre. Et eux n'ont épargné personne : meurtres, pillages, enlèvements, incendies, ils s'en sont pris à tout le monde, et tout le monde s'en est pris à eux. Les disettes en tous genres les prenaient à la gorge. »

« Quand avec l'hiver arriva la plus terrible des famines, qu'eut disparu toute plante dont ils auraient pu se nourrir, ils se mirent à compter les trognons de choux au milieu des ruines en calculant comment ils pourraient tenir jusqu'au printemps, et ceux qui n'en avaient pas suffisamment allèrent déterrer les racines de diverses herbes (orchidées, perce-neige ...) ou arracher des écorces d'érable etc ... Les pommes de pin et les écorces d'érable leur servaient surtout à faire du pain . L'écorce de hêtre n'était pas utilisable, mais ils mangeaient la substance obtenue en râpant la face interne. »¹⁰

On comprend sans peine qu'affamés comme ils l'étaient, les Koutchi n'aient pas laissé le reste du monde jouir tranquillement de ses biens. Leur vie dépendait tout simplement du pillage, et cela leur faisait détester la paix et l'ordre qui tarissaient les sources auxquelles ils s'abreuyaient. Voici ce que Miljanov écrit à ce sujet :

« Pressés par la faim, les Koutchi guettaient les occasions d'entrer en guerre, et quand aucune ne se profilait à l'horizon, ils cherchaient eux-mêmes quelque sujet de discorde qui fût prétexte à pillage... Mais l'agressivité déployée contre le monde entier leur revenait en boomerang, au point d'en arriver à être assiégés dans leurs propres montagnes, de ne plus pouvoir en sortir et d'être contraints de passer l'été sur les hauteurs du Žijovo et du Labedinac, où les hommes oubliaient leurs tourments en regardant les bêtes souffrir de la faim et de la soif. » (p. 109)

À la misère de ces tribus répondait le terrible sous-développement de leurs besoins culturels, et de façon générale, leur bas niveau de vie. Vivant au milieu des Albanais, ce qui stupéfia Marko Miljanov, ce ne fut pas tant la misère de ce peuple que sa facilité à la supporter. Ce fier voïvode, qui était peut-être le dernier spécimen de la race des chevaliers médiévaux, ne pouvait percevoir que si cette misère matérielle ne se manifestait pas dans l'âme et le comportement de ces gens, c'était seulement à cause du caractère primitif de leurs besoins ; soulevé d'admiration pour leur façon d'être, il lui donna le titre de « pauvreté héroïque ». Quand on tombe sur un petit berger, « quelque chose d'intermédiaire entre homme et diable », raconte Miljanov, on ne peut qu'admirer sa manière

¹⁰ Cf. : Voïvode Marko Miljanov, *La tribu des Koutchi dans les récits et les chants populaires*, pp. 105 et 106

d'être « satisfait de lui-même et de son sort, de ne désirer nullement en changer pour celui d'un roi, et si d'aventure il s'en trouve un sur son chemin, de ne pas s'écarter pour lui faire place. »¹¹

Et lorsque l'État entreprit de prélever un tribut sur ces gens qui étaient ses *propres* captifs, il ne pouvait s'attendre à une autre réponse que celle qu'il a reçue à chaque fois. Les femmes ont dit à leurs maris : « Refusez de plier l'échine, ou bien donnez-nous les fusils à nous les femmes. » Et quand les Jeunes Turcs se sont mis en tête, en utilisant tous les moyens possibles, de faire passer ces montagnards sous le joug des taxes et des redevances militaires, alors, à l'époque du soulèvement albanais de 1908, dans la région de Djakovica, le peuple chantait :

*Soyez miséricordieux, le malheur est immense,
Adoucissez le sort lamentable de l'Albanais !
Le plus riche ne possède qu'un lopin de terre,
Quatre brebis, quatre chèvres, c'est tout le bien du mieux loti,
Les cailloux ne lui donnent que des miettes à manger,
Pour sept maisons, un seul poulailler.
Dans les rafales de neige, sans vêtements et loqueteux,
Il lui faut porter son fardeau sans faire de pause,
Le fusil au côté, seulement un peu de sel sur son pain,
Toujours il est guetté par quelque péril mortel !
(Stajnmec)*

Comme nous l'avons déjà souligné, les conditions économiques des autres régions d'Albanie sont sensiblement différentes. Là, les Albanais ne jouissent pas de la même liberté d'hommes des bois, ils ne portent pas fièrement le fusil comme le montagnard du nord, mais ils n'endurent pas non plus la même faim permanente. Paysans travaillant dans les domaines des beys, ils ont un travail régulier, mais au contact des voisins slaves, ils ont pris l'habitude des *migrations saisonnières de travail* (*pečalbarstvo*). Un très grand nombre d'Albanais sont employés, dans les villes des divers États balkaniques, à des travaux de force, ordinairement comme portefaix et scieurs de bois, et dans certaines régions, comme le district de Prizren, ils commencent à émigrer en masse pour l'Amérique. Tout cela a fait qu'entre les Albanais de ces régions et leurs voisins, slaves ou autres, on ne remarque bien souvent aucune différence ni dans leur façon de travailler la terre, ni dans leur genre de vie.

Mais du point de vue économique, la principale différence avec l'Albanie du Nord, c'est le système beylical. C'est, me semble-t-il, précisément sur l'Albanie qu'ont pesé les conséquences les plus fâcheuses du péché originel de la Turquie. Sur la route qui traverse l'Albanie centrale, vous voyez, d'un côté, des maisons adossées directement à la roche comme des nids d'hirondelles, et des gens qui vivent dans des escarpements du karst où même une chèvre a du mal à tenir, et de l'autre côté, dans les vallées fertiles du Seman, du Devoll et du Shkumbin, des terrains entièrement couverts

11 Cf. : Voïvode Marko Miljanov,

de broussailles plus dangereuses à traverser que si l'on passe devant une rangée de mitrailleuses ennemies et sur lesquelles règnent sangliers et autres animaux sauvages. C'est très rarement habité. Ce qui, ici ou là, ressemble à un hameau dispersé, c'est ordinairement une dizaine ou une quinzaine de misérables baraques de serfs du *tchitfluk*, qui sont tout l'opposé des fières tours de pierre des régions souveraines. Quand, dans le village de *Tchiragi*, entre le Devoll et le Shkumbin, je suis entré pour voir où vivent ces gens-là, je me suis retrouvé dans de vrais trous à rats : des murs de ronces surplombés par la montagne ; une absence totale de fenêtres ; en plein jour, il m'a fallu allumer une bougie pour voir où j'étais ; aucun meuble ni aucun ordre d'aucune sorte. En comparaison de ces trous, les maisons des *tchitfluk* macédoniens, qui sont en fait à l'image de tout l'insupportable fardeau que fait peser le système beylical, pourraient être pris pour d'authentiques palais. Et à l'aspect des maisons correspond trait pour trait celui des gens qui y habitent. Le visage abîmé, l'air hébété et obtus, ils sont la vraie antithèse des montagnards du nord à l'allure pleine de fierté et aux traits bien marqués. Nulle part dans toute la Macédoine, je n'ai rencontré de spectacle aussi terrifiant montrant le niveau de dégradation auquel le système beylical peut précipiter ses esclaves.

Tout indique que ces régions sont un eldorado d'exploiteurs pour les beys. La majorité des féodaux possèdent des villages par dizaines, mais le plus grand propriétaire féodal du monde entier, Adoul Hamid, en avait précisément dans cette région plus d'une centaine. Ils repoussaient les limites de leurs possessions comme bon leur semblait, car ils ne se heurtaient à aucune sorte de résistance, et la force de travail dont ils avaient besoin, ils la recrutaient dans les montagnes, main-d'œuvre fuyant la vendetta ou la faim. Ils donnaient à cultiver toutes les terres qu'on pouvait travailler sans avoir à y apporter aucun amendement, et les vastes étendues de broussailles servaient de pâtures aux troupeaux, alors qu'un petit, tout petit effort aurait suffi pour les transformer en vrais greniers à blé. Image véridique des effets dévastateurs du féodalisme beylical.

4. Le peuple albanais : caractère et vie intellectuelle

Les Albanais sont sans aucun doute le seul peuple européen à maintenir encore vivante une organisation en tribus, c'est-à-dire la première forme d'organisation qu'aient prise les communautés humaines après la famille. Pour qui rapporte les faits à l'échelle de l'histoire, cela seul suffit pour établir sans doute possible que nous avons ici affaire à un peuple qui se situe au plus bas niveau de développement de tous les peuples balkaniques, et est séparé du reste du monde civilisé par des siècles entiers de progression accélérée et de transformations sociales de grande ampleur.

Mais par eux-mêmes, vie primitive et bas niveau de développement ne sont pas des critères permettant de mesurer la *capacité* à se développer et à accéder à une vie civilisée, contrairement à ce

que se complaît à sous-entendre la littérature politique de la bourgeoisie impérialiste. Si en effet, *bénéficiant de circonstances historiques avantageuses*, certains peuples ont progressé plus rapidement que d'autres, s'ils marchent en tête de la civilisation humaine tandis que d'autres piétinent à un stade primitif, cela ne donne pour autant en aucune manière aux avocats de la politique capitaliste de conquêtes militaires le droit de considérer ces peuples arriérés, faibles et incapables de résister, comme une *race* moins vigoureuse, moins capable, subalterne, *inférieure*, ni le droit de leur dénier toute capacité à accéder à la culture, et de décréter que, mineurs jusqu'à la fin des temps, ils ont besoin de la tutelle « culturelle » des premiers. Cette défense réactionnaire et caricaturale de la politique capitaliste oublie tout simplement que tous les peuples civilisés ont connu à un moment ou à un autre cette forme de communauté sociale qu'est la tribu et qu'ils sont tous passés par ce stade primitif. Et les derniers à avoir le droit de l'oublier, sont assurément les représentants de la bourgeoisie va-t-en-guerre des peuples balkaniques, qui portent encore très visibles sur eux-mêmes les marques du passé pas si lointain où ils étaient organisés en tribus. Marko Miljanov, le meilleur connaisseur des uns et des autres, a bien vu et clairement montré que les tribus monténégrines ne s'étaient guère différenciées des tribus arnautes, et c'est lui qui conseille à tous les Serbes : « Sache qu'il n'y a pas de souci avec les Albanais, même si tu as l'impression que *tu es loin de lui et lui loin de toi.* »

Et pourtant, Balkanicus et le Dr Vladan ont écrit chacun un livre entier dans l'intention manifeste de mettre plus bas que terre le misérable peuple albanais et de démontrer son inaptitude à une vie civilisée et nationale.¹² Ce qui est intéressant, c'est bien moins la teneur de ces ouvrages que le fait même de leur parution. Dans les États capitalistes, ce genre de littérature est rigoureusement contemporain de la politique impérialiste. Quand les intérêts capitalistes européens ont commandé que les États se lancent dans une politique de prédation coloniale, le marché littéraire a été inondé de publications du même acabit que celles de Balkanicus et du Dr Vladan. Cette littérature s'est mise à proliférer en Autriche-Hongrie après l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, et elle véhiculait des raisonnements identiques à ceux qu'importent maintenant chez nous Balkanicus et le Dr Vladan. C'est un type d'argumentation qui bafoue sans vergogne la *loi de l'évolution* à laquelle la science bourgeoise avait accordé un crédit absolu et qui avait été l'étendard de toutes les batailles qu'elle avait menées contre la noblesse et l'Église. Mais la politique coloniale et de conquêtes de la bourgeoisie capitaliste ne revient-elle pas elle aussi à piétiner sauvagement ses idéaux d'indépendance, d'émancipation et d'unité ? La parution de ces écrits ouvre une ère nouvelle dans

12 Balkanicus : *Le problème albanais et la Serbie en Autriche-Hongrie*, p. 111. Dr Vladan Bordjević : *Les Arnautes et les Grandes Puissances*, p. 188. [DT]

notre littérature de la même façon que l'expédition de l'armée serbe en Albanie ouvre une ère nouvelle dans la politique de la Serbie.

Voilà que du fait de la bourgeoisie, le peuple serbe perd les atours qui lui donnaient l'apparence d'une nation opprimée ne croyant qu'aux vertus du développement national. Les explications de Balkanicus et du Dr Vladan redonnent vie à un esprit de caste que l'on croyait depuis longtemps remisé aux oubliettes, celui qui animait les aristocrates et le clergé quand, pour défendre leurs privilèges, ils démontraient que leur supériorité dans les choses de l'esprit leur donnait vocation à diriger les destinées du peuple. Contre les privilèges, la bourgeoisie avait alors su rétorquer que cette supériorité de la noblesse et du clergé ne venait pas de ce que la nature les aurait mieux dotés ou de ce que Dieu les aurait élus, mais bien de ce qu'ils bénéficiaient de meilleures conditions pour les travaux de l'esprit, et qu'il fallait offrir les mêmes conditions au peuple tout entier pour que ses facultés intellectuelles s'épanouissent. C'est aujourd'hui cette même bourgeoisie qui refuse au prolétariat l'égalité des droits politiques au nom des mêmes « théories », depuis longtemps réfutées et balayées, celles que la noblesse lui opposait et contre lesquelles elle avait fait donner les meilleurs de ses talents.

Si telle est déjà l'attitude de la bourgeoisie quand il s'agit de ses « frères » en nationalité, de ses compatriotes, de la classe ouvrière et des masses populaires prolétarisées de son propre pays, peut-on attendre autre chose de la bouche de ses porte-parole quand ils parlent des Albanais ? Pour démontrer qu'en tant que race, ceux-ci sont totalement inaptes à mener une vie civilisée et autonome, ils présentent tout ce qu'il peut y avoir de primitif dans ce peuple, non pas comme des signes indiquant *à quelle étape historique il se trouve présentement*, une étape par laquelle sont passés tous les autres peuples, mais comme une *incapacité à se développer culturellement qui serait inhérente à leur race*. Un simple coup d'œil, même superficiel, sur l'histoire de l'humanité, montre que la vendetta est une forme de châtement public parmi d'autres, que l'on trouve chez *tous* les peuples quand ils en sont au stade de la société tribale, et qu'elle s'est même maintenue très longtemps après, mais cela n'empêche pas que ce soit l'argument mis en avant contre les Albanais pour prouver la cruauté sanguinaire innée de ces tribus. Quand c'est le Dr Vladan qui le dit et qui les traite « d'humains ayant oublié de perdre leur appendice caudal », est-ce que le premier Albanais venu ne serait pas en droit de lui rappeler que récemment encore, les femmes de Dalmatie gardaient les vêtements ensanglantés de leur mari pour les montrer au petit garçon qu'elles tenaient sur leurs genoux en lui faisant promettre de venger son père par le sang ?

Balkanicus ne perd pas de vue son objectif quand il entreprend de feuilleter toutes les encyclopédies disponibles à la recherche de ce qui pourrait étayer une appréciation encore plus négative du caractère albanais. Divers écrivains et voyageurs ont campé l'Albanais typique comme

un individu tantôt prêt à mourir par fidélité à la parole donnée, tantôt prêt à tuer autrui avec le fusil qu'il lui a pris sous prétexte de le regarder. Miljanov nous rapporte deux cas caractéristiques tirés de la vie des Shaljani, une tribu montagnarde demeurée telle qu'elle avait toujours été. Alors que l'un d'entre eux est conduit au supplice, et que déjà derrière lui un Tzigane ricanant de toutes ses dents brandit son yatagan, le vizir l'arrête et lui demande : « Dis-moi, toi qui es un brave, est-ce que tu as déjà connu une situation aussi dure que celle-ci ? », à quoi l'Albanais répond : « Deux fois, des amis sont venus chez moi, et je n'avais pas de pain à leur donner à manger, et ils ont passé la nuit le ventre vide ; cela m'a à chaque fois fait davantage souffrir que ce que je subis aujourd'hui, car ce qui arrive aujourd'hui appartiendra vite au passé, alors que ce qui s'est passé alors ne passera jamais. »

Une autre fois, le vizir de Shkodër demanda à son serviteur, lui aussi un Shaljani, de trahir ses compatriotes. Pour parvenir à ses fins, il ne trouva rien de mieux que de le soumettre à la torture et d'aller chercher sa mère en présumant qu'elle s'effondrerait et presserait son fils de faire ce que le vizir lui demandait. Mais la mère dit : « Mon fils, mon fils, sauve ta raison et ton honneur ! Ne regrette pas le sang que le vizir va répandre ! »

Mais d'un autre côté, s'inspirant de sa propre expérience, le célèbre consul autrichien Prohaska dépeint les Albanais comme un peuple d'une rare perfidie.

Ces deux appréciations contradictoires n'ont pas vraiment troublé Balkanicus, qui avait en réalité déjà fait son choix. Entre Marko Miljanov et Prohaska, il opta pour le second, sans se rendre compte que ces contradictions étaient précisément la preuve de ce que *la vie sociale des Albanais est en train de changer et de passer par une étape de transition* : les tribus perdent leur pouvoir, mais les nouvelles formes de vie sociale en sont seulement à une première phase de mise en place. Balkanicus n'ignore pas cette approche marxiste et il lui est même arrivé de vouloir nous faire la leçon sur ce chapitre. Mais elle ne peut en aucune manière se prêter à une entreprise de justification de la politique réactionnaire de la bourgeoisie, et dans le cas qui nous occupe tout spécialement, elle ferait toute la lumière sur la relativité *historique* des particularités de ces tribus et sur le fait qu'elles sont intimement liées à l'étape actuelle de leur développement social.

La vie des Albanais se déroulant dans le cercle restreint de la tribu, c'est à l'étroitesse de ce milieu que sont dus les traits de caractère qui les singularisent le plus : fidélité à la parole donnée, sens de l'amitié fraternelle et de l'hospitalité, fierté, goût des honneurs. Morgan a constaté en Amérique quelque chose d'analogue dans les tribus indiennes, soulignant que « chaque individu manifeste dans son attitude un attachement intransigeant à son indépendance et à sa dignité personnelle ». Comme chez les Indiens, les singularités du caractère albanais proviennent de la simplicité élémentaire des relations sociales dans la tribu. Tous les observateurs nous disent que ces gens se satisfont d'un niveau minimal de civilisation matérielle et de développement culturel, et comme l'échelle des

valeurs avec laquelle ils jaugent leur vie est tout aussi modeste que tout leur environnement, un pauvre berger peut devenir le héros d'un poème, la fierté et l'orgueil de la tribu, la tradition populaire peut l'élever au pinacle de la gloire et de l'honneur. Plus une société en est encore à un stade primitif de développement, plus est perceptible pour tous la personnalité de chacun. L'individu est au premier plan, chacun de ses mouvements est suivi, on voit tout ce qu'il fait, on note s'il a bien reçu un hôte de qualité, s'il a vengé son ami, s'il a chanté au moment où le Turc vient lui trancher la tête. Et autant la tradition populaire va l'encenser pour tout ce qui correspond à la norme, autant elle va être sévère et impitoyable pour qui ne s'y conforme pas et déçoit les attentes. C'est cette discipline qui assure la continuité de la tribu.

C'est la tribu comme communauté qui a forgé ces traits de caractère, et ceux-ci disparaissent quand elle se défait. Avec la pénétration de l'économie monétaire, le développement de la production marchande et la mainmise privée sur les terres, l'influence prégnante de la tribu sur les actes et l'esprit des individus perd de sa force, et aux vertus primitives se substituent progressivement de nouvelles valeurs morales. Friedrich Engels écrit :

La puissance de cette communauté primitive devait être brisée - elle le fut. Mais elle fut brisée par des influences qui nous apparaissent de prime abord comme une dégradation, comme une chute originelle du haut de la candeur et de la moralité de la vieille société gentilice. Ce sont les plus vils intérêts - rapacité vulgaire, brutal appétit de jouissance, avarice sordide, pillage égoïste de la propriété commune - qui inaugurent la nouvelle société civilisée, la société de classes; ce sont les moyens les plus honteux - vol, violence, perfidie, trahison - qui sapent l'ancienne société gentilice sans classe, et qui amènent sa chute¹³.

L'ancienne organisation sociale se voyant progressivement refoulée par la nouvelle, cette « chute originelle » fait disparaître au fur et à mesure les vertus simples de la morale tribale. Et du fait que ce processus se poursuit en Albanie à un rythme qui diffère selon les régions, l'idée que les voyageurs et les connaisseurs se sont faite du caractère particulier des Albanais a pu beaucoup varier. Ces divergences sont donc à rattacher aux transformations que le délitement de l'organisation tribale fait subir à la morale. Qu'on ait vu une chose ou qu'on en ait vu une autre, différente, on peut avoir raison dans les deux cas. Mais ceux qui ont tort sont ceux qui, à partir de ces observations, dépeignent les Albanais comme une race particulièrement sympathique, tout comme ceux qui sur la base des mêmes observations leur contestent le droit d'intégrer la communauté du monde civilisé.

13 op. cit. : p. 44

Marko Miljanov rapporte une anecdote caractéristique dans la tribu monténégrine des Koutchi. Un jour que le vizir de Shkodra avait envoyé de l'argent pour soudoyer des Koutchi, quelqu'un demanda à un certain Opa Pranov : « Oncle Opa, tu vas y aller, toi, trahir des Drekalovići ? » - « Non, mon ami » - « Mais si je te donne des sous, tu iras ? » - « Alors j'irai. » [DT]

À l'instar des règles morales et des vertus personnelles, toute la vie spirituelle albanaise porte l'empreinte de l'organisation tribale et de l'étroitesse de son territoire. Balkanicus s'est intéressé aussi à la poésie populaire. La poésie populaire est toujours encadrée par l'expérience populaire, et l'expérience populaire albanaise, comme partout ailleurs, est bornée par l'horizon réduit de la vie dans la tribu. Cette poésie est l'expression des sentiments, des désirs et des aspirations de gens dont l'esprit ne peut s'élever au-dessus du milieu dans lequel ils vivent. Nous ne disposons, pour illustrer cette thèse, d'aucun recueil de chansons populaires albanaises, mais nous en avons un qui réunit des chansons de la tribu des Koutchi, celui-ci confirmant par ailleurs aussi un autre fait, à savoir que la poésie des tribus monténégrines n'est elle-même pas non plus d'une nature différente. Voici par exemple des Koutchi qui se sont réunis dans une auberge, qui boivent du vin, comme il sied à des héros, et prennent leurs dispositions pour leur prochain exploit ! L'un d'eux dit :

*« Tu le sais, Ivan, il y a seulement quelque temps,
Quand les Klimenti ont déboulé sur le Komovi¹⁴,
Ils ont tué Grb Radonitch,
Et ils ont emporté avec eux les blanches brebis,
Et nous n'avons pas encore pris le fusil pour le leur faire payer »*

Ivan décide de se venger, rencontre deux cousins, de la famille des Medmetchevitch, et leur dit :

*« Bonjour à vous, petits cousins,
Est-ce que vous êtes allés voir
Les brebis et les bergers des Klimenti
Pour que nous puissions leur tomber dessus »*

Et les deux cousins de répondre :

*Nous sommes allés voir les blanches brebis
Pour voir si on pouvait leur tomber dessus,
Mais traverser la Cijevna¹⁵, ce n'est pas une mince affaire,
Et c'est pire encore pour faire partir les moutons.*

N'allez pas croire que ce soit juste le motif de cette chanson-là ! Le sujet de prédilection de tout ce recueil, ce sont les hauts faits survenus à l'occasion de vols de moutons ! Et ce qui en ressort, c'est que ces tribus ont passé des siècles à se faire la guerre pour un sommet, pour un défilé de montagne, pour un mouton. Est-ce que Balkanicus va pour cette raison dénier aux tribus monténégrines toute capacité à vivre dans un État indépendant ? Notre poésie populaire se situe à l'opposé, elle n'a rien de commun avec ce type d'œuvres, issues de vies intégralement passées à des occupations pastorales, elle ne vient pas d'un peuple confiné dans les limites exclusives d'une tribu ni d'un peuple entièrement voué au brigandage pour sa survie. Et en outre, elle a pris naissance sur l'ample terreau historique alimenté par la mémoire du puissant État qui a jadis été le sien.

14 <https://fr.wikipedia.org/wiki/Komovi> (NdT)

15 [https://fr.wikipedia.org/wiki/Cijevna_\(rivi%C3%A8re\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Cijevna_(rivi%C3%A8re)) (NdT)

Chez les Albanais, toute production de l'esprit était forcément amenée à batailler contre l'exiguïté des frontières tribales et locales. Il était difficile de les dépasser, car il n'y avait pas d'échange culturel entre les tribus et entre les districts. Mais ici encore, Balkanicus ne recule pas devant l'absurde quand il prétend qu'aucun Albanais ne connaît même le nom de Skenderbeg, le personnage le plus considérable de leur histoire, qu'ils l'ont oublié et qu'ils n'ont pas même un chant dont il serait le héros. Sans l'avoir particulièrement cherché, je suis pourtant tombé, lors des quelques jours que j'ai passés à Elbasan, sur un poème caractéristique consacré à Skenderbeg, et qui commence de la façon suivante :

« *D'où viens-tu, vaillant capitaine ?
De la guerre, des montagnes des Balkans.
Le glorieux roi, Skenderbeg, le roi des Albanais,
Est-ce que tu le connais, vaillant capitaine ?
Je le connais bien, j'ai guerroyé avec lui.
C'est un superbe héros, il est mort pour l'Albanie.
Il a fait un massacre de ses ennemis, il les a taillés en pièces,
Et ils n'ont pu respirer librement que le jour où il est descendu dans la tombe. »*

L'obstination de Balkanicus à rabaisser le peuple albanais comme race va jusqu'à attribuer le rôle historique qu'a joué Skenderbeg au fait que Vojislava, sa mère, était *serbe*. Les théories de ce genre sont depuis longtemps dépassées, et elles engendrent de curieuses contradictions. En voici encore un exemple : M. Jovan Tomić, l'un des meilleurs représentants reconnus de la recherche historique serbe, écrit dans son livre sur les Albanais qu'une partie de la tribu arnaute des Klimenti s'est établie à Rudnik en Serbie et qu'elle a donné un certain nombre de personnalités éminentes à la révolution populaire de 1804. Nous ignorons à qui pense M. Tomić précisément, mais dans beaucoup de travaux on s'accorde à dire que le guide de cette révolution, le fondateur de la dynastie des Karadjordjević, Karadjordje Petrović, était d'origine albanaise !

II L'AUTONOMIE DE L'ALBANIE

1. Aux origines du mouvement pour l'autonomie

La domination turque a été imposée à la péninsule balkanique par une victoire *militaire*, et elle s'est ensuite maintenue pour l'essentiel sur la base d'une économie *féodale*. C'est la raison pour laquelle toute l'organisation étatique de l'empire turc avait un caractère principalement *militaro-*

féodal. Aucun mouvement, aucune tentative réformatrice n'a rien pu y changer jusqu'à aujourd'hui. La Turquie garde vivant le souvenir des conquêtes qui lui ont donné naissance, et sa structure féodale interne se retrouve tant dans son mode de gestion et ses divisions administratives que dans son organisation militaire, dans son système fiscal et scolaire, dans les compétences dévolues à l'église et dans presque toutes les autres institutions et fonctions publiques.

Signes extérieurs de cette architecture, nous voyons la Turquie de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle être constituée de toute une série *de territoires autonomes et de privilèges* qui, resitués dans une perspective historique longue, apparaissent comme n'étant rien d'autre que des manifestations visibles du féodalisme structurel de l'État. Dans le domaine économique, les tchiftliks sont certes contigus les uns des autres, mais ils n'ont en commun que les limites qui les séparent, et constituent par elles-mêmes des unités particulières, sans lien non plus avec l'économie prise comme un tout, des sortes d'États dans l'État, et de la même façon, l'État féodal n'est pas une totalité organique, mais un simple agrégat de territoires parfaitement distincts les uns des autres. Ces territoires sont reliés à l'État turc par des liens purement *mécaniques* de nature militaro-administrative incarnés par un pacha placé à leur tête, par une garnison ou un gendarme (pandour) dans les villes, un spahi et un cadî. Si l'on retire l'une ou l'autre de ces fonctions – imaginons que pour une raison quelconque, elle n'ait pu être installée –, on obtient un territoire qui a déjà un genre d'autonomie, qui mène sa vie à sa guise et ne se rappelle qu'il appartient à la Turquie que les jours où il doit payer l'impôt ou quand il doit répondre à ses obligations militaires.

La péninsule balkanique comptait à la fin du XVIII^e siècle un grand nombre de régions autonomes de cette espèce. Mais celle qui était la plus autonome de toutes était la région montagneuse s'étendant du Monténégro au Mont Athos en passant par l'Albanie septentrionale et centrale, le Pinde et l'Olympe. Dans cette zone de grande pauvreté et d'accès difficile, qui sépare la Mer Adriatique des vallées fertiles de la Vieille Serbie et de la Macédoine, un grand nombre de localités et de tribus ont bénéficié pendant des siècles d'une autonomie aux droits très étendus. Même à son apogée, la Turquie a échoué à les soumettre directement à son pouvoir et s'est contentée de la reconnaissance de sa souveraineté et de l'exécution de leurs obligations, fiscales et/ou militaires.

L'autonomie privilégiée des tribus monténégrines et albanaises des montagnes de l'Albanie septentrionale avait pratiquement réduit le lien entre elles et l'État à la seule obligation de fournir des forces auxiliaires à l'armée. Non seulement elles avaient conservé leur mode de vie, avec leur justice tribale et leur droit coutumier, mais elles jouissaient aussi – signe criant de leur autonomie comme tribus et de leur indépendance vis-à-vis de l'État – du droit d'être *administrées, non pas par des autorités turques, mais par leurs propres chefs de tribu, et de ne rien devoir payer à personne*. Tout le monde peut aisément comprendre cette aspiration des tribus à se gouverner elles-mêmes et à n'être

redevables de rien à personne. Mais on ne peut apparemment expliquer qu'elle soit devenue réalité effective que par l'effroyable disproportion entre le prix qu'il aurait fallu payer pour les soumettre durablement et le bénéfice qu'on pouvait en attendre.

Ce type de relations entre l'État turc et les tribus albanaises s'est perpétué jusqu'aux premières décennies du XIX^e siècle. Aujourd'hui encore, le souvenir de cette époque reste vivant en Albanie, une époque où chaque tribu vivait librement sous l'autorité de son conseil des anciens, où elles n'avaient pas à payer d'impôt de capitation, où leur seule obligation était de servir à l'armée, et encore avec un contingent d'hommes prédéfini et sous l'étendard de leur tribu d'origine.

Il est indispensable d'avoir en tête ce qu'avaient été autrefois les relations des tribus albanaises avec la Turquie pour comprendre les mouvements autonomistes des époques ultérieures. Aucun mouvement ne se forme par génération spontanée en-dehors de l'histoire, et l'autonomisme albanais se référait à un type d'autonomie dont elles avaient fait l'expérience dans l'histoire, il lui empruntait ses revendications, il y voyait son idéal, ou du moins c'était celui que les tribus et les masses populaires du nord gardaient en tête chaque fois que la question revenait.

Quand la Turquie, en quête de moyens lui permettant d'arrêter le déclin continu de l'Empire, chercha à plus fortement centraliser l'administration de l'État, elle retira aussi aux tribus albanaises les privilèges qui leur permettaient de vivre dans leurs montagnes en quelque sorte comme un État dans l'État. Elle voulut remplacer les chefs de tribu par ses propres fonctionnaires, les tribunaux locaux par ses propres juges, lever des impôts et enrôler des recrues. Le conflit était inévitable, et ces montagnards luttèrent à la vie à la mort pour la sauvegarde de leur autonomie.

Le mouvement autonomiste atteignit son apogée avec la fondation de la Ligue albanaise en 1878. Alors qu'au Congrès de Berlin, Mehmed Pacha, le délégué de la Turquie, dénonçait les privilèges et les droits dérogatoires des tribus albanaises, les délégués de toute l'Albanie se réunissaient en convention à Prizren, élaient un comité central et demandaient, lors de la séance du 5 juin :

« 4) que la Ligue engage toutes ses forces pour *obtenir que soit restituée aux Arnauts l'autonomie dont ils avaient été dépouillés depuis cent ans et plus, c'est-à-dire qu'on ne leur dépêche plus de fonctionnaires de Constantinople*, que les fonctionnaires ne soient plus nommés par le Sultan et la Sublime Porte, *mais désignés par eux-mêmes et parmi eux*, et

5) que *le Sultan ne lève plus chez eux ni soldats ni impôts.* »¹⁶

On retrouve donc dans les revendications de la Ligue Albanaise les privilèges et l'autonomie dont bénéficiaient les tribus à une époque antérieure.

Il est évident que le refus de payer l'impôt exprimait principalement les intérêts des communautés familiales prospères, des beys, des chefs de tribu et de dynastie. De même, l'autonomie des tribus ne

16 cf. Dr. Jovan Hadji-Vasiljević *La Ligue albanaise*, p.42 [DT]

représentait un enjeu vraiment important que pour ceux dont les moyens d'existence étaient assurés par la tribu. Mais dans cette bataille, ces gens avaient le soutien plein et entier du parti pro-tribu, de la masse paupérisée et affamée, qui a toujours constitué la force principale de tous les soulèvements albanais. Si cette masse était pour l'autonomie, c'était d'abord parce que les mœurs patriarcales les rendaient spontanément loyales envers les éléments influents de la tribu, mais aussi parce qu'elles voyaient dans l'ingérence étrangère et le délitement de l'organisation tribale la cause de la misère et des difficultés de la vie qui s'étaient multipliées avec la pénétration de l'économie monétaire.

Mais dès la première rencontre de la Ligue à Prizren en 1878, des divergences fondamentales se firent jour entre les délégués du nord et ceux du sud sur le sens à donner à l'autonomie albanaise. Tandis que les représentants des tribus primitives de l'Albanie septentrionale se satisfaisaient d'un retour aux privilèges d'autrefois, ceux du sud exigeaient une Albanie totalement indépendante et ne reconnaissant sous aucune forme que ce soit l'autorité du Sultan. Cette divergence réapparut dans presque toutes les réunions ultérieures de la Ligue, et comme nous le verrons, ce fut l'Albanie centrale et méridionale, socialement plus développée, qui a évité au mouvement autonomiste de sombrer sous le poids des tendances réactionnaires des tribus primitives du nord.

La victoire du sud et de son orientation plus progressiste arriva plus vite qu'on ne s'y attendait. Deux ans plus tard, une assemblée de délégués albanais tant musulmans que catholiques adopta à l'issue de trois jours de réunion le programme suivant :

« Nous attendons de la bienveillance du Sultan 1. qu'il nous accorde une *autonomie interne* applicable à tous les pays albanais ; 2. que la Sublime Porte confirme le prince que *nous aurons choisi*, ainsi que ses héritiers ; 3. qu'il fixe le montant *des redevances au niveau que nous sommes prêts à payer* annuellement ; 4. qu'il arrête *l'effectif des troupes auxiliaires* au nombre que nous déciderons bien volontiers de lever pour le service du Sultan en cas de guerre entre la Turquie et des puissances étrangères ; 5. qu'en contrepartie il *éloigne des villes et des places fortes* de notre patrie *toutes les troupes ottomanes* ; 6. que nos contacts avec la Sublime Porte passent par l'intermédiaire d'un représentant albanais à Constantinople ; 7. que tous les fonctionnaires ottomans qui ne sont pas de notre nationalité soient remplacés par des *fonctionnaires issus de notre pays* et nommés par le prince. »¹⁷

On se mit immédiatement à l'œuvre après le congrès et en l'espace d'un à deux mois, toute l'Albanie septentrionale, avec les villes-clés de Shkodër, Prizren, Djaković, Peć et Priština, s'était débarrassée des autorités turques et des garnisons militaires. *L'Albanie était emportée par un bouleversement révolutionnaire général.*

17 cf. Dr. Jov. Hadji-Vasiljević, op. cit. p. 101 (DT)

Les revendications du congrès de Shkodër sont aussi caractéristiques en ce qu'elles font point par point écho à celles émises un siècle plus tôt lors de l'établissement des principautés indépendantes de Valachie, de Moldavie, de Serbie et d'autres micro-États balkaniques. Mieux, elles sont plus radicales que celles des soulèvements serbes de 1793 et 1804, et ses points essentiels coïncident avec les revendications serbes exprimées lors de la convention de Kragujevac le 1^{er} janvier de l'année critique que fut 1813¹⁸. Quand nous rappelons tout cela aux écrivains et politiciens serbes qui préfèrent, au sujet des Albanais, alimenter les fantasmes dont ils ont besoin pour justifier la politique officielle, nous ne perdons pas de vue pour autant une différence importante entre les deux soulèvements populaires. Notre révolte contre la domination turque avait un caractère *révolutionnaire*, car elle était portée par les larges masses paysannes du peuple serbe, engagées dans un *affrontement de classe* extrêmement vif contre les spahis turcs, qui étaient leurs maîtres tant politiquement qu'économiquement. Or dans le mouvement autonomiste albanais, ce sont les couches supérieures de la société qui sont les acteurs décisifs, ainsi que des individualités prestigieuses et des Albanais originaires d'Italie, de Constantinople et du sud du pays, culturellement plus développés. Pas plus ici qu'en Bosnie, l'antagonisme économique entre serfs et beys ne pouvait être le moteur d'un mouvement national, vu que ces beys sont pour la plupart des Albanais islamisés.

La Ligue albanaise tablait à ses débuts sur une action commune des Albanais et des chrétiens, mais cette perspective s'est fermée dès les premiers événements. Un comité italo-albanais constitué en 1876 à Milan s'engageait à « appeler les vaillants frères de Macédoine, d'Épire et d'Albanie à tendre la main aux Slaves du sud pour lutter contre leur oppresseur commun. En attendant, [il] envo[yait] son salut fraternel et ses félicitations au généreux peuple slave. » Il ne fallut pourtant que peu de temps pour que les Albanais se retrouvent pris entre le marteau et l'enclume, coincés entre la Turquie dont ils voulaient secouer le joug et les micro-États balkaniques qui voulaient leur en imposer un nouveau. La Serbie maltraitait la population albanaise et l'expulsait des quatre districts qu'elle venait de conquérir ; depuis le nord, le Monténégro envahissait le cœur des tribus de l'Albanie septentrionale tandis que la Grèce avait des prétentions sur certaines régions du sud. Née pour s'opposer au pouvoir turc, la Ligue albanaise a tout de suite été obligée de se battre sur deux fronts : contre les voisins qui faisaient violence aux tribus albanaïses, et contre le pouvoir turc qui les acculait. La guerre défensive menée pour repousser les voisins a puissamment contribué à faire rapidement grossir les rangs de la Ligue, mais elle a ouvert les portes aux maîtres de Constantinople qui ont profité de l'occasion pour vider leurs querelles avec les micro-États chrétiens. Quand elle eut réglé ces litiges avec le concours de la médiation européenne, la Porte a écrasé la Ligue dans le sang

18 Stojan Novaković, *La résurrection de la Serbie*, p.203. (DT)

et les supplices, et c'est ainsi qu'a débuté une ère d'inimitié et de haine entre la nation albanaise et les nations chrétiennes de Turquie.

2. Nord et sud : Guègues et Tosques

Les divergences politiques entre les représentants du nord et ceux du sud, entre les Guègues et les Tosques, reflètent l'écart entre l'Albanie septentrionale et l'Albanie méridionale du point de vue du développement économique et social. Portant sur les moyens et les objectifs du mouvement autonomiste, ces divergences sont tout simplement l'expression de conceptions et d'aspirations différentes selon qu'on est délégué par une *tribu* ou qu'on représente une *classe* sociale.

Otto Bauer l'a dit simplement et clairement : une nation n'est pas seulement une communauté de nature, mais aussi une communauté de culture.¹⁹ Pour que des tribus ayant, disons, les mêmes origines, se rapprochent en esprit et s'associent politiquement de manière à former *un seul* peuple, il est nécessaire qu'elles subissent les influences *récioproques* d'une vie culturelle *commune*. Moins cette communauté de vie a de poids dans telle ou telle tribu, plus le particularisme et le repli sur soi sont importants, et moins se fait sentir la force des tendances qui poussent à s'unifier en une seule nation. Que dis-je, si chaque tribu, chaque province vit sa vie à elle sans contacts ni échanges mutuels, non seulement elles ne se rejoignent ni ne se rapprochent, mais c'est le mouvement inverse qui se produit : chaque tribu se spécialise dans le domaine restreint qui est le sien et s'éloigne des autres tribus.

Enquêtant sur l'habitat slave de Macédoine, le professeur Cvilić a relevé d'une vallée à l'autre, d'une région à l'autre, des marques manifestes de repli et de spécialisation opérés au fil du temps. Combien plus encore cette loi de l'histoire a-t-elle pu s'appliquer à des tribus albanaises vivant pratiquement à l'écart de toute communauté culturelle ? On y sent à chaque pas combien est profonde la marque qu'elle a laissée. Il fallait bien ce terrible degré d'isolement pour que se constituent autant de patois qu'il y a de tribus, et que Tosques du sud et Guègues du nord aient autant de mal à se comprendre. Cette dispersion en tribus et en régions est à la base de la division actuelle de la population albanaise selon les religions, et celle-ci a son pendant politique : variables d'une tribu à l'autre et d'une zone géographique à l'autre, on y trouvait et on y trouve encore les influences politiques étrangères les plus diverses. *Les différences linguistiques et religieuses, l'hétérogénéité des*

¹⁹ cf. Otto Bauer, *Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, p.20. [DT]. *La question des nationalités*, Syllepse 2017, p.87 [NdT]

aspirations et des influences politiques, etc..., sont donc le reflet du repli sur soi des tribus albanaises, du fait qu'il n'y a ni échanges ni communication entre elles.

Mais est-ce que cela donne pour autant raison à ceux qui, au vu de la situation actuelle, dévient aussi aux Albanais toute capacité à évoluer ?

Avant toute autre chose, il convient d'en finir une fois pour toutes avec une *imposture* « scientifique » qu'on nous ressert habillée de mille manières depuis l'expédition militaire serbe en Albanie, alors que cela fait beau temps que son compte a été réglé. *Les éléments qui font une nation et les facteurs qui conditionnent une vie commune dans un même État, aucune personne sérieuse ne va aujourd'hui songer à les identifier en mesurant les crânes et en faisant de la recherche sur les races : ici, c'est d'histoire et de sociologie qu'il est question.* Il convient d'étudier le mode de vie du peuple en question, d'analyser ses relations sociales et ses institutions ! Nous verrons alors quelles sortes d'obstacles entravent la formation d'une Albanie autonome, mais nous constaterons aussi que la vie ne s'arrête pas aux frontières de l'Albanie et que l'histoire n'a pas non plus dit son dernier mot sur les Albanais.

Nous avons déjà souligné que les représentants des tribus primitives de l'Albanie septentrionale ont, sur le mouvement autonomiste, de tout autres idées que les négociants et les beys du sud. Et alors que les adversaires des Albanais ne voient là qu'une preuve supplémentaire de la faiblesse inhérente à ce mouvement, nous pensons, nous, au contraire, que ces divergences témoignent du mûrissement de l'idée d'autonomie, que les façons de voir qui ont l'avenir pour elles se détachent des moules réactionnaires et primitifs du passé, qu'elles commencent à se dégager du cadre exigü des besoins et des idées propres au système tribal. Pour un Shala, un Gashi ou un Krasniqi, dans le nord, la seule question qui importe est celle de l'autonomie de leurs tribus, car toute leur vie aujourd'hui encore se déroule dans ce cadre, alors que cette perspective ne représente absolument rien pour le bey ou le commerçant en céréales ou en bétail du sud, ou pour leurs héritiers qui ont fréquenté les universités étrangères. Alors que les délégués du nord ont le sentiment que chaque tribu *se suffit à elle-même* et ne voient dans le mouvement qu'un moyen de réaliser leur autonomie et de consolider leur propre pouvoir, les beys du sud ont déjà commencé à se percevoir comme une *classe* et voient dans le mouvement un moyen d'étendre un jour leur domination de classe à toute l'Albanie. Pour les tribus du nord, le mouvement incarne le désir de récupérer leurs anciens privilèges, c'est-à-dire leur autonomie ; elles sont très attachées à ces privilèges, tout aussi désuets que l'est de façon générale l'organisation en tribus. Et comme ces aspirations vont à contre-courant du développement social moderne et ne peuvent prendre corps dans un État moderne, elles sont *réactionnaires*, et condamnées à échouer.

Mais le nord et le sud ne diffèrent pas seulement sur le contenu qu'ils donnent à l'autonomie, mais aussi sur leur conception de l'attitude à tenir et de l'action à mener. Les montagnards sont tout disposés à se mobiliser, toujours prêts à se soulever, à se rebeller, les Tosques en revanche sont en quelque sorte des « théoriciens » de l'autonomie. Au nord, les Guègues sont pour ainsi dire en permanence sur le pied de guerre, ils se fient uniquement à la lutte armée et sont persuadés que se voir reconnaître le droit de porter des armes équivaut à une reconnaissance de tous leurs droits. Les gens du sud n'en sont plus, eux, au stade où tout l'univers tient dans la tribu et où le fusil est le plus précieux des talismans. Les plus fortunés, en particulier les beys et les négociants, refusent d'être enrôlés au service de la Porte, mais c'est parce qu'ils veulent avoir *leur armée à eux*, ils rejettent les fonctionnaires dépêchés par Constantinople, mais c'est parce qu'ils voudraient avoir leurs fonctionnaires *à eux*, ils s'opposent à la souveraineté turque, mais ne souhaitent pas revenir à la situation d'isolement et d'anarchie tribale des temps anciens : ce qu'ils veulent, c'est une Albanie autonome dans laquelle la domination turque serait remplacée par leur domination de *classe*. L'Albanie du sud et l'Albanie centrale sont donc les vrais moteurs de l'autonomisme moderne albanais. C'est dans ces régions méridionales, qui sont pour ainsi dire une **Vendée** du nationalisme albanais, qu'a germé l'idée de mettre au point un alphabet albanais et d'organiser des écoles albanaises. Tandis qu'au nord les chefs mesurent l'étendue de leur pouvoir au nombre de jeunes gens armés de leur tribu, au sud, les Tosques ouvrent des écoles, éditent des journaux et impriment des livres en albanais.

Après l'écrasement de la Ligue en 1881, la Porte s'est montrée bien plus sévère pour les Albanais du sud que pour ceux du nord, elle a expulsé en Asie Mineure plus d'un millier de familles du sud. Déjà à cette époque, les maîtres de Constantinople avaient bien vu que c'était le sud qui représentait pour eux la menace la plus sérieuse, et ils ne se trompaient pas.²⁰ En effet, tandis que les tribus du nord ouvraient continuellement des conflits avec la Porte, et se lançaient souvent, dans le seul but d'obtenir le rappel d'un fonctionnaire, dans d'authentiques insurrections, l'Albanie centrale et méridionale connaissait un processus silencieux de rassemblement national. Selon les informations que j'ai collectées à Elbasan, paraissaient dans ces régions avant les événements des Balkans, un certain nombre de journaux albanais, dont le « Tomori » (d'après le nom du mont Tomori) à Elbasan, le « Bashkim » (Unité) à Bitola, le « Kortcha » à Korçë ; le « Jdjim » (réveil) à Joanina, etc ... Une centaine d'écoles albanaises avaient été ouvertes, dont une École Normale à Elbasan avec 200 étudiants. Les livres étaient édités en langue albanaise et imprimés en alphabet latin.

En Albanie comme en Macédoine, la religion occupe une telle place que *les partis se regroupent également sur une base religieuse*. Les partis religieux déclarés sont *le parti mahométan, le parti*

20 cf. Dr Jov. Hadji-Vasiljević, *La Ligue albanaise*, p.125 (DT)

orthodoxe et le parti catholique, le premier ayant pour devise : la place d'un musulman est en Turquie, l'influence grecque s'exprimant dans le deuxième, celle de l'Autriche et de l'Italie dans le troisième. Mais le parti qui a le plus d'avenir est le parti *national*, qui s'est donné pour but de préparer le peuple albanais à sa révolution nationale. Cherchant à faire des adhésions chez les Albanais de toutes confessions, il mène une lutte acharnée contre un particularisme religieux, qui continue à être tellement prégnant que pendant la période de l'occupation par l'armée serbe, aucun village d'une confession donnée ne s'est soucié du sort frappant un village d'une autre confession et qu'ils se livrent même entre eux à de vraies guerres de religion. Cette lutte a produit un certain nombre de chants dont sont très caractéristiques les strophes suivantes :

« À bas le cachot, à bas la stupidité
Que nos ennemis utilisent contre nous :
Les uns à l'église, les autres à la mosquée -
Nous sommes frères, ils ne nous diviseront pas »

Ou encore

« Albanais, on vous divise en vingt sectes,
on cherche à vous égarer.
L'un dit : j'ai ma foi, l'autre dit : j'ai ma religion,
L'un dit : je suis Turc, l'autre : je suis Latin,²¹
Il y en a qui se disent Slaves, d'autres : Grecs,
Mais vous êtes tous frères, frères en misère. »

Tout cela rappelle les temps de l'Europe des XV^e, XVI^e et XVII^e siècles, et les fines descriptions de Bauer dans *Révolutions en Orient*²² nous sont revenues en tête quand à Elbasan, nous sommes partis en quête d'informations et que, cherchant à prendre contact avec des représentants du mouvement, nous avons rencontré des beys peu avenants, de riches marchands et des spécimens d'une bureaucratie turque d'origine albanaise qui, sous le règne d'Abdülhamid, a fait carrière jusqu'à produire un pacha et représente maintenant une sorte d'aristocratie albanaise à laquelle les Jeunes Turcs ont laissé suffisamment de loisir pour qu'elle s'occupe des affaires « du peuple ». Elle a gardé des liens avec ses nombreux collègues de Constantinople et de l'étranger, une sphère qui, tantôt jouit des faveurs du sultan, tantôt croupit dans ses cachots, et dont le représentant le plus notoire est le président du gouvernement provisoire Ismaïl Kemal. Éduquée, la jeune génération de ces milieux boit du vin et critique l'enseignement de Mahomet, regimbe contre les règles insupportables de la religion en fondant des sectes nouvelles, et se bat contre l'insignifiance politique en prêchant une

21 En Albanie, les Albanais appellent Turcs les musulmans, Latins les catholiques. Le plus souvent, ils s'appellent eux-mêmes ainsi. [DT]

22 Otto Bauer, *Révolutions en orient*, dans *Borba*, revue bimensuelle de la social-démocratie, 3^e année, livre 5, p. 23 [DT]

Albanie autonome. De là vient que le mouvement confessionnel le plus répandu et le plus vigoureux en Albanie est ce qu'on appelle le *bektachisme*, lequel regroupe en même temps les partisans les plus résolus du nationalisme albanais.

Les Jeunes Turcs se sont montrés au début tolérants vis-à-vis de cette mouvance. Mais le mouvement tout entier prenant un caractère national, ils en sont devenus à leur tour des ennemis déclarés et irréconciliables. Tombèrent dans la même période de sanglantes expéditions militaires dans le nord, dont l'objectif était de faire courber enfin l'échine aux tribus et de les faire passer sous le joug du pouvoir étatique, expéditions qui ont provoqué toute une série de révoltes.

L'importance historique de ces révoltes et de ces combats sanglants dans le nord pour la question que nous examinons ici, vient de ce que c'est alors que se nouèrent *des liens entre le nord et le sud, entre les Guègues et les Tosques*. Les gens du sud comprirent ce que pouvait apporter la force *matérielle*, physique, des tribus du nord, et se mirent à envisager de la faire servir à un mouvement commun dont la *tête* serait au sud. Aujourd'hui encore, ce sont les tribus du nord qui ont mis les masses en branle, se sont frayé un passage dans la Vieille Serbie et sont entrées à Skopje, mais cette fois elles étaient en lien avec les représentants du sud qui avaient déjà commencé à exploiter pour leurs objectifs politiques les divisions fractionnelles du parlement turc. L'entente entre les uns et les autres fut facilitée par les provinces situées à l'est du karst de l'Albanie septentrionale, dont les habitants avaient autrefois quitté leur base primitive et s'étaient arrachés à la sphère tribale qui continuait à être le monde de leurs compatriotes restés dans leurs foyers. Le contact avec le voisinage slave les avait déjà rendus plus à même d'avoir une vision nationale plus ample du mouvement albanais.

Telle était la situation du mouvement en Albanie quand les armées des micro-États balkaniques ont franchi les frontières de la Turquie.

3. Perspectives d'avenir

L'actualité balkanique est venue percuter l'autonomisme albanais. Exposée en première ligne aux appétits des micro-États balkaniques, l'Albanie s'est muée en avant-poste régional de deux grandes puissances européennes : l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Après la Conférence de Londres, l'avenir de l'Albanie est devenu une affaire européenne. Mais quelle que soit la forme que prendront lors de leur mise en œuvre les décisions arrêtées à Londres, l'institution d'une Albanie autonome signifie pour le peuple albanais une révolution *politique* qui va provoquer à un rythme accéléré une périlleuse remise en question des relations et des usages qui sont la trame de son existence.

Nous n'allons pas risquer de pronostics sur ce qu'il va advenir de ce qu'on nous dit être un nouvel État. Il va sans aucun doute être confronté à d'énormes difficultés, pires et plus durables que les douleurs d'enfantement qui continuent à le travailler. Il devra affronter à la fois *le passé* et *l'avenir*. Le passé lui lègue au nord l'archaïsme et le particularisme de l'organisation tribale, au sud un système féodal abominable au dernier degré, et au nord comme au sud analphabétisme des masses, divisions religieuses et bigoterie, dispersion politique, absence de toute communication entre tribus et entre régions, inexistence d'un quelconque centre qui orienterait une vie en commun. À ces maux qui désorganisaient déjà la vie en Albanie viendront s'ajouter à l'avenir les influences non moins désorganisatrices de ses « amis » étrangers, dont peut témoigner la riche expérience qu'en ont faite les autres micro-États balkaniques.

Dans cette confrontation avec des obstacles tant intérieurs qu'extérieurs, on ne pourrait attendre que des *masses populaires* un surgissement de forces et ressources nouvelles. Or ces masses restent invisibles derrière l'autorité patriarcale des chefs de tribu et sous la chape obtuse de l'exploitation par les seigneurs féodaux. Elles n'ont jusqu'ici été que de simples instruments aux mains des chefs des dynasties tribales ou de la caste des beys. Elles n'ont joué aucun rôle dans le mouvement, et ne sont en rien partie prenante d'une nation albanaise. On appartient à une tribu ou on est le serf d'un seigneur féodal, et on n'est que cela. La nation que nous voyons faire ses premiers pas aujourd'hui chez les Albanais est la nation d'une caste, et la conscience nationale qui apparaît avec elle est en résonance avec la position sociale des beys et de leurs héritiers diplômés.

Pour que la question albanaise cesse d'être le domaine réservé d'une caste à laquelle s'adjoignent quelques individualités, pour qu'elle devienne l'affaire des larges masses populaires, il faudrait que l'Albanie se constitue en nation, qu'il y ait une citoyenneté albanaise. Cela ne se fera que si elle s'engage sur la voie qu'ont suivie tous les peuples qui se sont érigés en nation : celle d'une élévation des masses populaires au niveau d'une communauté culturelle, de sorte qu'elles participent à la vie publique, qu'elles communiquent entre elles. Cela signifie, outre l'instauration d'une communauté vivante incluant toutes les tribus, avant toute autre chose, l'abolition de la propriété féodale et la libération des paysans.

Mais c'est précisément ce que les patriotes albanais actuels ne songent nullement à faire. La masse populaire ne compte pour rien dans leurs calculs. Pour la caste des beys et leurs frivoles héritiers, ce n'est qu'une masse obscure dépourvue de conscience et d'entendement. Un jour à Elbasan, quand la question lui a été posée, un bey intelligent a répondu sans détour que Constitution et parlementarisme ne sont pas des choses qui conviennent à l'Albanie, qu'il lui faudrait plutôt quelque chose comme le système boyard roumain ! Ce bey d'Elbasan, partisan du mouvement national, cherchait sans doute

un exemple adéquat à l'étranger, et en prenant la Roumanie comme modèle, il a clairement montré qu'il était incapable d'imaginer un autre régime politique que le système beylical !

On ne trouverait des idées progressistes en politique et en économie que dans la société civile, mais dans cet environnement primitif, celle-ci continue à être extrêmement faible. Dans les villes albanaises, il n'y a que *misère* pure et simple d'un côté, et de l'autre, plus ou moins nombreux, des *beys*, des *commerçants* et de *petits artisans*. Les *beys* continuent à être les principaux représentants de la *richesse* et de la notabilité. Leur mode de vie est extrêmement frivole, comme celui de tous les milieux où la culture européenne a pénétré avec ce qu'elle avait dans ses bagages. Mais une ville où une tour de château, que ce soit celui d'un aga ou d'un bey, domine de très haut les modestes toits des artisans et des marchands ne peut pas être un foyer de culture nationale et de progrès politique de la même façon que l'ont été les villes des États civilisés actuels. C'est seulement quand une économie moderne s'y sera établie pour de bon que les villes albanaises deviendront de vrais centres de progrès.

Ce ne sont là que quelques notes concernant la société albanaise. Elles n'ont pour but que de montrer que, tout arriérée et primitive qu'elle soit, l'Albanie n'est ni hors du monde ni hors de l'histoire et que les remous qui l'agitent et les luttes qui s'y mènent ne sont ni une révolte de « sauvages » contre la « civilisation » comme le prétendent certains, ni le fruit des menées d'agents étrangers comme d'autres le disent. Ces mouvements et ces conflits résultent des changements globaux qui affectent les relations sociales et les conditions de vie en Albanie, à l'image de ce qui s'est passé en son temps et de la même façon chez d'autres peuples. Si les modalités et les buts de ces luttes sont encore très rudimentaires, est-ce que cela signifie que « l'Arnaut » ne souhaite ni ne mérite rien d'autre que ce qu'il a déjà, et ne peut rien avoir d'autre ? Va-t-on soutenir que le serf ne souhaite pas se libérer du servage et jouir des fruits de son travail ? Lorsque les troupes serbes se sont retirées, l'Albanie centrale a été le théâtre de grandes batailles intestines, mais contrairement à ce qui s'est imprimé dans nos journaux, ce ne furent pas des guerres de tribus et de religions : ce furent en fait les serfs, les « tchiftchiya », qui se sont alors soulevés contre les seigneurs féodaux, les agas et les beys, ceux-ci tentant de **recupérer** les redevances non acquittées pendant le temps de l'occupation et de restaurer la situation qui prévalait auparavant.

Voilà donc le matériau qui va servir à la construction de l'Albanie autonome. Sur ses capacités à exister comme État indépendant, nous n'apprendrons rien de la bouche de ceux pour qui à priori les « Arnauts » ont « dans le sang » un élément anti-étatique, anti-culturel et anti-social. Il faut suivre une tout autre voie, voir dans l'Albanais l'individu membre d'une tribu comme l'individu appartenant à une classe sociale, le seigneur et le serf, le combattant de l'autonomie, et le travailleur des champs : aujourd'hui, la seule démarche scientifiquement incontestable consiste à n'évaluer la capacité d'une

tribu à vivre dans un État qu'en jugeant son degré de développement historique, sa structure sociale, son niveau culturel et ses aspirations sociales et politiques, et non la race à laquelle elle appartient.

Nous voici par ailleurs incités à suivre le développement et les destinées de ce nouveau micro-État balkanique. Non pas parce que nous aurions entre nos mains l'avenir de l'Albanie autonome – la politique conquérante des gouvernements serbe, monténégrin et grec a malheureusement délégué ce souci à plus fort qu'eux, à l'Autriche-Hongrie et à l'Italie – mais parce que s'y joue aussi notre propre avenir. Comme c'est le cas de tous les petits États situés à la portée d'autres États plus puissants, ce qu'il adviendra de l'Albanie dépend bien davantage des périls qui la menacent de l'*extérieur* que de ceux qui guettent de l'*intérieur*. De toute manière, la vie sociale est tellement désorganisée qu'il ne sera pas facile de surmonter les antagonismes tribaux et religieux, mais ce n'est pas pour autant impossible : on est bien venu à bout des velléités autonomistes des principicules locaux serbes lors de l'organisation du nouvel État. L'Albanie aura en revanche beaucoup plus de mal à affronter les périls inhérents aux conditions dans lesquelles elle est née et dans lesquelles il va lui falloir se développer.

Il n'y a sans doute jamais eu au monde de pays qui ait vu rôder chez lui autant d'agents étrangers que l'Albanie. Qu'ils soient liés à des États faibles de son voisinage immédiat ou à des États éloignés mais puissants, ils se livrent depuis des années à des activités propagandistes qui, avec les écoles, les églises, les consulats, les liaisons commerciales, et d'autres institutions encore, préparaient déjà le terrain à la pénétration des influences étrangères. Ce qui se passe aujourd'hui en Albanie ne peut se comprendre qu'en faisant le lien avec ces influences. Nous avons déjà vu que les courants et partis politiques actuels portent avant toute autre chose la marque des influences et propagandes étrangères dans toute leur variété. Les batailles que celles-ci se livrent pour l'hégémonie sur le pays ne concernent pas seulement les diverses candidatures qu'elles soutiennent à la nouvelle couronne princière ; en se combinant aux antagonismes religieux et tribaux, elles renforcent aussi les appétits séparatistes de beys fortunés, de chefs de tribu ou de personnalités qui ont acquis une position importante. Elles représentent aujourd'hui indubitablement le plus sérieux obstacle à la consolidation de la situation intérieure, et l'Albanie autonome ne pourra se constituer vraiment qu'en se battant contre elles.

Dans cette lutte, qui a été pour tous les micro-États balkaniques le corollaire de leur fondation, le peuple albanais se heurtera à d'autant plus de difficultés que sa première ébauche d'État est dès sa naissance marquée par de graves déficiences.

Avec leur politique de conquête, la Serbie, Monténégro et Grèce n'ont pas réussi à se partager le pays, mais ils ont réussi à en réduire la superficie et à le plumer. Formellement, l'Albanie a gagné son autonomie, mais c'est une autonomie impotente, une forme sans contenu, un droit invalide faute

des conditions les plus essentielles pour le faire vivre réellement, une autonomie accordée à des marécages littoraux et à des campagnes arides, coupée des régions fertiles de l'est et du sud. La Conférence de Londres a malmené l'Albanie encore plus féroce que le Congrès de Berlin ne l'avait fait avec la Serbie. C'est assurément le peuple albanais qui va le plus avoir à souffrir de ses décisions. Mais les grands gagnants ne sont pas les micro-États balkaniques, mais les capitalistes et les possédants intéressés des grandes puissances que sont l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Il y a à cela deux raisons : d'abord, en se comportant en ennemis de l'Albanie, les gouvernements des micro-États balkaniques l'ont poussée dans leurs bras, et ensuite, l'Albanie sera dans leurs mains un outil d'autant plus manipulable qu'elle est plus faible et moins viable par elle-même.

Cette faiblesse va de pair avec une *dépendance économique* croissante du nouvel État vis-à-vis de l'étranger. S'ils tentent de rendre leur pays plus fort face au péril extérieur, les dirigeants ne couperont pas au sort qui a été celui des autres micro-États des Balkans, ils tomberont sous la tutelle de plus en plus pesante du capitalisme européen. L'Albanie étant toutefois une création politique encore plus précaire, cet asservissement ne passera pas par l'endettement de l'État, mais par un *pillage colonial* direct. Voici ce qu'un grand journal allemand bien informé a écrit il y a quelques semaines :

« Une spéculation fébrile continue à travailler l'Albanie. Il ne se passe pas un jour sans que ne se manifestent de nouveaux chasseurs de concessions désireux de fonder une banque, de construire une ligne de chemin de fer ou des installations électriques, d'acheter des forêts ou des mines. Il vaut sans doute mieux pour le pays que ces appels résonnent pour le moment presque dans le vide : il a en effet été décidé de surseoir aux concessions jusqu'à l'établissement d'une situation normale, tandis que les contrats déjà passés sont soumis à une vérification rigoureuse et annulés s'ils contreviennent à l'intérêt public. On peut ainsi espérer que soit invalidé l'achat – dont on a beaucoup parlé ces derniers temps - de la forêt de Mirdita par un gros négociant de Milan, pour la raison qu'il concerne en majeure partie un territoire sur lequel les titres de propriété du vendeur – derrière lequel se tient Prenk Bib Doda-pacha – sont extrêmement douteux, un bout de papier récupéré autrefois à Constantinople, alors que d'un autre côté, un certain nombre de communes peuvent faire état de leurs droits ancestraux sur ces forêts. Toutes ces tentatives de spéculer en exploitant la situation actuelle proviennent ordinairement de l'extérieur, ce qui est tout à l'honneur du pays. Mais à côté de ce type d'agissements, beaucoup d'entreprises commerciales sérieuses préparent le terrain à une conquête économique du pays et se sont mises à collecter des informations sur les affaires que le futur gouvernement ne pourra manquer de mettre en route dans les plus brefs délais. Elles bénéficieront alors d'un avantage acquis du fait qu'elles pourront tout de suite se présenter avec des propositions très étudiées et ajustées à tous points de vue. Dans tous les cas, il convient de souligner que si l'on ne veut pas arriver trop en retard, il faut commencer dès maintenant à s'informer de la situation du pays. » (Kölnische Zeitung, 21 décembre 1913).

C'est ainsi que les classes capitalistes européennes se mobilisent publiquement pour coloniser l'Albanie. Les dispositifs que le capitalisme européen met maintenant en place, seront en fait les vraies fondations du futur État. Chaque fois qu'un conflit interne sème la confusion dans le pays, les

gouvernants serbes se frottent les mains en croyant qu'il en surgira une situation favorable à l'exécution de leurs projets, il leur échappe que ce qui est en train de prendre solidement pied sur les rives de l'Adriatique, c'est la plus forte de toutes les puissances européennes, c'est le capitalisme, et que c'est lui et lui seul qui sera le gagnant de la course.

III L'ADRIATIQUE COMME ENJEU DES CONFLITS

1 La Mer Adriatique et la Question d'Orient

Pour comprendre comment la région la plus pauvre et la plus déshéritée de la péninsule a pu produire en Europe les tensions les plus aiguës de la crise des Balkans, il faut avant tout se rappeler que l'enjeu, ce ne sont pas les montagnes pelées du karst albanais, c'est le contrôle de la partie du littoral adriatique qui dépend de l'Albanie. Cette bataille n'est pas seulement un chapitre important de l'histoire du peuple serbe, il convient aussi de la replacer dans le cadre de la grande confrontation mondiale séculaire qui a pour enjeux l'Orient et ses richesses, un conflit dans lequel chaque État européen joue sa partition et où tous mesurent leurs forces respectives.

L'Adriatique est seulement un bras de la Méditerranée, et les luttes pour le contrôle du littoral adriatique sont pareillement dans la continuité de celles pour la suprématie en Méditerranée. Leur histoire a commencé à une époque très ancienne. Depuis fort longtemps, l'Orient avait éveillé l'intérêt des peuples européens, et très tôt se sont instaurés des échanges commerciaux très actifs entre l'Orient et l'Occident. La route commerciale la plus courte, la moins coûteuse et la seule connue alors passait par la traversée de la Méditerranée. La Méditerranée est alors vue comme étant le seul point de jonction entre ces deux mondes, et s'assurer la suprématie maritime signifie mettre la main sur les fabuleuses richesses de l'orient.

Les premiers centres du commerce avec l'orient sont apparus dès le Haut Moyen-Âge là où la Méditerranée avance le plus profondément dans les terres du continent européen, sur les rives italiennes de l'Adriatique. Ce furent tous des villes italiennes : d'abord *Venise*, cité-république marchande à partir du IX^e siècle, puis *Gênes* et *Pise* la rejoignirent à partir du XI^e siècle. Elles établirent des liaisons commerciales très ramifiées avec les pays méditerranéens les plus riches de l'époque, l'Égypte, la Syrie, l'Asie Mineure et la péninsule balkanique, et leurs agents commerciaux, disséminés dans les pays du Levant et de l'Asie, refoulèrent les marchands grecs et arabes ou les dégradèrent au rang d'intermédiaires à leur service. Elles tenaient alors les rênes de tout le commerce

oriental.²³ Dans la bataille pour la domination en Méditerranée qui l'opposait à ses concurrentes Gênes et Pise, puis à l'héritière de celle-ci, *Florence*, Venise avait pour principal atout le contrôle qu'elle exerçait sur le littoral adriatique, une position qu'elle défendait à la fois contre ses concurrents sur mer, et contre les Hongrois qui poussaient leurs pions sur le continent. Dans la deuxième moitié du XIV^e siècle, la « reine de l'Adriatique » sortit victorieuse de tous ces combats et pendant tout un siècle, elle demeura la maîtresse absolue de la Méditerranée.

Ce furent les conquêtes turques qui portèrent le premier coup à la suprématie commerciale des cités-républiques italiennes en Orient. Celles-ci surent néanmoins trouver des accords avec l'Empire ottoman, de la même manière qu'elles avaient su auparavant et qu'elles surent encore ensuite utiliser leurs richesses colossales pour acheter la noblesse moyenâgeuse serbe et assurer la sécurité du littoral adriatique de ce côté-là. Mais le coup fatal vint d'ailleurs, du déplacement des routes du commerce mondial de la Méditerranée vers l'océan Atlantique. En 1498, les Portugais s'étaient frayé une route maritime vers l'Inde en contournant l'Afrique. Cette découverte capitale révolutionna totalement les relations économiques et commerciales dans le monde entier en changeant l'orientation des échanges les plus importants. Conséquence inévitable, les privilèges monopolistiques dont bénéficiaient les cités italiennes dans le commerce avec l'Orient s'effondrèrent, et même le rôle majeur qu'elles jouaient comme intermédiaires ne tarda pas ensuite à s'estomper et disparaître complètement. « Vers le milieu du XVI^e siècle », écrit P. Herre, « il n'y avait quasiment plus de commerçants vénitiens à Constantinople et, revenant de la Corne d'Or, un émissaire rapportait que le volume des échanges commerciaux avec la Porte n'atteignait pas en deux ans celui auparavant réalisé en deux semaines. »²⁴ Les richesses de l'Orient, spécialement celles en provenance de l'Inde, avaient commencé à s'écouler vers l'Occident en suivant principalement le nouvel itinéraire maritime, et comme les Portugais avaient réussi à couper les liens des Arabes avec l'Inde, les cités italiennes perdaient maintenant leur seul intermédiaire commercial avec l'Asie Centrale. La Méditerranée avait cessé d'être un lien entre deux mondes, un pont reliant l'Orient et l'Occident, et du fait de ce grand bouleversement, elle n'était plus au centre du monde, et les cités-républiques italiennes non plus. C'est Lisbonne qui prenait maintenant la place de Venise et de Gênes.

Le déplacement des routes commerciales fit certes perdre à la Méditerranée sa place dans le monde, mais cela ne mit pas pour autant fin aux luttes pour s'en assurer le contrôle. Les pays méditerranéens des trois continents, l'Europe, l'Afrique et l'Asie, représentaient des cibles de trop de valeur pour l'exploitation capitaliste, ils étaient trop importants comme bases de départ d'une politique expansionniste, ils ne pouvaient laisser indifférents les jeunes États capitalistes européens.

23 Cf. : R. Herre, *Der Kampf um die Herrschaft im Mittelmeer* [La lutte pour la suprématie en Méditerranée], p. 64 sqq. [DT]

24 cf. P. Herre, *ibid*, p.95. [DT]

La lutte continua donc, avec cette différence que maintenant entrèrent en scène, à la place des petites républiques citadines, des États puissants ayant derrière eux, comme garantie matérielle de leurs projets de conquêtes, des millions de sujets payant des impôts et des centaines de milliers, voire des millions de soldats en armes. Une guerre meurtrière permit en 1704 à l'Angleterre de mettre la main sur Gibraltar, la porte occidentale d'accès à la Méditerranée ; depuis 1880, elle occupe Malte, qui fait office de relais entre la partie orientale et la partie occidentale de la Méditerranée ; au Congrès de Berlin, elle s'établit à Chypre, qui contrôle l'accès au canal de Suez, et à partir de 1882, elle s'est rendue maître de l'Égypte. La rivale la plus sérieuse de l'Angleterre, la *France*, s'est lancée dans des expéditions périlleuses pour gagner l'hégémonie en Orient ; à partir de 1830, elle prend pied progressivement sur la côte africaine en imposant sa souveraineté à Alger, à Tunis, puis au Maroc. La *Russie* vise de plus en plus à mettre la main sur Constantinople et les Détroits, la « clé de la maison » qui lui permettrait, depuis la Mer Noire, d'accéder à la Méditerranée. Ce passage lui est fermé par la Convention de 1841 expressément confirmée par le traité de Paris, et tous ses efforts pour l'annuler sont jusqu'ici demeurés vains.

Deux grandes réussites techniques, l'ouverture du canal de Suez et le chemin de fer reliant l'Europe Centrale à l'Orient, ont commencé à rendre à la Méditerranée son ancien rang de meilleure voie de communication entre l'Europe et l'Asie. Le canal de Suez a doté le commerce avec l'Orient d'une nouvelle voie maritime, beaucoup plus courte que celle qui contourne l'Afrique, et les projets colossaux de construction d'une ligne ferroviaire joignant l'Europe à l'Orient en passant par le Proche-Orient, non seulement touchent en profondeur aux intérêts économiques des États concernés, mais menacent de changer les rapports de force politiques et les zones d'influence en Asie. L'écrivain n'avait pas tort, qui a dit que le chemin de fer de Bagdad était « l'axe autour duquel tourne aujourd'hui la vie politique européenne. » Tout changement en Orient prend l'allure d'une menace pesant sur les possessions déjà acquises, et en parallèle, l'Europe impérialiste réagit de plus en plus vivement à tout changement, même minime, affectant cette région du monde.

2 *L'Autriche-Hongrie et l'Italie*

Pendant toute la période où le commerce avec l'orient resta concentré dans les cités-républiques italiennes, la Mer Adriatique fut comme un grand canal vers lequel affluait le trafic du monde entier et par lequel passaient d'immenses richesses. Avec le déclin de l'hégémonie de ces cités sur les échanges entre l'Europe et l'Orient, le commerce mondial cessa progressivement d'emprunter cette voie.

Mais si elle avait perdu son ancien rôle pour le commerce mondial, l'Adriatique prit de plus en d'importance pour deux États riverains, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Pour eux, elle n'était plus seulement la route maritime des échanges commerciaux avec le reste du monde, elle était la base de leur puissance maritime, celle-ci étant, dans le siècle qui est le nôtre et qui est un siècle de conquêtes coloniales et de confrontations entre des intérêts énormes, le facteur essentiel qui détermine rang et influence des États capitalistes. Tout changement survenant sur les rives de l'Adriatique va pour cette raison toucher au point le plus sensible des projets politiques qui se trament dans les cercles capitalistes et gouvernementaux des deux États.

Le changement peut tourner à l'avantage d'un tiers tout comme à celui d'un de ces deux États. Il s'ensuit que les relations qui se nouent entre ces deux puissances capitalistes sont à *double face*: le matin, elles sont alliées contre tout ce qui serait susceptible de fragiliser ce qu'elles possèdent en commun, l'après-midi, elles se battent l'une contre l'autre comme deux rivales qui se détestent. La méfiance réciproque qui donne une touche si spéciale à "l'amitié" et à l'entente entre ces deux membres de la Triple Alliance, est tout particulièrement en éveil dans le secteur de la politique balkanique, et en Albanie, elle prend la forme d'un conflit permanent. Tandis que les diplomates échangent de part et d'autre des déclarations "d'accord complet" et de "confiance mutuelle", en Albanie, leurs agents se prennent à la gorge pour chaque école, chaque diocèse, chaque village, chaque possibilité d'exploitation et de prise d'influence.

L'Autriche-Hongrie a pour elle l'avantage d'avoir commencé à consolider son influence sur le littoral balkanique de l'Adriatique bien avant que l'Italie ne fut devenue une grande puissance. À l'époque où l'Autriche-Hongrie s'est établie solidement sur la côte dalmate, l'Italie se trouvait morcelée et partagée entre des conquérants étrangers. Dans la première moitié du siècle dernier, la plus grande étendue de terre italienne était détenue précisément par l'empire austro-hongrois, qui se voyait en authentique héritier des cités-républiques italiennes. C'est l'époque où celui-ci développe Trieste, et quelque temps après, également Fiume. Dès cette époque, l'Autriche-Hongrie se considérait comme l'unique héritière légale des territoires turcs de la moitié occidentale de la péninsule balkanique, et le fameux accord conclu avec la Russie sur le partage de la Turquie prévoyait de rattacher à l'Autriche-Hongrie la Serbie, la Bosnie-Herzégovine et l'Albanie. Or la formation, dans la deuxième moitié du siècle dernier, de deux nouveaux grands États nationaux, l'Allemagne et l'Italie, coupa les liens de l'Autriche-Hongrie avec les pays du nord et de l'ouest et la refoula vers les Balkans, et Bismarck lui alloua alors, selon une formule célèbre, tous les territoires "depuis la frontière orientale du peuple roumain jusqu'aux bouches de Kotor ».

Le premier résultat de la réorientation de la politique austro-hongroise a été l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, décidée conformément à un accord secret avec la Russie. C'est en même temps

le plus grand succès pratique que l'Autriche-Hongrie ait remporté dans les Balkans jusqu'à nos jours. C'était une période où les aspirations de la jeune Italie la portaient vers les côtes africaines. Pour compenser Tunis, que la France avait fini par mettre dans son escarcelle en 1884, l'Italie essaya de s'approprier l'Abyssinie. Mais au bout de 10 années d'entreprises militaires infructueuses qui l'épuisèrent financièrement, cette tentative s'acheva en 1896 par une déroute complète de l'Italie. C'est ainsi que ce pays qui avait voulu, avec les ressources que lui procurait l'argent gagné à la sueur de leur front par ses travailleurs émigrés en Amérique, mener une grande politique impérialiste, fut contraint par les défaites essuyées partout ailleurs, de se rabattre, pour ainsi dire à titre de compensation, sur les côtes de l'Adriatique. L'alliance matrimoniale avec la dynastie monténégrine annonçait un programme colonial.

C'est de cette époque que datent aussi les premiers et gigantesques progrès de l'industrie lourde en Autriche-Hongrie et en Italie. Si naguère, au temps de l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, l'intelligentsia libérale - composée de professeurs d'Université et d'avocats qui étaient à la tête de la majorité nationale au Parlement de Vienne - avait considéré le mandat du Congrès de Berlin comme une "aventure coûteuse et douteuse", maintenant, de plus en plus, le pouvoir étatique se mettait au service du capitalisme et de ses tendances à étendre et monopoliser le marché pour ses produits et le territoire pour ses investissements. Le journal viennois *Die Presse* a pu écrire en 1908: "De façon générale, la politique internationale se mue de plus en plus en politique commerciale et économique, et les grandes questions qui occupent les cabinets et les nations ont pour la plupart des racines économiques." Et tandis que les autres États capitalistes répondent aux aspirations de leur système économique en colonisant des territoires outre-mer, l'Autriche-Hongrie s'est tout entière tournée vers les Balkans. Pour le pouvoir austro-hongrois, la situation naturelle des pays de la péninsule balkanique les destine à être des colonies de l'Autriche-Hongrie, et de plus, on s'est mis à voir dans Salonique, que Rohrbach a désignée comme devant être la "cible absolue de la politique autrichienne dans les Balkans"²⁵, un port méridional de la Monarchie. Les cercles gouvernementaux de Vienne et de Pest ont commencé à réagir avec une sensibilité croissante à chaque changement intervenant dans les régions par où passe la route de Salonique, et avec une intolérance les poussant de plus en plus à prévenir tout risque de changement qui viendrait se mettre en travers de leurs projets. C'est cette orientation qui a déterminé l'attitude de l'Autriche-Hongrie lors des négociations aussi stériles qu'interminables menées par la diplomatie européenne au sujet des réformes en Macédoine. C'est elle qui a inspiré son attitude envers la Serbie. C'est elle qui guidait les nouveaux projets ferroviaires qui

25 cf.: Dr Paul Rohrbach, *Deutschland unter den Weltvölkern* [L'Allemagne, une nation à vocation mondiale], p. 235,236. [DT]

ont provoqué il y a quelques années une vraie tempête de mécontentements et de protestations et suscité toute une série de nouveaux contre-projets.

L'histoire diplomatique nous révélera un jour comment l'Italie a réagi aux visées de son "alliée". Mais pour avoir une idée de la constance avec laquelle elle a travaillé à la conquête coloniale des confins balkaniques de la Mer Adriatique, il suffit de regarder les succès qu'elle a remportés au Monténégro. Dans ce petit pays de 250 000 habitants miséreux, elle a mis la main sur la construction d'un port à Bar et d'une ligne de chemin de fer de Bar à Virpazar, puis sur la navigation sur le lac Skadar et encore sur le monopole du tabac. Les indomptables héros du Monténégro, que l'armée turque, même en y engageant toutes ses forces, n'avait pas réussi à déloger de leurs karsts, ont succombé à la violence du capital, et sont aujourd'hui des journaliers trimant dans des mines américaines pour le compte de compagnies italiennes et de leurs vassaux de Cetinje.

Dans la compétition entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie pour la colonisation des Balkans, c'est en Albanie que les deux puissances ont le plus croisé le fer sans intermédiaires, c'est là que les propagandistes n'ont reculé devant aucun moyen pour faire perdre pied à l'adversaire. Mais pour que le conflit d'intérêts en Albanie ne mette pas en péril les relations de "partenaires alliés" qui les fédèrent par ailleurs pour d'autres intérêts importants, la diplomatie a réussi à atténuer son acuité par un partage en sphères d'intérêt, l'Autriche-Hongrie concentrant son action au nord, et l'Italie au sud de l'Albanie. Une fois de plus, les grands rapaces capitalistes se sont mis d'accord pour étrangler les petites nations et se partager leur territoire. Quand avant la première guerre balkanique fut rejetée la proposition du comte Berchtold de former un territoire autonome de la frontière bosniaque jusqu'à Salonique, qu'il ne fut plus question de l'ouverture d'un « détroit politique" entre la Serbie et le Monténégro et que donc se trouva fermée la seule voie continentale encore libre pour accéder au sud, alors la route de Salonique se déplaça, ne passant plus par Mitrovica, mais par Durrës. La création d'une Albanie autonome avait maintenant, pour les deux États, l'avantage qu'aucune tierce partie n'avait plus accès à l'Adriatique, mais aussi que s'ouvrait au moins une petite fenêtre pour mettre en œuvre leur vieille politique balkanique. Du point de vue des projets de conquête déjà mis au point par les capitalistes et les gouvernants, il était tout à fait naturel que l'Autriche-Hongrie et l'Italie y engagent toute leur autorité.

3 L'Adriatique et les Balkans

C'est cette grande confrontation des États européens avec l'Orient qui constitue depuis quelques siècles la substance de la Question d'Orient. Et la péninsule balkanique étant aspirée par les remous

de cette lutte et les plans de conquête des États impliqués, les fluctuations et les vicissitudes de ces batailles avaient un retentissement immédiat sur le sort des peuples des Balkans. Non seulement, selon la formule utilisée il y a déjà cent cinquante ans par le philosophe français Montesquieu, le maintien de la domination turque en Europe suscitait l'impatience des rivaux européens, mais le refoulement de la puissance turque, la création de micro-États indépendants et l'extension par étapes de leur territoire, tout cela s'est fait pas à pas sous le signe de cette compétition et des visées et plans de conquête des grandes puissances.

Aujourd'hui, il n'y a plus grand monde qui n'en ait conscience dans les Balkans, mais on en oublie le rôle que jouent les échanges commerciaux entre l'Occident et l'Orient dans l'histoire des peuples balkaniques.

Jusqu'à l'époque la plus récente, la vie économique et commerciale dans les Balkans avait pour base la Mer Adriatique. Sur sa rive balkanique, toute une série de places étaient points de départ et d'arrivée des liaisons les plus importantes de la péninsule avec le reste du monde. Autour de ces noyaux s'étaient développés des métropoles commerciales. Au temps de la prospérité des cités-républiques italiennes, quand par la grande voie d'eau naturelle qu'était l'Adriatique circulait un trafic est-ouest d'un volume qui était énorme pour l'époque, ces centres constituaient des relais naturels pour les échanges mondiaux, et leurs séductions attiraient l'aristocratie des États balkaniques médiévaux, et en particulier la noblesse serbe. C'était le point de départ de routes commerciales très importantes qui franchissaient ensuite laborieusement les chaînes montagneuses de l'intérieur de la péninsule et par lesquelles les marchandises transitaient dans les deux sens : la noblesse exportait sur les marchés les surplus de ses tributs féodaux et importait les produits de luxe orientaux qui enflammaient l'imagination de nos poètes populaires. La transaction se faisait dans les centres du littoral adriatique.

Les plus illustres étaient sur la côte nord Dubrovnik, Kotor et Bar, et au sud Shkodrë, Durrës et Vlora. Les études de Jireček et Cvijić nous apprennent qu'une route importante, partant de Dubrovnik, franchissait le mont Čemerno pour rejoindre la Drina, passait par Užice et Čačak, un embranchement menant ensuite à Plevlja, Novi Pazar, et, en suivant la Toplica, vers Niš. Le voyage était plus aisé sur les routes du sud. Trois sont à noter : celle du nord partait de Shkodër et, suivant le Drin Blanc, elle menait à Prizren et au Kosovo; la route centrale, dite Via Egnatia, partait de Durrës et constituait l'itinéraire principal pour aller à Constantinople; la route du sud prenait à Vlora, passait par le Devol, Kostur (Kastoria) et aboutissait en Macédoine.

Les liens commerciaux et économiques ont alors fait naître des ambitions politiques. Autant que je sache, des recherches effectuées dans les archives selon les méthodes traditionnelles par nos historiens ne ressort pas le rôle déterminant du commerce entre l'Adriatique et la péninsule dans

l'histoire de notre peuple au Moyen-Âge. Il me semble toutefois que même un profane ne peut manquer de constater qu'à *cette époque, l'Adriatique était le centre de gravité, non seulement de la vie économique, mais aussi de la vie politique du peuple serbe*. C'est la seule explication qu'on puisse donner du fait que ce sont précisément les provinces adriatiques, les régions qui n'étaient pas situées au centre, mais sur le bord occidental de notre territoire ethnographique, qui ont alors été le lieu de l'activité politique la plus intense. La force d'attraction exercée par l'Adriatique faisait bien entendu aussi bouger les frontières dans lesquelles vivait notre peuple.

Tous les efforts déployés par la noblesse serbe au Moyen-Âge pour s'établir solidement sur l'Adriatique se soldèrent néanmoins par des échecs : elle se heurta à la résistance de rivaux plus forts qu'elle, d'abord les villes italiennes et les Magyars, plus tard les Français, les Italiens et les Autrichiens. Au Moyen-Âge, c'est la Zachoumlie qui a été le principal débouché de l'État serbe sur la mer. Mais celui-ci fut perdu dès le début du XIV^e siècle lors de la guerre contre les bans de Bosnie, qui étaient les vassaux de leurs voisins du nord; et plus jamais les Serbes ne purent le récupérer.

La migration des échanges internationaux – déjà mentionnée plus haut - de l'espace méditerranéen à l'Océan Atlantique avait fait perdre à l'Adriatique son rang mondial, mais le commerce ne disparut pas pour autant du littoral balkanique. Les anciennes routes ne retournèrent pas à l'état sauvage. La richesse des pays balkaniques et la culture médiévale qui s'y était relativement épanouie continuaient à nourrir les échanges. Toutefois cette translation ramena les places commerciales du littoral adriatique au rang de centres *locaux* travaillant exclusivement avec les pays balkaniques. Jusqu'à une époque très récente, il y a quelques décennies encore, de nombreuses caravanes en provenance de l'intérieur des terres de la péninsule arrivaient effectivement à Dubrovnik, Kotor, Bar, Shkodër et Durrës.

Mais à un moment donné, se produisent à nouveau dans les circuits commerciaux et la situation politique des changements qui rebattent les cartes comme ne l'avaient fait ni l'invasion turque, ni le déclin des villes italiennes. Les places commerciales de l'Adriatique voient alors surgir au nord et au sud de dangereux concurrents. Avec l'essor économique de l'Europe Centrale, la vie culturelle serbe se tourne de plus en plus vers les marchés du nord. La base économique des pays balkaniques du nord n'est dès lors plus l'Adriatique, mais la Save et le Danube, et ce bouleversement a évidemment été un des facteurs déterminants du soulèvement serbe. Et depuis que l'Europe Centrale est reliée par le chemin de fer à Salonique et Constantinople, les flux commerciaux de la péninsule balkanique ne s'écoulent plus transversalement, en diagonale, de l'intérieur vers la côte adriatique, mais en longueur, horizontalement, de l'intérieur vers Salonique au sud et vers Pest et au-delà au nord. Et si ces changements ont été poussés jusqu'à leurs conséquences ultimes, au point que les anciennes routes sont devenues des pistes désertiques et que les anciennes métropoles côtières ont perdu tout lien avec

la péninsule, c'est là une conséquence des bouleversements qui ont affecté la situation politique, en premier lieu l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, et la multiplication des frontières.

Pour la question qui nous occupe aujourd'hui, la nouvelle orientation géographique des échanges marchands déplaça le centre de la vie politique serbe vers le nord. À l'exception d'une étroite bande sur le littoral monténégrin, les liens commerciaux avec l'Adriatique ont été totalement coupés. Furent de même interrompues la circulation des idées et la diffusion de l'esprit national dans les régions côtières. C'est en fait l'inverse qui s'est produit : l'élément serbe fit retraite vers le nord-est, vers l'intérieur des terres et les régions limitrophes de la frontière nord, laissant les vieux monuments serbes des provinces qu'il quittait rester au milieu d'une population exclusivement ou très majoritairement albanaise.

À partir du moment où la direction nord-sud fut devenue prédominante dans la péninsule, la Serbie devint économiquement totalement dépendante de l'Autriche-Hongrie. Elle fut pendant quelques décennies en réalité une simple annexe de l'économie austro-hongroise, son prolongement à l'extrême sud. Pour le commerce international de la Serbie, qui consistait à exporter des produits agricoles et importer des marchandises industrielles, le monde entier se résumait à l'Autriche-Hongrie. Mais malgré toute la souplesse acceptée pour s'adapter au fil du temps à la vie économique de la partie la plus faible, ce rapport ne pouvait que déboucher tôt ou tard sur un conflit. Telle est la loi du développement capitaliste. Pendant la période de la guerre douanière entre Serbie et Autriche-Hongrie, qui a duré, avec quelques interruptions, jusqu'à la veille de la guerre des Balkans, de nouvelles prétentions surgirent de part et d'autre : face à l'Autriche-Hongrie qui voulait soulager ses agrariens de la concurrence gênante que leur faisait le bétail serbe, tout en exigeant pour son industrie un privilège spécial sur le marché serbe, la Serbie voulait assurer l'exportation de ses produits agraires tout en défendant en même temps l'industrie locale. Le conflit était inévitable.

Et il a pris une importance politique considérable du fait que la bourgeoisie a alors réussi à redonner vie à la revendication d'un débouché sur l'Adriatique et à la faire assumer par la masse de la population. Réaliser cet objectif est désormais le but poursuivi par toute la politique serbe. Pour la bourgeoisie, la question de l'accès libre à la mer dépassait largement le simple enjeu *commercial* : il s'agissait en fait, comme nous allons le voir, de la colonne vertébrale soutenant tout son système économique-financier, le crédit **à l'étranger**, sa propre existence même. Lors de la crise causée par l'annexion de la Bosnie, quand fut rejetée la proposition de Milovanović de créer un "couloir vers la mer"²⁶, on chercha fébrilement à obtenir une ligne de chemin de fer vers l'Adriatique. Après les

26 À l'époque de la crise provoquée par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie en octobre 1908, Milovan Milovanović, en sa qualité de ministre des Affaires Étrangères, adopta une position modérée, proposant qu'en échange d'une reconnaissance de l'annexion, la Serbie obtînt à titre compensatoire un couloir continental la reliant au Monténégro et lui assurant l'accès à la mer, ainsi que l'arrêt de l'avancée austro-hongroise dans la vallée du Vardar.

victoires de Kumanovo et Bitolj, la Turquie ayant été chassée des régions par lesquelles devaient passer les futures routes de l'Adriatique et de la mer Égée, la Serbie était déjà arrivée à mi-chemin de son but final : accéder librement à la mer.

Par quels moyens est-ce que le gouvernement serbe a alors imaginé de passer à la dernière étape de l'exécution de son programme?

IV SERBIE ET ALBANIE

1. *L'expansionnisme de notre propre bourgeoisie*

Si L'Autriche-Hongrie et l'Italie militent en faveur d'une Albanie autonome, c'est pour défendre *leurs propres* intérêts, pas ceux du peuple albanais! Voilà l'une des deux thèses fondamentales défendues par Balkanicus et le Dr Vladan, et ils appuient ce leitmotiv de centaines de citations tirées de tous les livres et journaux possibles. Et même la presse de la social-démocratie est pour l'occasion citée dans cette abondante bibliographie !

Mais si ces messieurs étaient, ne serait-ce qu'un tout petit peu plus proches des idées de la social-démocratie, ils n'iraient pas se mettre dans la situation absurde de se battre contre la politique impérialiste de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie en se faisant dans le même temps les hérauts et avocats de la politique conquérante de la Serbie. Leur façon de voir les choses est d'une simplicité confondante: puisque tout le monde veut s'appropriier l'Albanie et l'assujettir et que c'est donc le sort qui l'attend d'une façon ou d'une autre, mieux vaut que cela profite à la Serbie plutôt qu'à ces deux grandes puissances. Nous ne sommes pas opposés à ce que l'Albanie tombe sous la coupe d'un autre pays, proclament Balkanicus et le Dr Vladan, nous demandons seulement à en être les seuls bénéficiaires. En d'autres termes: nous nous insurgons contre un impérialisme *au nom* d'un autre impérialisme. Le droit que nous revendiquons pour nous, nous le dénions à autrui, et cela à propos de la même question. Voyez en outre comme sont convaincantes les raisons invoquées pour défendre le droit spécial de la Serbie! Voici ce que dit Balkanicus:

"Comment justifier qu'on fasse une exception pour les Albanais et qu'on leur accorde le privilège de ne pouvoir ni en fait ni en droit, même partiellement, être placés sous une autorité serbe? Est-ce que le peuple serbe n'est pas lui-même divisé et partagé entre plusieurs souverainetés administratives et étatiques ? Si une partie des Turcs peut vivre sous une autorité bulgare ou serbe, M. Dervish Hima devra bien admettre que cela soit aussi possible pour les Albanais, d'autant plus que ceux-ci ont toujours vécu sous la coupe d'un pouvoir étranger et que dans les territoires qu'avec l'appui de leurs protecteurs pas du tout désintéressés, ils veulent maintenant prendre aux Serbes et dont ils mendient

le rattachement auprès de l'Europe, soit leur présence est due à des intrusions criminelles, soit ils sont depuis longtemps mélangés aux Serbes par le sang et la géographie, comme par exemple dans la région de Shkodër et le long de la frontière du Monténégro."²⁷

Et pour bien nous convaincre que ce serait là une solution radicale et définitive et que la question ne viendrait plus ensuite continuellement importuner l'Europe, le Dr Vladan nous cite les lignes suivantes de Charles Loiseau²⁸:

"L'Europe ferait bien de saisir au bond cette occasion pour répartir ces populations indisciplinées entre la Serbie, la Grèce et le Monténégro. *Abandonnés par Constantinople, qui les a toujours choyés, et obligés d'entendre raison, les Arnauts finiraient très vite par s'accommoder de leur sort.* De toutes façons, le problème de leur adaptation à la nouvelle situation ne concernerait qu'eux et leurs nouveaux maîtres. *Morcelée et réduite à peu de choses, la question albanaise cesserait de venir jeter le trouble en Europe.*"²⁹

L'Autriche-Hongrie et l'Italie mènent en Albanie une politique expansionniste, c'est un fait. Mais est-ce que Balkanicus et le Dr Vladan pensent qu'il y a quelqu'un qui soutiendrait le contraire ? Est-ce que d'aventure l'Autriche-Hongrie défendrait le droit des *nations*, alors que toute son architecture repose sur la négation de ce même droit ? ou bien serait-ce l'Italie, qui est actuellement en train d'étrangler un autre peuple sur l'autre bord de la Méditerranée ?³⁰ À l'ère de l'impérialisme, les mots d'ordre de ce genre sont aussi déplacés venant de ces deux États capitalistes qu'a pu l'être autrefois le slogan appelant à la "libération des chrétiens" en Turquie, martelé par une Russie tsariste par ailleurs champion des bourreaux de la liberté à l'intérieur de ses frontières comme dans les pays voisins. Ces impostures politiques ne passent plus aussi facilement, même auprès des peuples des Balkans, car ceux-ci ont accumulé une grande expérience, en matière d'attelage partagé, avec tel ou tel "protecteur", ces alliances leur ayant coûté d'autant plus cher en sacrifices que dans leur impatience de se libérer du joug turc, ils leur ont davantage fait une totale confiance. Cela se sait chez tous ceux qui, en Albanie même, se battent pour l'autonomie. Une des personnalités les plus influentes d'Elbasan, assez influente pour avoir ensuite été choisie pour la charge de gouverneur dans cette localité, n'a pas hésité à répondre clairement et en toute franchise à la question que je lui posais: si l'Autriche-Hongrie veut que Shkodër reste à l'Albanie, c'est pour que cette ville joue le rôle de poste avancé à la pointe nord du pays et empêche la pénétration de la Serbie et du Monténégro dans sa zone d'influence, et de la même façon, l'Italie défend l'Albanie du sud pour que personne d'autre ne

27 Balkanicus, *Le problème albanais, la Serbie et l'Autriche-Hongrie*, pp.62 et 64. [DT]

28 Charles Loiseau: journaliste français (1861-1945) [NdT]

29 Ibid., p.160 - souligné par nous. [DT]

Le livre cité est *Les Arnauts et les grandes puissances*, Belgrade 1913, de Vladan Djordjević. [NdE]

30 Allusion à la Tripolitaine et à d'autres régions de l'Afrique du nord conquises par l'Italie lors de la guerre avec la Turquie en septembre 1911. [NdE]

vienne prendre pied sur la rive opposée du canal d'Otrante. L'intransigeance manifestée par l'Autriche-Hongrie et l'Italie en faveur de l'autonomie albanaise a pour objectif de sauvegarder pour elles-mêmes les derniers territoires à partir desquels il leur est possible de se protéger du danger d'incursions étrangères dans l'Adriatique et d'influer sur le cours des affaires dans les Balkans. L'Autriche-Hongrie veut une "Albanie viable", au moment où elle voit à ses portes le danger que la Serbie ne le devienne elle-même. Les objectifs de cette politique sont limpides. *Il faut à tout prix un nouveau pygmée non viable dans les Balkans pour empêcher que ne devienne lui-même viable un autre pygmée en train de rompre ses chaînes.* C'est la vieille méthode consistant à créer des entités faibles, non viables, condamnées à s'accrocher aux basques de la diplomatie européenne, quelle que soit l'étiquette dont elle s'affuble : "droit des nations" ou "équilibre politique".

Mais si Balkanicus et le Dr Vladan, en mettant en exergue l'impérialisme de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie en Albanie, n'ont rien dit de nouveau, rien qui ne fût largement connu et partagé dans notre pays, en revanche, ils se sont faits les fidèles porte-parole d'une politique serbe *nouvelle* en soutenant le droit de la Serbie à conquérir l'Albanie. *En démasquant la politique expansionniste de ces deux autres États, ils démasquent du même mouvement la politique de la Serbie concernant le droit des nations, la politique "émancipatrice" de la bourgeoisie serbe.* S'il est vrai que le droit pour toutes les nationalités balkaniques de disposer d'elles-mêmes, tel qu'il est invoqué par les gouvernants autrichiens, est une escroquerie perpétrée aux dépens du principe même du droit des nations, alors les prétentions de la Serbie sur l'Albanie ne font, elles aussi, que piétiner ce même principe. En professant cette politique, la bourgeoisie serbe, pour la première fois, a soulevé le voile dans lequel s'enveloppait la nation serbe et qui lui gardait l'apparence d'une nation opprimée qui se bat pour sa liberté. Notre bourgeoisie a totalement perdu le souvenir de ses anciens idéaux de jeunesse, liberté, égalité, fraternité, et du même coup a perdu la capacité de prendre réellement la mesure des aspirations des peuples à la liberté. Elle plie sous la pression de son voisin du nord, elle se pend tout entière aux basques de la diplomatie russe, elle emprunte ses outils de gouvernement à des compagnies capitalistes étrangères, et elle a maintenant adopté l'idéologie d'un exploiteur et possédant qui, à la tête d'une armée affamée, s' imagine en maître de quelques millions de sujets enchaînés, rêve de grandeur, s'étouffe, ne connaît que la force, et étrangle plus faible qu'elle au moment où elle est elle-même menacée d'être prise à la gorge par un adversaire encore plus fort. Et le fait que ce tournant ait été pris par notre bourgeoisie, - qui de toute façon, l'aurait pris tôt ou tard, vu que cette politique découle directement du système capitaliste, - avant que le peuple serbe ait réalisé son unité nationale, le fait que le pouvoir et les possédants serbes se soient mis à invoquer le morcellement et l'assujettissement de leur propre peuple pour justifier leur rêve d'asservir d'autres peuples, démontre seulement que dans l'ordre social actuel, l'économie capitaliste du profit et le

système militaro-bureaucratique de l'État bourgeois allument chez tous les dirigeants, petits ou grands, les mêmes appétits, chez eux et à l'extérieur, en politique intérieure comme en politique étrangère.

Ce cours nouveau dans la politique de la bourgeoisie serbe a pour la social-démocratie une importance qui est plus que *théorique*. Il ne vient pas seulement confirmer notre point de vue selon lequel *les idéaux nationaux des classes dominantes sont une imposture derrière laquelle se dissimule l'aspiration à exploiter leur propre peuple à l'intérieur des frontières et à asservir d'autres peuples à l'extérieur*. Le droit à la liberté et à l'unité nationale qu'elle revendique pour son propre peuple, la bourgeoisie capitaliste le refuse aux peuples étrangers. Vue depuis la position de classe qui est la sienne, la chose est naturelle et se comprend aisément : à partir du moment où mon propre peuple est soumis à ma domination de classe, pourquoi vous, les Albanais, qui êtes des "sauvages", refuseriez-vous de vous soumettre à un système qui est tout prêt et organisé selon les règles d'un État moderne ? La politique étrangère des classes dominantes n'est que le prolongement de leur politique intérieure. Et de même que le prolétariat d'un pays donné est la seule classe sociale qui ne peut se libérer de ses chaînes sans libérer en même temps toute la société, la social-démocratie ne peut se battre pour la liberté de son peuple sans se battre en même temps pour la liberté nationale de tous les autres peuples. C'est là ce qui, sur la question nationale, fait la différence, une différence capitale, entre la position de la social-démocratie et celle des partis bourgeois.

L'importance *pratique* de cette question nous intéresse forcément d'autant plus que l'esprit de conquête de nos gouvernants représente une source intarissable, non seulement de nouveaux crimes commis là où vivent des Albanais, mais aussi de menaces pesant sur la paix et la tranquillité de notre propre peuple et lourdes de misères sans fin. La Serbie se voit entraînée dans un tourbillon où s'entremêlent convoitises territoriales, obstacles et courants de toutes sortes, batailles prévisibles et imprévisibles, un tourbillon dans lequel l'énergie de la nation va s'épuiser en vaines tentatives pour rejoindre la rive. À chaque nouvel obstacle, il faudra fournir de nouveaux efforts de plus en plus importants, et on justifiera les sacrifices de plus en plus douloureux exigés des masses populaires en alléguant ceux qui ont déjà été faits. L'invasion de l'Albanie a fait naître dans le peuple albanais du ressentiment contre la Serbie, et des révoltes ont éclaté, rendant nécessaires de nouveaux efforts financiers et militaires. L'insécurité à la nouvelle frontière occidentale de la Serbie est la conséquence directe de la politique expansionniste suivie aux dépens du peuple albanais, et sert de prétexte à une mobilisation permanente de l'armée. Pour la même raison, nous avons été entraînés dans un conflit avec des rivaux plus forts que nous qui ont aussi leurs prétentions sur l'Albanie, et le délire qui fait rêver nos gouvernants d'un grand État adriatique établi sur la base de l'asservissement d'un peuple étranger les amène à prêcher en faveur d'un règlement de compte historique avec eux. L'endettement

du pays, les nouvelles charges qui pèsent sur l'État, le militarisme, sans compter d'autres institutions parasitaires, imposent au peuple des sacrifices d'autant plus douloureux qu'il est matériellement davantage pris à la gorge et économiquement exténué par l'insécurité permanente, les menaces de guerre et la succession accélérée des ordres de mobilisation.

Une fois déchaînée, la logique interne des événements va entraîner notre petit pays épuisé de crise en crise, de menace en menace, et tous les organes de l'opinion publique bourgeoise vont veiller à ce qu'on oublie l'origine réelle de ces désastres et en rejeter la responsabilité sur autrui. C'est pourquoi la social-démocratie, qui est le seul adversaire résolu de la politique de conquêtes qui a déclenché ces calamités, ne peut laisser passer sans réagir le moment où le pouvoir des possédants de chez nous s'empare d'un pays étranger et lui confisque sa liberté, où les ex-hérauts de la liberté des nations brandissent l'étendard de l'asservissement national, où les intérêts du capital engloutissent les intérêts de la nation. Il est de son devoir de mettre constamment en évidence comment s'enchaînent directement la politique expansionniste de la bourgeoisie et les lourds sacrifices dont personne ne voit la fin, les théories de Balkanicus et du Dr Vladan et les pratiques d'Isa Boljetinac³¹.

2 Accéder à la mer

Convaincue d'avoir enfin atteint le but que, depuis une dizaine d'années, non seulement le gouvernement et les milieux bourgeois, mais aussi une bonne partie de l'opinion publique avaient constamment gardé en tête, la bourgeoisie a accueilli avec enthousiasme les premières nouvelles annonçant l'arrivée d'un détachement sur l'Adriatique en Albanie. La Serbie avait donc atteint la mer, et de quelle manière en plus ! Ce qu'elle avait visé avec son projet de chemin de fer adriatique, elle l'obtenait maintenant sans jamais avoir à sortir de son propre territoire ; elle maîtrisait dorénavant totalement ses communications avec le reste du monde.

On voit ordinairement dans ce rêve d'un libre accès à la mer une réaction aux obstacles que l'Autriche-Hongrie avait déjà posés et pouvait encore poser pour entraver les exportations serbes. La Serbie continue à être un pays à prédominance agraire. Les matières premières représentent presque 64%, les produits manufacturés 36% de la totalité des exportations, qui, en 1910, ont atteint le chiffre de 98 388 028 dinars. Si l'on soustrait 1 691 819 dinars correspondant à l'exportation de produits d'extraction bruts et 10 320 817 dinars pour des produits miniers transformés plus quelques centaines de milliers pour des produits industriels, les 88% restants concernent en totalité des

31 Héros national albanais (1864-1916) [NdT]

produits issus de l'agriculture et de l'élevage ainsi que des produits de toute première transformation fabriqués à partir de ceux-ci. Tout le commerce d'exportation serbe repose donc sur l'économie rurale, où la petite propriété reste prédominante, et la capacité de la Serbie à honorer ses dettes repose sur les exportations .

Cela fait que deux mondes aussi distants l'un de l'autre que peuvent l'être la *bourgeoisie au pouvoir* et la *paysannerie* en sont venus à partager le même souci : sécuriser les exportations. La bourgeoisie étant en charge de l'État, sécuriser les exportations signifiait pour elle assurer la rentrée des impôts et l'importation de l'or nécessaire au paiement des intérêts de la dette publique. Toute perturbation du commerce extérieur ne pouvait que toucher le gouvernement, quel qu'il soit, au point le plus sensible, en mettant en péril les moyens dont il a absolument besoin pour se maintenir au pouvoir. Mais cette même perturbation touchait également à son point le plus sensible la paysannerie, car il s'ensuivait une chute des prix sur le marché intérieur des produits agricoles. Or, plus le paysan est contraint de baisser ses prix, plus il est obligé d'augmenter la part de récolte qu'il apporte au marché pour subvenir à ses besoins en argent, moins il lui en reste pour les besoins de sa famille. Toute chute des prix signifie donc pour les larges masses populaires plus de bouches affamées à la maison, plus d'hypothèques grevant les champs, une diminution de la taille des troupeaux dans les parcs.

Quand, pressée par ses agrariens, l'Autriche-Hongrie a commencé à barrer la route aux exportations serbes, cela a non seulement fomenté des inquiétudes chez la bourgeoisie au pouvoir, mais aussi atteint les masses paysannes à leur point le plus sensible. Jusqu'ici plutôt vaporeux, le sentiment national s'est de plus en plus chargé d'un *sens économique*, celui d'une libération de la Serbie de sa dépendance économique vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie et d'un libre accès à la mer. Avec cette question, la bourgeoisie au pouvoir a réussi à électriser de larges masses populaires et à les gagner à sa politique nationale. Et ce succès considérable pour sa domination de classe, elle le doit au premier chef aux agrariens et aux possédants austro-hongrois.

Mais ce n'est pas seulement le désir de sécuriser les exportations de produits agricoles qui anime cette volonté d'accéder librement à la mer. Ce besoin, comme les entraves austro-hongroises, ont fait de cette question de l'accès à la mer une préoccupation des masses de la petite paysannerie, c'est-à-dire de la majorité des électeurs et des recrues de l'armée, mais cette tendance de fond est devenue d'autant plus irrésistible que la production marchande capitaliste devenait dominante. *Conséquence directe de l'industrialisation du pays et du développement de la production capitaliste, la bourgeoisie au pouvoir a assigné comme objectifs à sa politique de classe expansion territoriale et accès à la mer.* Mais on ne comprendra pas pourquoi elle y a investi autant d'énergie, autant de fébrile activité, pourquoi elle a joué carrément banco et à quitte ou double, si l'on ne voit pas que l'enjeu en était la

sauvegarde du système économico-financier qui est au fondement de son pouvoir, et que c'était pour elle la seule façon de se sortir d'une situation de jour en jour plus critique.

La Serbie est un exemple typique de ces petits pays agraires dont l'outillage et les méthodes de travail sont primitives, mais qui entretiennent de nombreux liens, importants et complexes, avec le capitalisme étranger. Ce développement hors normes de liens capitalistes dans les petits pays agraires économiquement arriérés, se caractérise par le fait que le capitalisme ne s'y implante pas par en bas, à partir d'ateliers et de fabriques, qu'il ne naît pas porté par une dynamique économique, mais qu'il s'installe par en haut, à l'initiative des chancelleries ministérielles, pas à partir d'une activité privée, mais à partir de la gestion publique de l'État. La dette extérieure de l'État a pris des proportions considérables avant même qu'on ait commencé à travailler au développement des forces productives à même de soutenir le fardeau de ces obligations financières. Les premières machines introduites dans le pays furent des machines de mort, les machines de travail productif arrivèrent seulement ensuite.

Résultat de ce développement anormal, à l'envers, le budget de l'État a grossi sans commune mesure avec la croissance de l'économie nationale, et plus vite encore que le budget public a augmenté, le suivant comme son ombre, la dette extérieure. De 1880 à 1910, le budget de l'État est passé de 20 à 120 millions, augmentant ainsi de 475%, et la dette publique de 32 à 735 millions, soit une hausse de 2197%. La dette publique a augmenté cinq fois plus vite que le budget. Mais *par lui-même*, ce chiffre colossal n'éclaire pas encore suffisamment toute la gravité de cet esclavage pour dette. Pour ressentir tout le poids du fardeau que font peser sur la Serbie ces liens noués avec le capitalisme étranger, il faut bien garder en tête que la croissance du budget de l'État a été entièrement absorbée par les dépenses improductives que sont l'armée et le paiement de la dette, de même que, de nouveau, la majeure partie des emprunts d'État, de loin la part la plus importante, est utilisée pour combler les déficits budgétaires et les dépenses extraordinaires causées par le militarisme.

Qu'est-ce qui a permis à ce système de gaspillage effréné de tenir ? Pour payer les intérêts des emprunts, la Serbie se procurait de l'or en exportant des produits agraires. Depuis la fin des années quatre-vingt, son bilan commercial est positif, c'est-à-dire qu'elle reçoit en échange de ses exportations une plus grande quantité d'or qu'elle n'en dépense pour ses importations. Mais les excédents que lui apportait son bilan commercial positif ne suffisaient pas pour compenser l'or exporté en paiement de la dette. C'est la raison pour laquelle, contrairement au bilan commercial, la balance des paiements internationaux est restée négative en permanence. Pendant les trente dernières années, la Serbie a constamment dû dépenser plus d'or qu'elle n'en recevait en contrepartie de ses exportations. La différence s'est montée à 49.354.772 dinars entre 1891 et 1900, à 71.153.924 dinars entre 1901 et 1910. Pour faire tenir ce système banqueroutier, la Serbie s'est enfoncée dans une

accumulation ininterrompue de dettes destinées à retarder la faillite, mettant de plus en plus le coût de sa politique actuelle à la charge des générations futures.

Mais combien de temps cela peut-il durer ? Il est vrai que la pression exercée par les charges publiques a fait augmenter les exportations, mais cette croissance ne correspond pas à un renforcement économique du pays. Conséquence de l'aggravation des charges pesant sur l'État, elle ne résulte pas d'un développement économique qui aurait accru les forces du pays, mais d'un *épuisement* qui étrangle chaque producteur individuellement en le poussant, pour payer ses impôts, à vendre tant la nourriture de sa famille que ses moyens de production, et qui en fin de compte met sur le flanc toutes les forces productives du pays, les ressources qui lui seraient nécessaires pour se renforcer étant pompées par le capital usurier étranger. Si la croissance des exportations est plus rapide que celle des importations, cela ne signifie nullement que les forces productives du pays se développent plus rapidement que les besoins culturels du peuple, cela reflète bien plutôt une croissance artificielle des exportations aux dépens de la capacité du peuple à subvenir à ses besoins essentiels.

Mais en étant de moins en moins en état de consommer, le peuple devient aussi de moins en moins fiable comme contribuable. La bourgeoisie au pouvoir a fini par se rendre compte que si scandaleux soit-il, un système fiscal qui n'épargne aucun produit de première nécessité, ne garantit pas pour autant que les impôts rentrent régulièrement dans les caisses si le pouvoir d'achat des masses diminue ou s'il évolue plus faiblement et plus lentement que n'augmentent les besoins de l'État. Le perfectionnement des techniques destinées à pomper les impôts ne pouvait compenser les pertes dues au tarissement général du réservoir dans lequel l'État puise ses revenus, c'est-à-dire l'épuisement des capacités économiques du peuple. On a ici à nouveau une éclatante démonstration de la règle qui fait de la santé économique d'un pays la seule assise assurant réellement des revenus réguliers à l'État et un bon état des finances. Mais où est-elle, cette vaillante économie ? chez la petite paysannerie ruinée ? la terre est épuisée, le rendement des récoltes inférieur à ce qu'il est en Russie, l'élevage en plein déclin : les minuscules exploitations ne sont plus en mesure de satisfaire les besoins pourtant limités des familles, à plus forte raison de remplir les caisses surdimensionnées de l'État. Les budgets de l'État enflent à toute allure, car les obligations financières ne cessent de croître, de même que les frais liés au système bourgeois de gouvernement, et en même temps, on commence non sans raison à perdre la foi et à cesser d'espérer que le salut va venir de la croissance des exportations agricoles.

Dans cette situation sans issue, la bourgeoisie régnante s'est jetée avec tous les moyens que le pouvoir d'État mettait à sa disposition dans une entreprise de *développement artificiel de l'industrie*. Elle compléta alors le système de fiscalité indirecte par un système "protectionniste" sur les importations. La Serbie s'est alors entourée d'une muraille douanière infranchissable à l'abri de

laquelle le capital, totalement délivré de tout souci lié à la concurrence étrangère, jouit à plein du privilège acquis sur le marché intérieur, c'est-à-dire de son monopole d'exploiteur. La mise en œuvre de cette politique imposait au gouvernement de réguler la lutte d'influence entre les représentants du capital étranger et ceux du capital autochtone, mais ce fut en fin de compte l'orientation protectionniste qui l'emporta, car elle répondait aux intérêts de la bourgeoisie, tout autant en tant que détentrice du pouvoir d'État que comme bénéficiaire de l'exploitation capitaliste. Ce système assure d'un côté un surprofit à la classe capitaliste, et de l'autre, en faisant artificiellement entrer du capital dans le pays, il fait passer entre les mains des producteurs et des consommateurs d'importantes sommes d'argent qui leur sont ensuite reprises là où elles s'y prêtent avec les impôts indirects. L'introduction de capital étranger dans le pays accroît la circulation monétaire, les masses dépensent plus, bien qu'elle ne mangent pas davantage, mais cela fait qu'augmentent les surprofits de la classe capitaliste et les impôts indirects perçus par l'État, qu'augmente le butin extorqué au prolétariat et aux masses populaires. L'importance de cette spoliation se reflète dans l'écart anormal entre salaire nominal et salaire réel, entre la valeur numérique du salaire et la quantité de denrées indispensables à la vie qu'il permet d'acheter.

On voit tout de suite que ce système censé soutenir la production domestique saigne en fait à blanc l'économie du pays. La hausse générale des prix fait reculer la *faculté de consommation populaire*, alors que celle-ci est la condition première d'un progrès économique sain, et les privilèges monopolistiques étouffent toute incitation à *perfectionner l'outil de travail*, améliorations techniques sans lesquelles pourtant aucune croissance des forces économiques d'aucun pays n'est même imaginable. Mais ces considérations ne rentrent pas dans le cadre de la présente étude. Il convient plutôt ici de souligner tout particulièrement que *tant l'existence économique que le régime politique de la bourgeoisie reposent en Serbie sur le système économico-financier que nous venons d'esquisser brièvement.*

La situation économico-financière que nous venons de décrire et les urgences auxquelles est en permanence confronté le gouvernement quel qu'il soit, expliquent pourquoi la Serbie veut à *tout prix* sortir de ses anciennes frontières et faire une percée jusqu'à la mer, quel que soit le prix à payer en nombre de victimes et si sérieux que soient les risques de l'aventure. Avec le développement industriel, dans tous les pays, les gouvernements se voient poussés par sa bourgeoisie à élargir les marchés et multiplier les territoires à exploiter. Cette politique de nouvelles conquêtes et de création de colonies, qui divise aujourd'hui l'Europe en deux camps sur pied de guerre, répond à la volonté des classes capitalistes d'assurer leurs profits et leurs monopoles d'exploiteurs. Chaque fois que nous avons émis l'idée que telle était la cause *économique* qui expliquait la fébrilité actuelle de la course aux armements, les conflits d'intérêts et le colonialisme, les avocats serbes de cette politique, pour

donner à leurs ambitions la figure la plus idéaliste possible, c'est-à-dire celle d'une guerre de libération nationale, nous ont rétorqué : où en Serbie voyez-vous une industrie en plein essor ? où est la classe capitaliste qui pousse à partir à la conquête de terres étrangères ? Nous reconnaissons qu'en Serbie, l'industrie capitaliste n'est pas, même approximativement, aussi développée que l'est la voracité de la bourgeoisie régnante quand il s'agit d'étendre le territoire et d'asservir d'autres peuples pour accéder à la mer. Mais le gouvernement met d'autant plus de zèle à exaucer le désir, présent dans toutes les classes et castes de possédants, de repousser les frontières et d'imposer sa domination à des peuples étrangers, que cela répond aux nécessités du système économique-financier qui est le pilier de son pouvoir. Sauvegarder ce système est le point qui figure en tête de tous les programmes de gouvernement. C'est la base de la pyramide qu'élèvent les millions inscrits au budget de l'État, c'est lui qui alimente le militarisme et les autres institutions improductives, lui qui fournit les moyens d'honorer la dette extérieure, c'est sur lui que repose le crédit permettant de contracter de nouveaux engagements.

Si, en Serbie et dans les micro-États balkaniques, la bourgeoisie capitaliste n'a pas encore acquis la puissance qui lui permettrait de mettre toute la politique étatique au service de ses intérêts, elle a néanmoins chez nous le pouvoir d'État pour allié, lui-même poussé par son instinct de conservation à agrandir à tout prix son territoire. C'est ainsi que les aspirations expansionnistes irrésistibles des micro-États balkaniques sont devenues une nécessité impérieuse pour les gouvernements, la seule issue leur permettant de s'extraire de la situation difficile, tout au bord de la banqueroute, dans laquelle les met leur système économique-financier. Pour la bourgeoisie serbe, l'accès à la mer n'a pas, contrairement à ce qu'on se plaît à répéter, pour premier objectif d'émanciper économiquement le pays lui-même, - toute la politique économique et financière de la bourgeoisie au pouvoir consiste en effet à aliéner en permanence le droit du pays à disposer librement de ses ressources et à enchaîner le peuple à la dette, pour se procurer à elle-même les moyens de maintenir sa domination - mais signifie avant tout l'émancipation du système économique-financier sur lequel repose sa domination. L'accès à la mer représente pour le système protectionniste le seul moyen de se libérer de sa dépendance vis-à-vis de l'étranger, de n'être obligé d'en rabattre devant personne. La bourgeoisie capitaliste n'est certes pas encore de taille à exercer une influence décisive sur l'orientation de la politique de l'État, mais le gouvernement ne peut se permettre de trembler à l'idée que l'entreprise va faire des victimes, non seulement parce que celle-ci va assurer une totale liberté de communication avec le reste du monde, mais aussi parce qu'elle va lui donner les moyens de se maintenir au pouvoir. C'est pourquoi un travailleur national et écrivain patriotique de chez nous a pu écrire avec une rare franchise : *Une guerre qui ne garantit pas le libre accès des marchandises serbes au marché mondial ne mérite pas de s'appeler guerre de libération !*

C'est ainsi que la politique albanaise du pouvoir serbe incarne l'errance aventuriste d'un désespéré qui, sans avoir aucune chance de réussir et ni aucun but vraiment clair, gaspille le meilleur de ses forces à tenter d'échapper à la banqueroute dont le menace directement toute son orientation économique et politique.

3 *Le cuisant échec de la politique de conquêtes territoriales*

Durant les guerres balkaniques, la bourgeoisie a su habilement exploiter la ferveur préparée dans les masses populaires par des années de politique dite "d'émancipation économique" et qui avait culminé entre le début de la guerre douanière et l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Elle tabla dans ses calculs sur un matériel humain disposé à accomplir les plus folles prouesses et à accepter des sacrifices allant au-delà des obligations imposées par la discipline militaire. Et emportée par la douce ivresse que lui procurait le sentiment d'avoir en main tout un pays sur le pied de guerre, la bourgeoisie, usant et abusant des forces de la nation sans s'embarasser des limites du possible, se lança dans les aventures les plus délirantes. Le comble de ces égarements a été atteint avec la tentative de se créer un débouché maritime *en conquérant l'Albanie*. La nature proposait à la Serbie deux routes possibles pour accéder à la mer : la première mène à Bar en passant par le Monténégro et traverse des régions qui appartiennent à deux États serbes et au peuplement presque exclusivement serbe. La deuxième, suivant la vallée du Vardar jusqu'à Salonique, est la voie que la nature elle-même a destinée à être l'axe central des liaisons économiques de la péninsule balkanique avec le reste du monde. Pour ce qui est de la deuxième route, comme nous allons le voir, la bourgeoisie des micro-États balkaniques a été incapable de surmonter les tendances séparatistes et de faire du port de Salonique ce à quoi le destinait la particularité de sa situation naturelle, à savoir, pour les trois pays, un grand portail ouvrant sur le monde. Les possédants, serbes et bulgares tout spécialement, ont servi au contraire à leurs peuples la catastrophe de Bregalnica³², en sorte que Salonique est restée sous la souveraineté exclusive des Grecs, autrement dit de ceux qui en ont le moins l'utilité et en feront le moins usage. Pour réaliser le rêve qui la hante, la bourgeoisie serbe n'a même pas été capable de mettre fin aux prétentions exclusives des dynasties serbe et monténégrine et de réunir les deux pays, habités par le même peuple de part et d'autre, en un seul État qui lui aurait ouvert un accès direct à la mer. Non, aujourd'hui on plante des poteaux-frontières entre ces deux pays cousins, alors même

32 Batailles ayant opposé sur la rivière Bregalnica du 30 juin au 8 juillet 1913 les armées bulgare et serbe lors de la deuxième guerre balkanique.

qu'on ne trouvera pas dix personnes ni d'un côté ni de l'autre pour comprendre et approuver ce genre de mesure. Les gardes royales qui vont avoir à surveiller cette ligne de démarcation seront là pour témoigner de l'incapacité de la bourgeoisie à réaliser l'unité nationale.

Au lieu de chercher à se donner un débouché maritime en suivant les routes tracées par la nature, ce qui aurait impliqué une bataille systématique et résolue contre les tendances au séparatisme, le gouvernement a conclu avec ses alliés des accords entérinant ce séparatisme. Par là, la bourgeoisie s'est empêchée elle-même d'emprunter l'une de ces deux routes. Avec ce renoncement, elle s'est mise de son propre chef dans l'obligation de se frayer un passage dans les monts karstiques albanais, à travers des régions peuplées d'un élément différent et compact, un peuple qui avait incarné dans l'ancienne Turquie d'Europe la plus opiniâtre des résistances. En même temps, c'est une région fortement impliquée dans les manœuvres expansionnistes de deux grands puissances européennes. À mi-chemin déjà, la défaite de cette politique était complète, et cette expérience chèrement payée nous a maintenant avertis de ce que veut dire l'influence austro-italienne, en sorte que plus personne désormais ne songe à se demander ce que nous coûteraient la conquête du pays et la soumission du peuple albanais.

Avant toute chose, sous l'angle des communications avec le reste du monde, l'Adriatique n'est pas sans présenter de graves défauts :

1. L'Adriatique n'a plus pour le commerce l'importance qu'elle a eue autrefois. Les ports n'y sont plus comme il y a quelques siècles des relais où le trafic mondial fait étape. Ils ne sont même plus des centres où s'échangeraient les produits balkaniques. Les grandes routes internationales qui passent par la Méditerranée ne se croisent plus dans l'Adriatique, elles passent habituellement au loin et convergent à Salonique, qui est devenue de ce fait une place importante du commerce avec l'orient non seulement pour les Balkans, mais aussi pour l'Europe Centrale. Si, dans son désir de s'intégrer librement au vaste marché mondial, le commerce serbe était dirigé vers un des ports de l'Adriatique, il se retrouverait derechef nez à nez principalement avec les compagnies de navigation et les marchés austro-hongrois et italiens.

2. Même si la Mer Adriatique répondait pour notre pleine satisfaction aux besoins de notre commerce, le sens de circulation des marchandises ne se détermine pas arbitrairement et indépendamment des directions que suit le commerce mondial. Or, comme l'a abondamment montré le professeur Cvijić, celui-ci aboutit actuellement à Salonique. Ce port est le point de départ de l'axe Vardar-Morava auquel l'essor de l'Europe Centrale et l'avancée de son emprise économique sur l'orient asiatique ont donné une grande importance en Europe. Il a attiré à lui tout le commerce en provenance de la Vieille Serbie et de la Serbie actuelle. Dans la Serbie d'autrefois, les échanges s'orientaient vers le nord, dans la Vieille Serbie et en Macédoine, c'était vers le sud, et à condition

que de part et d'autre on fasse preuve d'un esprit accommodant, la réunion de ces deux régions en un seul État global ne devrait rien y changer. La direction nord-sud, en revanche, ne peut être artificiellement transformée en direction est-ouest, même si on le souhaitait pour des raisons politiques. Toutes les mesures volontaristes prises dans cet objectif - par exemple dans le domaine ferroviaire - demandent des sacrifices énormes et représentent pour l'économie un fardeau semblable à celui qu'imposerait la construction de voies ferrées stratégiques. Mais si le gouvernement serbe, pendant qu'il s'attaquait à l'Albanie, a négligé de sécuriser le transit de notre commerce par Salonique, alors cette guerre fratricide n'est pas seulement un crime perpétré contre le peuple serbe, mais aussi un crime commis pour le compte d'*autrui*.

3. Un débouché sur l'Adriatique comme soupape de sécurité en cas de distorsion de nos relations avec le nord et le sud, imposerait à notre économie des sacrifices disproportionnés. En premier lieu, pour aménager un port de niveau correct, il faudrait surmonter des obstacles importants. Le meilleur connaisseur des Balkans, le professeur Cvijić, écrit : "Dans le secteur occupé par l'armée serbe il n'existe qu'une baie qui puisse convenir, la baie de Durrës. Bien qu'elle soit ensablée, avec pour cette raison une profondeur de seulement 6 à 10 mètres, et qu'elle soit exposée aux vents du sud et du sud-ouest, on pourrait y construire un excellent port de commerce, mais, il faut le dire, à condition d'engager des *frais très importants*."³³ Les autres criques de cette côte nécessiteraient eux aussi de grands travaux si l'on voulait les utiliser pour des installations portuaires.

Mais toutes ces dépenses qu'occasionnerait la construction d'un port et d'une ligne de chemin de fer ne sont rien en regard des montants vertigineux qu'engloutirait la sécurisation nécessaire de cette voie de communication. Que la Serbie obtienne ne serait-ce que l'espace minimal pour une ligne ferroviaire, ne serait-ce qu'un corridor plus ou moins large ou plus ou moins étroit, il faudrait alors empêcher la population albanaise de bouger, et cela entraînerait des dépenses telles qu'un bon commerçant y regarderait à deux fois. Plus ce corridor serait large, plus le coût en serait élevé. Pour s'assurer de la soumission de toute l'Albanie septentrionale, une région sur laquelle on a pu avoir des vues, la Serbie devrait y installer des garnisons dotées d'effectifs importants, et sans aucun doute faire couler le sang tout au long de l'année pour "ramener l'ordre". L'acheminement des exportations serbes vers l'Adriatique s'accompagnerait d'un renforcement continu du militarisme, de mobilisations à répétition et de terribles guerres coloniales. C'est la politique du panier percé. L'Algérie a coûté à la France plus que l'indemnité de guerre qu'elle a payée à l'Allemagne. Les colonies sud-africaines ont coûté à l'Allemagne plus d'un milliard de marks et ne lui ont rien apporté. Empêtrée en Albanie, la Serbie s'apercevrait alors qu'il est bien plus facile de se mettre au niveau des autres États européens

33 cf. Jovan Cvijić, *L'accès de la Serbie à la Mer Adriatique*, *Courier de la Société de géographie*, Année II/2, p. 198. D.T.)

lorsqu'il s'agit de perpétrer des atrocités aux dépens des peuples conquis que lorsqu'il s'agit de faire face aux sacrifices indispensables pour mater la résistance de ces peuples. Et si la Serbie n'est pas en état de progresser économiquement, ne serait-ce que d'un pas, sans multiplier par deux le gaspillage de ses ressources pour des objectifs improductifs, on peut déjà prévoir qu'un jour ce seront des humains qui constitueront le gros de nos exportations, et eux ne passeront pas par l'Albanie, mais par l'Europe.

Arriver de cette façon à l'Adriatique en payant le prix d'une invasion de l'Albanie représente pour la Serbie une pure absurdité *économique*. Et vouloir assujettir le peuple albanais à cette fin s'est vite révélé être une absurdité *politique*. Si elle se lance dans une politique de conquêtes, c'est-à-dire une politique qui ne se réfère ni à des "droits supérieurs" ni à des "besoins impérieux", mais s'appuie exclusivement sur le droit du plus fort, le jeu est perdu d'avance pour la Serbie. En Albanie, elle a croisé la route de deux grandes puissances qui y occupent déjà une place plus importante que la Turquie elle-même. Peu importe que par elle-même, l'Albanie ne vaille pas les sacrifices que l'Autriche-Hongrie et l'Italie font pour elle, l'enjeu n'est pas l'Albanie elle-même mais l'influence qu'à partir de l'Albanie, on peut exercer sur l'Adriatique et dans les Balkans. Est-ce que le gouvernement de M. Pašić a correctement mesuré la résistance que ces deux États allaient lui opposer, est-ce qu'il a surestimé le soutien de ses "amis"? - la question ne manque pas d'intérêt, mais pour nous ici, elle pèse peu en regard du fait qu'en se posant en puissance conquérante dans ses méthodes et ses prétentions tout en ne disposant que des forces d'un gnome, la Serbie a sans le vouloir fait que la question albanaise se résolve selon les souhaits de ceux qui, pour satisfaire leurs appétits, ont sous la main des moyens bien plus conséquents et incomparablement plus développés.

À notre époque d'impérialismes majeurs, la politique conquérante dans laquelle s'est lancée une petite Serbie économiquement sous-développée qui aurait plutôt eu pour vocation d'unifier, et non d'étrangler ses petits voisins, s'est révélée être une absurdité économique et politique, une contradiction *in adjecto*, une politique complètement fantasmagorique.

Le rêve d'un débouché sur l'Adriatique obtenu en conquérant l'Albanie, appartient désormais au passé, mais son ombre portée va encore longtemps assombrir le ciel au-dessus du peuple serbe. La Serbie avait voulu, 1) un accès à la mer, 2) une colonie à elle, et en fin de compte, elle n'a ni l'un ni l'autre, et pis : elle s'est fait, du pays qu'elle pensait coloniser, un ennemi mortel. Elle avait voulu éliminer les influences étrangères en Albanie, et elle n'a réussi qu'à les renforcer encore davantage. Elle avait voulu, en frappant un grand coup, imposer sur la côte adriatique une solution radicale et définitive en sa faveur, mais n'est arrivée qu'à confirmer définitivement l'hégémonie des puissances étrangères. Ses ambitions maritimes ont abouti à un résultat qui en est la négation exacte, parce qu'elle a pris à l'envers les moyens de les satisfaire : *ce qu'il était seulement possible d'obtenir en*

bonne intelligence et avec la collaboration amicale d'une Albanie libérée, on a voulu l'avoir contre elle et malgré elle. La méthode conquérante a valu à ses aspirations maritimes une défaite sans appel.

4. L'occupation militaire de l'Albanie

Au moment d'aller occuper l'Albanie, le gouvernement n'avait pas plus réfléchi ni étudié les coordonnées de la situation qu'un citoyen privé quand il va faire sa promenade habituelle. Comme le contexte politique et militaire avait été totalement négligé et qu'aucune précaution de cet ordre n'avait été prise, cette initiative risquée ressembla au début à une "balade", une promenade d'agrément, mais celle-ci a inscrit dans la mémoire du peuple serbe le souvenir ensanglanté d'une année de guerre sous la conduite de la bourgeoisie et la totale indifférence de celle-ci à la vie humaine.

Un admirateur a comparé la marche des troupes serbes en direction de l'Adriatique au passage des Alpes par Napoléon. Pour ce qui est des simples soldats, ils ont effectivement vaincu d'énormes obstacles d'une façon qui force l'admiration. Mais du côté des états-majors politiques et militaires, accumulant étourderies sur étourderies, aberrations sur aberrations, victimes sur victimes, le manque de sérieux contraste violemment avec l'esprit de sacrifice de la troupe. Ce fut un carnage continu du début à la fin. Voici en quels termes D. Mašić, le correspondant de la revue *Obzor* à Zagreb, raconte la campagne de la division "Drina":

"Le septième jour de cette marche éprouvante a fait un grand nombre de victimes dans l'armée serbe. Elle n'a reçu aucun ravitaillement pendant trois jours. Ni vivres pour les hommes ni fourrage pour les chevaux. *Des marches forcées dans le froid et sous la pluie, le manque de sommeil, la faim avaient tellement épuisé les soldats qu'ils avaient du mal à tenir debout.* À tout moment, un cheval pouvait déraiper et être précipité dans un ravin avec son chargement et les munitions. Les hommes s'arrêtaient, prenaient les munitions sur leurs épaules, et *s'écroulaient eux-mêmes, surchargés et à bout de forces.* On avait le sentiment que si ce régime devait durer encore un jour de plus, personne ne sortirait vivant de ces montagnes désertiques. Et pourtant on continuait en silence. *Et ainsi toute la journée, constamment soumis à une pluie battante, cette armée marchait moins qu'elle ne se traînait en colonnes étirées laissant derrière elles les moins résistants, les malades et les morts.*"

Partie de Prizren et passant par Orosh, la division Šumadija est passée par tout autant d'épreuves et a subi tout autant de pertes. Voici le tableau qu'a fait un officier de ces troupes affamées :

"À ce moment-là, le pain était devenu une friandise rare, mais j'ai quand même eu la moitié d'un pain - offerte par un de mes soldats *qui l'avait payé 4 dinars.* Le lendemain, un pain se vendait à 5-6

dinars, et un cavalier a payé 8 dinars un pain de guerre et un morceau de lard. Quand ensuite il n'y a plus eu de pain du tout, le prix du maïs a bondi à son tour. Un petit épi de maïs de montagne long de 12 à 15 cm se vendait le dernier jour cent sous la pièce. *Ces prix extravagants ne peuvent donner qu'une idée bien pâle de la faim et des souffrances que nous avons endurées.*"

Et si les officiers en étaient là, que dire du calvaire des simples soldats qui, de toute la durée de la guerre, n'ont jamais reçu le moindre kopeck ?³⁴ Dès le début de la campagne, le détachement de l'armée serbe envoyé sur la côte a laissé derrière lui comme traces de son passage toute une traînée de tombes creusées pour les soldats morts de faim, d'épuisement, ou encore de froid faute de capotes et de toiles de tente. Qui est responsable ? Face aux troupes serbes incapables, vu leur infériorité numérique et leur épuisement physique, de soutenir la moindre confrontation sérieuse avec des tribus albanaises bien organisées, celles-ci se sont comportées avec dignité en observateurs neutres, mais indépendants, engagés par leur parole et acceptant les assurances condescendantes à elles données sur les intentions "pacifiques" de l'expédition militaire serbe. Avec l'autorité que lui confère son rôle de chef de tribu, Prenk Bib Dada a laissé passer les troupes serbes affamées, loqueteuses et déchaussées, fourbues jusqu'à la moelle des os, à condition qu'elles ne créent pas de troubles et ne s'avisent pas de faire le moindre mal aux Mirdites. Les commandants ont veillé encore plus scrupuleusement à ne pas toucher au nid de frelons des Malisorci.

L'attitude adoptée par les tribus albanaises venait de ce qu'elles étaient convaincues, en vertu des assurances données par Vienne et Rome, que l'autonomie de l'Albanie était chose garantie et que les troupes serbes seraient obligées de se retirer. On avait laissé Napoléon passer les Alpes parce qu'il était prévu qu'il serait obligé de rebrousser chemin.

La grande majorité de nos soldats en Albanie a été victime de maladies, principalement d'épuisement et de dysenterie, *suite logique et naturelle de la faim et d'un matériel dans un état déplorable*. Voilà ce qu'on a fait subir à la malheureuse piétaille des ces exploits napoléoniens, livrée à la grâce de Dieu, sans que jamais les dirigeants politiques et militaires n'aient réfléchi un seul instant à leur simple équipement ni à leur approvisionnement. Prêts sans états d'âme à exécuter de leurs mains ou à tolérer qu'on exécute les soldats qui s'étaient écroulés de faim et d'épuisement, les chefs militaires n'ont même pas fait preuve d'une pincée de l'esprit qui animait le commandant russe quand, en franchissant les Alpes, il marqua à l'égard de son armée affamée, en s'enfermant dans le même enfer, autant de loyauté qu'elle en avait montré envers lui. Toute cette marche a été faite d'une succession ininterrompue de maux infligés par les forces aveugles que sont la faim, l'épuisement, la schlague et le revolver.

34 Nous renvoyons le lecteur aux précieuses notes du camarade Kosta Novaković dont la publication a commencé dans la *Borba* le 1er janvier sous le titre *Quatre mois en Albanie centrale*. (DT)

Un exemple, dans les lignes qui suivent, va bien montrer quel cas on a fait de la vie de ces hommes. Sur ordre du commandant, de petits contingents de soldats étaient laissés au fur et à mesure tout au long de cette route de plusieurs centaines de kilomètres comme postes de relais. D'un point de vue strictement militaire, la stupidité de cette mesure saute aux yeux, tout comme était évidemment prévisible la tragédie qui les attendait au beau milieu d'une population albanaise enragée par les atrocités de l'armée serbe dans les provinces de l'est. Les malheureux soldats se sont retrouvés submergés par cette vague de fureur. Dans certains postes, plus personne n'est là pour raconter ce qui s'y est passé, et les familles recherchent encore leurs proches en insérant des petites annonces dans les journaux, mais sans résultat. Incendier les villages et massacrer la population pour se venger ne peut en aucune façon compenser ces vies inutilement perdues.

Sans fin est la liste des inepties et des pertes, qui ont en fin de compte décimé toute la division envoyée sur la côte. Comme la tâche assignée dépassait à tous égards les moyens dont on disposait, on envoya en avant-garde à *Dajç*, là où avait eu lieu le premier désastre dans les affrontements avec la garnison de Shkodër, quelques unités de réserve de la division « Drina ». Sans toiles de tentes, et en plein karst, sans même de bois à ramasser pour alimenter un feu, les hommes sont morts de froid en montant la garde. Après la première attaque sérieuse lancée par les troupes fraîches de la garnison de Shkodër, la division « Drina » a été contrainte de reculer, laissant derrière elle des monceaux de cadavres que les unités de la Šumadija arrivées en renfort mirent plusieurs jours à ramasser et enterrer.

Mais c'est le *carnage de Brdica* qui a marqué le comble de cette désinvolte insouciance envoyant des hommes à la mort pour des prouesses militaires parfaitement absurdes et dénuées de toute chance de succès. Un voile épais enveloppe encore cette boucherie. Les fortifications de Shkodër sont ce qu'il y a de plus moderne dans le genre, la Turquie veillant tout particulièrement à ce que cette pointe avancée tout au bout de l'empire ait les meilleures défenses possibles. Les tranchées sont dissimulées, souterraines, invisibles de l'extérieur, et quand la bataille commence, on ne sait pas d'où viennent les tirs. La progression des assaillants est entravée par plusieurs lignes d'obstacles de toutes sortes, en particulier des sauts-de-loup qui peuvent être creusés sous l'eau et des barbelés fixés à des poteaux en béton scellés à la base dans du ciment. Toute la fortification est défendue, non seulement par le feu de l'infanterie postée dans les tranchées abritées, mais aussi par une artillerie fournie, spécialement des canons du plus gros calibre.

De telles fortifications ne peuvent être enlevées à mains nues, avec seulement le soutien de quelques batteries de montagne, et sans même un seul canon de campagne : nul besoin d'une intelligence militaire hors pair pour s'en rendre compte. Pourtant, l'assaut fut ordonné le 26 janvier, et valut au peuple serbe, de toute la guerre serbo-turque, la plus délirante et la plus grave des

catastrophes. La nouvelle de cet effroyable carnage arriva par hasard à Belgrade en provenance du Monténégro, et la *Štampa* de Belgrade ne s'y trompa pas quand dans l'article intitulé *La bataille de Brdica*, elle dénonça cette tuerie en écrivant : "Le sentiment général est que là, on a compté les pertes humaines pour rien. Le vie humaine a perdu la valeur qu'elle avait autrefois, elle ne vaut maintenant ni plus ni moins *qu'un pet de lapin !*"

Quelques jours plus tard, un "expert" derrière lequel se cache certainement quelque officier, écrit dans le même journal sous le titre *Un crime* :

"Tous les jours percent sur la place publique d'horribles détails concernant l'effroyable boucherie à laquelle on a mené la division de la côte à Brdica. Le gouvernement, à la vérité, continue à entourer cette sanglante tragédie du plus épais mystère et à éviter de rendre publiques les pertes subies par notre armée dans cette entreprise complètement folle. Mais maintenant que notre propre enquête à Muriqan a été publiée, l'opinion est tellement choquée par ce *crime perpétré à l'encontre de l'armée serbe* que le silence et la dissimulation ne servent plus à rien. *À Brdica, environ 1300 soldats et 39 officiers serbes sont morts pour rien.* Il faut que les responsabilités de ce carnage inutile soient établies."

Les chiffres exacts des pertes subies à Brdica n'ont toujours pas été publiés, ils sont notablement supérieurs à ceux évoqués dans l'article cité, et du côté monténégrin, c'est d'un multiple de ceux-là qu'il faudrait parler. Des milliers d'hommes ont été envoyés à la mort comme s'il s'agissait de simples boulettes de terre glaise et qu'on pensait que ce ne serait une perte pour personne. Au lieu de répondre à ces accusations en donnant des informations, l'organe du parti gouvernemental *Samouprava* [Autonomie] écrit que "le 26 janvier avant l'aube, le commandant de la division a reçu du Haut Commandement monténégrin l'ordre exprès d'attaquer Brdica." L'assaut a été lancé sur l'heure, et selon le journal officieux du gouvernement, c'est grâce à cela que l'une des positions des défenseurs est tombée entre les mains des Monténégrins ! Donc, soit le commandant a envoyé *en toute conscience* au massacre quelques milliers de ses hommes pour pouvoir se prévaloir d'un succès douteux sur le front monténégrin, soit il a *sacrifié* quelques milliers de victimes par déférence envers la haute personnalité du commandant suprême des troupes monténégrines. Il devient manifeste que toute cette entreprise a été décidée pour des raisons totalement étrangères aux règles de base de la guerre, quand on voit qu'une seule colonne a été envoyée dans le piège et qu'isolée, elle a péri sans avoir ni secours ni appui ni à droite ni à gauche. C'est ainsi que les murailles de Shkodër ont assisté à *une sanglante partie de jeu stratégique* destinée à satisfaire la vanité monarchiste du kleptomane qui a enterré sous ces remparts son malheureux bout de pays.

Un mois plus tard s'est produite la terrible *défaite de San Giovanni di Medua*. Les troupes amenées par bateau depuis Salonique pour renforcer le siège de Shkodër passèrent dans le port une

journée entière sur leurs embarcations à attendre que quelqu'un les prenne en pitié et les fasse débarquer, et c'est dans cette situation que le croiseur turc *Hamidia* les a surpris. La catastrophe de Brdica n'avait absolument pas servi de leçon, et on ne s'est pas davantage préoccupé de parer aux périls menaçant la troupe. À Brdica, aucun officier d'ordonnance n'est venu apporter à temps l'ordre de battre en retraite, à Medua, le *Hamidia* n'a pas prévenu de son arrivée ! Rien n'a été fait de ce qui pouvait se faire pour sauver les hommes. Dans le numéro de Noël du *Pijemont*, le commandant Radoje Janković a l'élégance d'écrire que "le capitaine du bateau et l'équipage ont oublié de procéder au sauvetage des soldats - la discipline se relâche quand on sent soi-même en danger. La pagaille met à mal le sang-froid. *Aucun canot de sauvetage n'a été mis à la mer.*" Les soldats ont été abandonnés, laissés à la merci du *Hamidia*, qui a dirigé toute la puissance de feu de ses canons sur le bâtiment plein de soldats, le *Verveniotić*. Le commandant Janković décrit dans les termes suivants ces heures désespérées :

"Le vacarme des canons transforma d'un coup toute la scène. En un seul instant, on sentit tout le tragique de ce jour de malheur. Leur barda sur le dos, des soldats se jetaient dans l'eau d'une hauteur de plusieurs mètres. Les blessés se mettaient à l'abri pour s'appliquer des pansements. Les éclats d'acier causaient d'horribles blessures. D'autres se laissaient descendre le long des cordages, à dix sur un seul cordage. L'un d'eux s'est rompu ! Toute la fureur du *Hamidia* se déversait sur le *Verveniotić*."

Et dans ces instants désespérés, alors qu'il n'y avait plus de chef pour donner des instructions, ou du moins pour partager le sort de ses hommes s'il ne pouvait rien faire, deux soldats sans épaulettes, un sergent et un caporal, firent pivoter leurs deux petits canons jumeaux et décidèrent, pour sauver leurs camarades, de faire face avec eux aux énormes canons du bateau de guerre ! Le *Hamidia* recula, laissant derrière lui un paysage de désolation.

"Autour du bateau flottaient des capotes militaires, des havresacs, des crosses brisées, des sangles et autres objets témoignant de la catastrophe. Des bonnets de soldats sans propriétaire nageaient un peu en dessous de la surface de l'eau, comme de grandes algues. *Un peu partout, on voyait les malheureux qui avaient coulé, entraînés par le poids de leurs cartouchières pleines : effleurant des pieds le fond sableux de la mer, ils oscillaient comme des plantes sous-marines. Les mains des noyés avaient blanchi. Ici et là, une main serrait encore convulsivement un fusil. Une vague en poussait une autre vers le large ...*

Une petite vague berce un *dvojnice*³⁵ tout neuf. Ici et là, une tête apparaît. La vague la recouvre et fait flotter les cheveux de côté et d'autre, on voit le dessus du crâne. L'eau emporte de beaux garçons du *Podrimlje* comme des feuilles mortes. Pour la première fois depuis qu'ils sont en guerre, **la force**

35 *dvojnice* (au pluriel en serbe): flûte à bec à double conduit. cf. <http://www.instrumentsdumonde.fr/instrument/67-Dvojnice.html> [NdT]

n'est pas de leur côté. Les héros de Zebrnjak, d'Abdi-Paša et de Bakarno Gumno sont là, vaincus. Sur chaque visage un désir qui n'a pas eu le temps de s'exprimer. Leurs fiancées les attendent, leurs vergers bourgeonnent, mais leurs yeux sont morts."

Dieu seul sait où se serait arrêtée cette enfilade de stupides initiatives et de sacrifices de vies humaines si Shkodër n'avait pas capitulé et si l'Europe n'avait pas pris en main la question de l'Albanie. Le gouvernement serbe aurait retiré du théâtre des opérations macédonien de nouvelles troupes, les unes après les autres, pour combler les vides laissés par ceux qu'avaient engloutis et broyés les congères du karst albanais, la faim, la maladie, la boue de Shkodër et la Mer Adriatique. En raison d'un conflit, qu'aucune partie n'avait souhaité, entre la division serbe en Albanie et les restes de l'armée de Džavid, toute la division de la Morava est entrée en Albanie, et que se serait-il passé si les Albanais n'avaient pas calmement attendu la solution apportée par l'Europe ? Mais les "sauvages" tribus albanaises ont mieux compris que le gouvernement serbe toute l'importance de cette solution pour l'Albanie. Attendant le moment de raccompagner les troupes serbes à leur point de départ, elles ont beaucoup mieux su s'épargner des victimes superflues que ce pouvoir qui prêtait l'oreille aux funestes suggestions de la Russie. Et pour finir, après 6 mois passés à endurer la faim, les souffrances et le délabrement physiques, à voir gaspiller des vies humaines de façon absurde, les malheureux restes des unités envoyées sur le littoral rebroussèrent chemin, laissant derrière eux comme seul souvenir de leur passage plus de 5000 tombes militaires et la haine de toute une population.

5 Guerres coloniales

Apparemment, seul, le gouvernement de M. Pašić a été surpris par la farouche résistance que les tribus albanaises des montagnes ont opposée à l'occupation militaire du pays. Il avait oublié que si la Turquie était une Terre Promise pour les traditions de ces montagnards, s'ils étaient liés au monde musulman par de très forts liens religieux, cela n'avait pas empêché qu'une bonne partie des forces turques se soit trouvée bloquée dans ces contrées karstiques, que les révoltes y relèvent de la vie ordinaire, que ce fut de là qu'est parti l'un des coups les plus durs portés au régime des Jeunes Turcs. La Turquie avait eu énormément de mal à obtenir la soumission des Albanais et à les y maintenir, alors qu'elle disposait en Anatolie d'un très abondant réservoir de matériel humain qu'elle pouvait, en cas de nécessité, envoyer contre des rebelles européens, contre les tribus albanaises, de la même façon qu'elle utilisait celles-ci contre les chrétiens s'il le fallait.

Le gouvernement serbe ne s'était guère préoccupé des ces questions. Non seulement il n'avait pas anticipé la résistance que lui opposeraient naturellement les tribus albanaises, mais il la provoqua dans les faits en traitant, à la manière de tous les conquérants, la population albanaise comme une sous-humanité ne méritant que l'usage de la force brute. Enivré par les succès militaires inattendus remportés contre la Turquie, le gouvernement, comme toute la bourgeoisie serbe, se prit d'une croyance fétichiste à la force militaire comme *unique* moyen de régler définitivement ses problèmes. Il expédia l'armée en direction du littoral maritime sans lui donner aucune directive politique, lui fit occuper une grande partie des territoires albanais sans délivrer aucune instruction impérative sur la conduite à tenir vis-à-vis des fières tribus albanaises, et donna ainsi la première impulsion à la guerre permanente qui s'est menée à la frontière et a fait de nombreuses victimes des deux côtés. Il ne vint même pas à l'esprit des représentants de la politique officielle de se demander combien de vies auraient pu être épargnées si on avait défini pour l'armée une ligne de conduite à respecter dans ses rapports avec la population occupée, en tenant compte de ce que ces tribus s'opposeraient farouchement à toute détérioration de conditions de vie déjà difficiles et à toute atteinte arrogante à leurs coutumes.

Dès que la soldatesque arriva au contact de la population albanaise, livrée à elle-même et sans aucun encadrement politique, elle commit de tels saccages que le peuple albanais n'eut pas d'autre issue que de livrer un combat désespéré pour sa survie. C'est ainsi que s'est enclenchée cette *série de heurts armés de type colonial* qui, avec de plus ou moins longues interruptions, n'ont pas cessé depuis que l'armée serbe a franchi la frontière turque et dont on ne voit aujourd'hui encore pas la fin.

Sourde et aveugle devant les pires exactions coloniales de la soldatesque, la presse bourgeoise s'est mise à pousser des clameurs d'enfer contre les "atrocités albanaises", et ces clameurs enflèrent d'autant plus que le gouvernement étalait son impuissance à résister à la pression des ses puissants rivaux au sujet de l'Albanie. Même les tribus africaines, assurément sauvages et primitives, n'ont pas accueilli l'envahisseur européen en lui baisant ses blanches mains. On pouvait encore moins espérer pareil accueil de la part des Albanais, qui nourrissaient déjà des aspirations politiques pour lesquelles ils avaient consenti au cours des dix dernières années de douloureux sacrifices, et qu'auraient dû prendre en compte tous ceux qui n'étaient pas à priori résolus à se battre jusqu'à l'extermination de l'adversaire.

Le soulèvement albanais de septembre³⁶, qui a contraint la Serbie à mobiliser de nouveau près de trois divisions, est un exemple classique du mode opératoire sur lequel se déclenchent les guerres coloniales. L'armée serbe occupait une bande de terre qui s'étendait de l'est du pays jusqu'aux

36 Il s'agit du soulèvement de septembre 1913, quand les affrontements prirent une autre dimension à la frontière entre la Serbie et l'Albanie [NdE]

premiers défilés et gorges des montagnes. Elle s'interposait ainsi entre le laboureur et son champ, entre le bétail et les pâturages, entre les troupeaux et les abreuvoirs, entre le village et le moulin, entre l'acheteur ou le vendeur et la place du marché, entre la campagne et la ville, entre l'ensemble des hameaux des montagnes et leur centre économique qui était aussi leur grenier à céréales. L'Albanais d'en face n'avait pas le droit de se rendre sur sa terre située de ce côté-ci. Toutes les sources de vie étaient coupées. Désespéré et affamé, le peuple a d'abord demandé à avoir librement accès aux marchés, et, quand cela aussi lui a été refusé, placé devant l'alternative, ou de mourir de faim, ou de tomber sous les balles, il choisit la deuxième option. Il est possible qu'aient été mêlés au soulèvement divers agents, autochtones ou étrangers, et le gouvernement s'est méthodiquement employé à détourner l'attention publique de ce côté-là, mais c'est lui et M. Pašić à sa tête qui leur ont préparé le terrain en soulevant l'hostilité de la population albanaise alors qu'ils auraient pu se servir des mêmes moyens pour soulager sa situation et se la rallier.

Mais le régime militaire n'a pas seulement suspendu le cours des affaires et coupé les sources régulières de revenus, il a aussi *pillé* les réserves de nourriture humaine et animale dont disposait la population. L'organisation moyenâgeuse du ravitaillement des troupes a fait que pour apaiser un tant soit peu la faim des soldats, on a affamé les gens du cru. Ce système de ravitaillement a rempli les poches d'un grand nombre de fonctionnaires civils et militaires arrivés dans ces régions pourvus d'une bonne expérience de ce qu'on peut faire avec de l'argent. En Serbie, il n'a pas diminué pour le peuple la charge des dépenses de guerre, il lui a au contraire ajouté un fardeau encore plus pesant, le coût de la répression des révoltes ainsi attisées.

Le gouvernement a légalisé ce pillage et l'a même aggravé en introduisant des *taxes contributives* à percevoir par les pouvoirs civils et militaires dans les nouvelles régions. Pour illustrer le montant scandaleusement exorbitant de ces taxes, il nous suffira de citer quelques exemples : sur 100 kilogrammes sont prélevés pour l'alcool à brûler 117 dinars, pour le gaz 54,65, pour le sel 17,60, pour le sucre 30, pour la bière 20, pour l'huile 20, pour le café 100 dinars etc. *Sont donc frappés tous les produits qui sont le plus consommés par les masses populaires, ceux dont elles ne peuvent se passer.* Ces taxes ignobles ont été mises à la charge de populations déjà spoliées et privées des moyens de subvenir à leurs besoins, ainsi qu'à celle des pauvres appelés à servir dans l'armée s'il leur prend l'envie de prendre un café, s'ils doivent se procurer du gaz pour leurs tours de garde ou acheter un morceau de sucre pour neutraliser le goût âpre du pain de guerre rassis et moisi. Quand elle les envoie à la mort pour assurer un meilleur avenir à son système exploiteur, la bourgeoisie les fait suivre encore de son dispositif bien connu de fiscalité indirecte. Mais pour ne pas trop perturber les commerçants des nouvelles régions avec ces taxes auxquelles ils ne sont pas habitués, et leur indiquer comment s'y prendre, sur ordre du commandement suprême, les quittances portent la

mention : "L'importateur est habilité à faire acquitter par le consommateur la taxe prélevée sur cette marchandise."³⁷

Même dans des circonstances parfaitement normales, quand la vie économique suit un cours tout à fait régulier, un tel renchérissement du coût de la vie est déjà insupportable. Mais quand les sources régulières de revenu sont à sec, que les stocks ont été pillés, que le peuple n'a plus un sou vaillant, ces taxes ne lui laissent plus d'autre choix que de se battre avec l'énergie du désespoir pour sa survie. Quand on se représente tout cela : que personne n'a à répondre devant personne de la vie des Albanais, que l'armée a fait irruption dans des vies régies par des coutumes primitives avec sa logique brutale de la force, que sont arrêtés tous les circuits vitaux, que les humains et les animaux sont laissés sans nourriture, que les pillages s'en prennent aux petits comme aux grands, aux riches comme aux pauvres - quand on se représente tout cela, alors on a devant soi un cas-type de *genèse des révoltes* comme il s'en rencontre rarement. Sans parler des scènes épouvantables provoquées par la misère et la faim à Shkodër et dans les refuges où a été refoulée la population albanaise.

Et quand la révolte a éclaté, le gouvernement a annoncé par la voix d'un représentant du ministre des Affaires Étrangères, que les Albanais subiraient un "châtiment exemplaire", la presse bourgeoise a demandé qu'on ne fasse pas de quartier, et l'armée s'est exécutée. Les villages albanais que les habitants avaient fuis à temps ont été transformés en brasiers ardents, cependant que dans des crématoriums barbares, des centaines de femmes et d'enfants ont été brûlés vifs. Et tandis que les insurgés laissaient partir les officiers et les soldats serbes une fois désarmés, la soldatesque serbe n'épargnait ni leurs enfants, ni leurs femmes, ni leurs malades. Un tableau fidèle de cette barbarie est dressé dans les correspondances d'Albanie publiées dans le journal *Radničke Novine* [Journal Ouvrier] sous le titre *Sanglante vendetta de la soldatesque et furie monténégrine*³⁸. Il se confirme une fois de plus que *la révolte populaire des tribus les plus primitives est toujours plus humaine que les agissements d'une armée permanente utilisée par un État moderne contre une insurrection*. Le pouvoir serbe a inauguré son propre registre de tueries et d'atrocités coloniales et est désormais digne de rejoindre le club des possédants anglais, hollandais, français, allemand, italien et russe.

37 Les autorités ont poussé si loin la désinvolture que ces taxes sont prélevées en fonction du poids *brut*, donc aussi sur la tare, sur le poids du contenant ! Par exemple : une caisse de bière de 50 bouteilles pèse 120 kg: la taxe est calculée sur ce poids, bien que la bière elle-même ne pèse pas plus de 35 kg. C'est la même chose pour le gaz, l'alcool à brûler, etc. Pour l'alcool à brûler p.ex., les récipients sont habituellement en fer, mais les consommateurs paient la taxe non seulement sur l'alcool, mais aussi sur le fer - qu'ils ne voient pas. Résultat : *les taxes sont multipliées par deux et par trois*. [DT]

38 Articles publiés dans *Radničke Novine* n°223 et 239 du 22 octobre et du 9 novembre 1913. [NdE]

6 Bilan final de la politique de la bourgeoisie

À juste titre, un député de l'opposition bourgeoise a fait remarquer à l'Assemblée qu'à part la social-démocratie, personne n'avait contesté dans son principe la politique étrangère du gouvernement de guerre du Parti Radical pendant les événements. Le prix de cette bonne entente entre les groupes bourgeois a en vérité été plus élevé pour les radicaux que pour leurs adversaires. Si en effet, jusqu'alors le Parti Radical était, en matière de politique balkanique, partisan de *la méthode amiable pour assurer aux peuples des Balkans leur droit à la sécurité*, il est clair qu'au fil des événements, il s'est davantage rapproché de ses adversaires qu'eux ne se sont rapprochés de lui. Ce qui est sûr, c'est que l'orientation dite « réaliste » de la politique du gouvernement radical a été celle unanimement adoptée par la bourgeoisie et que M. Pašić était la personnalité la plus qualifiée pour la piloter.

Dans sa politique albanaise, mais cela est aussi vrai dans d'autres domaines, M. Pašić aime nous laisser dans l'incertitude sur ce qu'il veut réellement. Même dans son activité diplomatique, il reste avant tout le chef d'un parti qui s'est constitué à partir d'une petite bourgeoisie hésitante et peu sûre d'elle, et qui, porté par les événements, veille à compenser les limites de son horizon politique et ses difficultés à s'en tenir à une seule ligne par une certaine agilité et de petites astuces. Pendant les événements qui ont bouleversé les Balkans, cette indécision s'est d'autant plus propagée dans les cabinets ministériels des micro-États balkaniques que s'aggravait le décalage entre les appétits - féroces - et les moyens - limités. Elle s'est incarnée dans le grand art diplomatique de M. Pašić, capable de vouloir et en même temps ne pas vouloir quelque chose, cette politique du oui et non simultanés laissant à son manipulateur une grande liberté de mouvement qui lui permet de se retirer d'initiatives lancées le plus sérieusement du monde en les présentant alors comme des sortes d'essais tentés sans y avoir jamais vraiment réfléchi. Mais ces "essais", le peuple serbe les a payés au prix fort. Ce sont des essais et des questions de cette espèce qui ont marqué les journées historiques cruciales où se jouaient rien de moins que les destinées du pays et où il aurait fallu un investissement de toute l'autorité pour prendre les décisions qu'aurait imposées une évaluation réaliste des Balkans en général et de la situation réelle des peuples balkaniques.

Quelle est vraiment la situation et quelles décisions appelle-t-elle ?

La péninsule balkanique est une nation composite dans laquelle se croisent des mémoires historiques diverses. Certains territoires ont été dans l'histoire des pays autonomes, mais les uns et les autres se sont ensuite enchevêtrés et se barrent mutuellement le passage sur les routes qu'empruntent naturellement les échanges culturels et économiques avec le reste du monde. Cela vaut en particulier pour les régions du centre, la Vieille Serbie et la Macédoine, régions qui représentent un gros

morceau de l'héritage légué par la Turquie aux micro-États balkaniques. Quand les luttes résolues des masses populaires en eurent chassé le pouvoir turc, les possédants à la tête des micro-États balkaniques sont arrivés les mains pleines de projets de rattachement et de partage établis aussi bien sur la base de droits historiques et nationaux que sur celle de nécessités économiques et politiques. Mais hélas ! le partage ne pouvait se faire sans violer le principe des nationalités, sans mettre en danger l'existence de l'État, sans porter atteinte à des intérêts économiques concrets et passer par dessus des droits historiques, même si ceux-ci n'ont plus qu'une existence imaginaire. Salonique, par exemple, est le grand portail naturel des Balkans, et tout le monde a besoin de Salonique, mais Salonique est une et indivisible. L'artère économique des Balkans est indubitablement la vallée du Vardar, et celle-ci est aussi une et indivisible. Les frontières des empires médiévaux ont de même souvent bougé et se sont souvent chevauchées, raison pour laquelle les prétentions historiques des micro-États balkaniques se contredisent et sont incompatibles. Qui va, après cela, dire où s'arrête et où commence la frontière entre les peuple serbe et bulgare ? Comment réunir les Slaves macédoniens en une seule communauté nationale sans dépouiller les Grecs et les autres peuples de quelque chose ? Comment rassembler en un seul État national les Grecs et les Thraces sans voler quelque chose aux Turcs et sans que soient rompus les liens de la Bulgarie avec les Bulgares de la région de Salonique et jusqu'à Kostur ?

Ce ne sont là que quelques aperçus sur la multiplicité des questions touchant à la réalité concrète ou à l'imaginaire, sur le foisonnement des intérêts, réels ou prétendus, que le renversement de la domination turque a fait jaillir comme une gerbe d'eau giclant d'un tonneau éventré - et qui ne peuvent trouver de solution convenable que dans *l'institution d'une communauté politique nouvelle*. Un vaste tout englobant s'est effondré, mettant ces questions à l'ordre du jour, et la seule réponse qui fût à la hauteur tout en préservant la paix était *un autre tout, mais un tout de forme supérieure*. C'était la seule voie dont on pouvait être sûr qu'elle ne mènerait pas à la guerre, mais au rapprochement, à la liberté, à un renouveau et de façon générale au progrès dans les Balkans. Sans même parler de l'énorme bénéfique que représente l'élimination des guerres fratricides, une communauté des peuples balkaniques est fondamentalement la seule solution qu'on puisse apporter à la complexité de la question balkanique, celle qui mettrait tous les peuples de la région dans les conditions les plus favorables à un futur développement pacifique et fécond. L'ancienne domination turque une fois vaincue, seule, la création d'une communauté englobante nouvelle pouvait ressusciter une liberté nationale depuis longtemps perdue sans pour autant, en faisant de nouveau couler le sang pour mettre la main sur de nouvelles provinces, dévaster dans la foulée la liberté des peuples. Cette liberté a été étranglée par ces expéditions de brigandage avant qu'elle ait même eu le temps de renaître, confirmant le point de vue de la social-démocratie selon lequel *l'émancipation nationale des peuples*

balkaniques est impossible sans l'unification de l'ensemble des Balkans en une seule communauté qui les rassemble tous. Telle quelle, cette communauté lèverait les corsetages et blocages réciproques qui résultent de la multiplication des frontières, et ouvrirait à tous un libre accès à la mer. Les Balkans deviendraient un *seul* espace économique de vastes dimensions, dans lequel une vie économique moderne pourrait prendre son essor, cependant que chaque sous-ensemble se verrait garantir par l'entité unifiée la liberté de circulation, la satisfaction de ses besoins économiques et de façon générale un développement qui n'en serait que plus vigoureux. *Il n'y aura d'authentique émancipation économique pour les peuples balkaniques que dans une communauté économique des Balkans.* En même temps, l'unification politique et le progrès économique leur donneraient la capacité de résister aux visées impérialistes des États capitalistes européens.

S'il existe une évidence politique dans les Balkans, c'est bien la nécessité d'une union des peuples balkaniques. Il suffit d'examiner la situation réelle de la péninsule pour s'en convaincre : c'est sous nos yeux un livre tout grand ouvert, qui nous dit très précisément à quoi ressemble notre avenir. Et *pour les micro-États balkaniques, il n'y a de politique réaliste que celle qui se guidera sur ce principe de base.*

Replacée dans le grand drame balkanique, la campagne d'Albanie représente pour la Serbie un acte second qui fait directement le lien entre ce qui s'est passé au premier acte et ce qui va en découler au troisième. C'est celui où on s'écarte le plus visiblement du principe de l'union des peuples balkaniques, et où en même temps cette déviation se solde par la plus lamentable des déroutes. Comme cet acte s'est joué en dehors de l'embrouillamini des rapports historiques, ethnographiques et politiques qui caractérise les querelles au sujet de la Macédoine, c'est là qu'apparaissent le plus nettement les grandes lignes de la politique balkanique de la bourgeoisie. Ici aucun voile ne vient dissimuler l'intolérance des classes possédantes vis-à-vis des peuples étrangers, ici se révèlent dans leur brutale nudité la rapacité conquérante de la bourgeoisie et sa détermination à la satisfaire même au prix de crimes abominables, de ceux qu'elle avait jusqu'à présent réservés aux colonies d'outre-mer. Pour avoir, dès la conclusion des accords pour une action commune contre la Turquie, renoncé au principe d'une union de tous les peuples balkaniques, nous nous sommes épuisés et rompu les os pour rien dans l'aventure albanaise, et une fois chassés d'Albanie, on nous a envoyés, dans une guerre barbare et complètement aberrante, nous, et d'autres qui sont nos frères, nous couper la gorge les uns aux autres. Une faute en a entraîné une autre, un premier désastre en a engendré un deuxième. C'est ainsi que la politique « réaliste » de M. Pašić s'est vue sanctionnée par deux revers, eux très réels : en Albanie et à Bregalnica. À ceux qui tentent de justifier l'aventure albanaise par la fermeture de la route de Salonique et le crime de Bregalnica par l'échec en Albanie, on ne peut que remonter que ces deux désastres ont une seule et même cause : *le désir dont brûle la bourgeoisie, avec toutes les*

cliques et coteries de possédants, de conquérir de nouveaux territoires, et son incapacité à faire passer avant le séparatisme obtus de leurs intérêts de dominants, le principe d'une union de niveau supérieur tel qu'il était autrefois prêché par nombre de leurs représentants.

Le comportement de la Serbie, traitant l'Albanie en terre de conquête, a apporté une nouvelle preuve expérimentale de ce que, lorsque deux peuples balkaniques se combattent, cela aboutit à une catastrophe pour l'un comme pour l'autre. Et aussi de ce que la politique des classes possédantes secrète la haine entre les peuples.

Prôner la nécessité d'un travail commun avec les Albanais est maintenant devenu un exercice à haut risque. Se livrant à une compétition effrénée pour justifier une politique qui va dans l'autre sens, la presse bourgeoise a créé au sujet des Albanais tout un édifice d'idées mensongères et tendancieuses. Les méthodes barbares de la Serbie conquérante ne pouvaient de leur côté engendrer chez les Albanais qu'une haine sans fond contre nous. Il n'en avait jamais été ainsi. Comme le montrent les récits de Marko Miljanov, au temps de la Turquie, les tribus serbes et albanaises entretenaient des relations étroites. Ils étaient liés par des affinités sociales très fortes qui s'exprimaient dans nombre de coutumes, traditions et souvenirs communs, comme dans de nombreuses actions entreprises ensemble contre les autorités turques. Il y avait même fréquemment des liens de parenté entre elles. Selon les observations consignées par Miljanov, les Kući, Belopavličići, Hoti, Piperi, Klimenti, ne représentaient pas toujours deux groupes de tribus, l'un albanais et l'autre monténégrin, divisés en deux camps ennemis, ils étaient au contraire souvent engagés du même côté contre l'ennemi commun. Les souvenirs de cette proximité continuaient à être vivants chez les Albanais, comme en témoigne cette formule relevée par Dositej Obradović de la bouche des Albanais lors de son voyage : « Avec les Serbes, nous étions une seule lignée, une seule tribu ».

Un grand nombre de facteurs et d'événements postérieurs ont conduit à ce que, à la place de bonnes relations de voisinage et de sentiments de proximité, commencent à se répandre intolérance et hostilité. Ce qui y a le plus contribué, c'est d'un côté la politique de division délibérément menée par Constantinople, et de l'autre l'attitude de la Serbie et du Monténégro envers la population albanaise pendant les guerres contre la Turquie.

Pourtant, s'il y avait des pays qui remplissaient les conditions d'un travail en bonne entente avec les Albanais, c'était bien le Monténégro et la Serbie. Non seulement l'habitat mélangé et le cousinage des tribus voisines, mais aussi la complémentarité des intérêts auraient dû incliner ces deux peuples à s'accorder et à avoir des relations amicales. D'un côté, la route de l'Adriatique traverse les simples hameaux albanais, de l'autre, les liaisons des Albanais avec l'intérieur de la péninsule passent par la frontière avec la Serbie. Nous avons, nous, besoin de la mer, et eux ont encore plus besoin du

continent. Nous avons besoin d'exporter, et c'est cela qui nous amène chez les Albanais. Les Albanais ont besoin de pain, et c'est cela qui les conduit vers nous. Si les deux parties n'arrivent pas à s'entendre, elles se gênent et s'empêchent mutuellement de respirer.

Mais toutes les perspectives d'une politique d'amitié et d'entente se sont fracassées, et ce bien plus sur l'arrogance conquérante de la Serbie que sur la rudesse primitive des tribus albanaises. Le peuple serbe ne s'est pas présenté en *frère*, mais en *conquérant*. De surcroît, il n'est même pas entré en acteur *politique*, mais en *soudard*. L'acteur politique était invisible derrière le soudard. En fait, celui-ci n'était guidé que par une idée, qui se résumait en une formule simple : allez, prenez, tout ça est à vous ! Soumettre ou périr. Avec cette politique qui ne comptait pour rien les *gens*, les *tribus*, le *peuple*, et l'aspiration - naturellement présente aussi en Albanie - à l'indépendance, la Serbie a perdu tout contact avec les représentants du peuple albanais et éveillé chez lui une haine sans bornes pour tout ce qui est serbe. Si jusqu'ici le peuple albanais ne se vivait pas comme un tout animé par une idée de communauté *nationale*, celle-ci a aujourd'hui pris forme, mais malheureusement au feu d'une révolte générale des localités albanaises contre les agissements barbares de leurs voisins : Serbie, Grèce et Monténégro, révolte qui marque une étape importante pour le réveil national des Albanais.

S'appuyant exclusivement sur une soldatesque qui n'entend rien à ces questions, le gouvernement serbe, emporté par sa soif de conquêtes et égaré par les influences étrangères, n'a même pas su mettre à profit les six mois où il a eu tous les pouvoirs dans l'Albanie du nord pour poser un seul acte qui aurait laissé une trace et pansé les blessures. Il n'en a même pas été capable au dernier moment, quand la question de l'autonomie albanaise était déjà arrivée à maturité. Les masses populaires avaient soif d'être libérées de leur misérable condition servile, mais seule l'armée de la Révolution, celle d'un Napoléon, pouvait comprendre ce genre d'aspirations *révolutionnaires*. Les milieux éduqués n'ont pas fait mystère, devant les garnisons serbes, de leur attachement inébranlable à l'idée de l'autonomie albanaise, mais le sens politique de cela, qui n'aurait jamais échappé à aucun conservateur anglais, était au-delà de ce que les radicaux serbes étaient capables d'entendre. Eux ne n'avaient qu'une obsession : atteindre la mer en faisant usage de la force. La Serbie était entrée en ennemie en Albanie, c'est aussi en ennemie qu'elle en est sortie.

L'hostilité sans bornes du peuple albanais pour la Serbie est le premier résultat « positif » de la politique albanaise du gouvernement serbe. Le deuxième, encore plus gros de dangers, est le renforcement en Albanie des deux grandes puissances que les Balkans occidentaux intéressent au plus haut point : encore une expérience qui démontre que les conflits entre peuples balkaniques, quels qu'ils soient, ne profitent qu'à leur ennemi commun. Les guerres de conquête de la Serbie, de la Grèce et du Monténégro n'ont pu empêcher la création d'une Albanie autonome, mais elles ont poussé ce tout jeune pygmée balkanique, dès avant sa première apparition dans le monde, à se livrer

pieds et mains liés au bon vouloir de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie. Cela est très inquiétant pour la paix comme pour le libre développement de la Serbie. Il est clair que le danger ne vient pas de l'existence en soi d'une Albanie autonome, mais de ce que celle-ci est née de la lutte contre les appétits des micro-États balkaniques voisins, qu'elle leur a été imposée par l'intervention de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie, et que de ce fait, elle leur est attachée par des liens extrêmement forts. Il règne désormais une terrible hostilité là où l'une et l'autre partie auraient eu un grand besoin de relations amicales, et en face, des liens d'amitiés se resserrent entre deux partenaires dont l'un est d'avance condamné à être la victime de l'autre.

Nos finances publiques et notre économie se sont douloureusement ressenties des conséquences « positives » de la politique dominatrice de la Serbie à l'encontre du peuple albanais, mais le plus terrible sacrifice a été celui demandé aux dizaines de milliers d'esclaves dont les restes se décomposent dans le karst albanais. Eux ont été expédiés à la frontière pour arrêter au prix de leur vie le déferlement des révoltes déclenchées par la politique conquérante des possédants et sauver le pays du péril où celle-ci l'avait plongé. La bourgeoisie a enchaîné la liberté de son propre pays et de son propre peuple aux fers qu'elle avait forgés pour un autre peuple.

En fin de compte, tandis qu'on prétend justifier l'expédition albanaise avec de fallacieuses théories sur l'inaptitude des Albanais à devenir une nation, les conséquences désastreuses bien réelles de cette entreprise ont étalé aux yeux du peuple tout entier l'incapacité des classes possédantes à agir dans l'intérêt du pays. L'avenir seul pourra nous dire à quoi auront en définitive abouti les combattants de l'autonomie albanaise. Mais ce que nous avons sous les yeux, c'est la déroute, complète et payée au prix fort, de la politique conquérante que notre bourgeoisie leur a opposée, une déroute qui est un pied-de-nez de l'histoire à la théorie de « l'inaptitude » nationale des Albanais. Mais comme la défaite de la politique bourgeoise ne met pas un point final à la longue série des sacrifices et des périls qui menacent la liberté du peuple serbe et l'avenir de la Serbie, il est nécessaire d'au moins regarder la vérité en face et de reconnaître, à l'encontre de tous les préjugés, que *la lutte actuelle du peuple albanais est une lutte historique, naturelle, nécessaire pour une organisation politique qui soit différente de celle du temps des Turcs et différente de celle que ses voisins : Serbie, Grèce et Monténégro, auraient voulu lui imposer à la hussarde.*

Libre lui-même, le peuple serbe a le devoir d'honorer et respecter cette lutte, au nom de la liberté des Albanais, mais aussi pour la défense de la sienne propre : il doit refuser d'accorder au gouvernement, quel qu'il soit, les moyens de mener une politique de conquêtes.

Comme représentant du prolétariat, ne s'étant jamais rabaissée au rôle de laquais de cette politique des classes régnautes, la social-démocratie se doit de suivre pas à pas la politique exterminatrice des possédants envers les Albanais, de dénoncer cette barbarie qui prétend se justifier en invoquant le

fallacieux prétexte d'une « culture supérieure », de condamner une politique de classe portant très gravement atteinte aux intérêts de classe du prolétariat en la stigmatisant comme politique anti-populaire mettant en danger la paix et la liberté du pays et impactant violemment la situation des masses. À cette politique, la social-démocratie oppose son propre mot d'ordre : union politique et économique de tous les peuples des Balkans, y compris les Albanais, sur la base d'une démocratie pleine et entière et d'une totale égalité !

Éditions de la librairie socialiste

Belgrade 1914

(Note des éditeurs des Œuvres Choiesies)

Cela faisait déjà un certain temps que Dimitrije Tucović avait commencé à travailler sur la question albanaise. Il avait publié dans le numéro du 1^{er} (10) mai 1910 du journal *Borba* (La Lutte) le fameux article dans lequel il apportait son soutien à la lutte des Albanais pour l'instauration d'un État national indépendant. Tucović s'appuyait alors sur la littérature serbe et étrangère disponible sur le sujet, mais en même temps, tout en entreprenant de collecter de son côté des données sur les Albanais, les objectifs de leur lutte, les visées impérialistes de l'Autriche-Hongrie, de l'Italie et des États balkaniques sur les tribus albanaises, qui étaient alors encore divisées entre elles. C'est ce qui ressort de la correspondance qui est parvenue jusqu'à nous ainsi que de l'analyse de ses travaux sur cette question.

Dans une lettre à D. Tucović du 19 juillet (1^{er} août) 1909, Dušan Cekić, socialiste militant en Macédoine, mentionne un certain nombre d'éléments intéressants au sujet des tribus de l'Albanie septentrionale et constate : « Je pense avoir ainsi répondu à ta question, et si tu as encore besoin de quoi que ce soit, je me ferai un plaisir de te rendre ce service. »

Les guerres balkaniques donnèrent à la question albanaise une brûlante actualité. L'intérêt de Tucović pour cette problématique en a été stimulé et c'est ce qui l'a incité à soumettre à une critique approfondie la politique suivie par le gouvernement serbe en direction des Albanais. Pendant la première guerre balkanique, il s'est consacré à la recherche des matériaux nécessaires et a commencé la rédaction de *Serbie et Albanie*. Dans une lettre à Dragiša Lapčević du 31 décembre 1912 (13 janvier 1913), Tucović demande qu'on lui envoie en priorité deux ouvrages sur la Serbie et la Macédoine anciennes : « le livre de Cvijić et celui de Hadži-Vasiljević ». Le 14 (27) janvier 1913, Philippe Philipović annonce à D. Tucović que certains des livres demandés ont déjà été envoyés et que les autres vont suivre. Z. Todorović écrit le 31 janvier (13 février) : « Je n'ai jusqu'à aujourd'hui rien reçu de toi confirmant que les livres sont bien arrivés. J'espère qu'il ne leur est rien arrivé de fâcheux. Cela fait déjà trois semaines que je les ai confiés à la poste de Belgrade. » De Resen, Tucović répond le 13 avril (6 mai) 1913 à D. Lapčević : « Je vous serais très obligé de m'envoyer le premier tome des *Naselja* de Cvijić, celui qui contient son étude des problèmes anthropogéographiques ». En réponse, Lapčević écrit le 29 avril (12 mai) 1913 : « On t'envoie le livre de Cvijić ». L'armée serbe traversant une région de l'Albanie centrale en avril 1913, D. Tucović mit à profit son passage à Elbasan pour collecter des informations qu'il utilisera ensuite dans *Serbie et Albanie*. (D. Tucović, *Serbie et Albanie*, Belgrade, 1914, pp. 35, 48, 75 ; D. Tucović, *Correspondance*, Titovo Užice, 1974, pp. 214, 215, 260, 263, 264, 271).

Selon son propre témoignage, Tucović acheva dans les mois qui suivirent sa démobilisation en août 1913 la rédaction de son manuscrit, tout en publiant parallèlement dans les numéros du 1^{er} (14) et du 16 (19) novembre 1913 de *Borba* l'article intitulé *Lettres d'Albanie*. La préface du livre est datée du 1^{er} (14) janvier 1914, elle a donc été écrite plus tard.

C'est dans le numéro du 20 janvier (2 février) 1914 des *Radničke Novine* (Journal ouvrier) qu'est annoncée pour la première fois la parution du livre, et c'est la date que nous lui avons attribuée. La première critique en a été publiée sous la plume de Dušan Popović dans le numéro du 16 (29) février 1914 de *Borba*. Le *Srpski književni glasnik* (Courrier Littéraire Serbe) du 1^{er} (14) avril 1914 publia lors de la sortie du livre un examen critique auquel D. Tucović répondit par un article intitulé *Dogme ou théorie ?* dans le numéro du 16 (29) avril 1914 de *Borba*.



1: Balkans 1878-1912

SITUATION DES BALKANS EN 1911, AVANT LES GUERRES BALKANIQUES





GUERRES BALKANIQUES : SITUATION DES FORCES APRES LA PREMIERE GUERRE
 - Le traité de Londres de mai 1913 n'a pas officiellement fixé les frontières -



GUERRES BALKANIQUES : FRONTIÈRES DU TRAITE DE BUCAREST (AOÛT 1913)





1913-1918